



**ÉTATS-UNIS — AU PROCÈS  
DEPP VS HEARD,  
LA MISOGYNIE L'EMPORTE**

**FRANCE — LA GAUCHE  
A-T-ELLE UNE CHANCE  
AUX LÉGISLATIVES ?**



# Courrier international

N° 1649 du 9 au 15 juin 2022  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT, Afrique CFA autres 3500 F CFA.

# TAÏWAN L'AUTRE FRONT ?

*La guerre en Ukraine modifie les stratégies autour de l'île : face aux prétentions de Pékin, Washington muscle son discours, quand Taipei s'inspire de la résistance ukrainienne. Décryptages.*



M 03183 - 1649 - F: 4,50 €





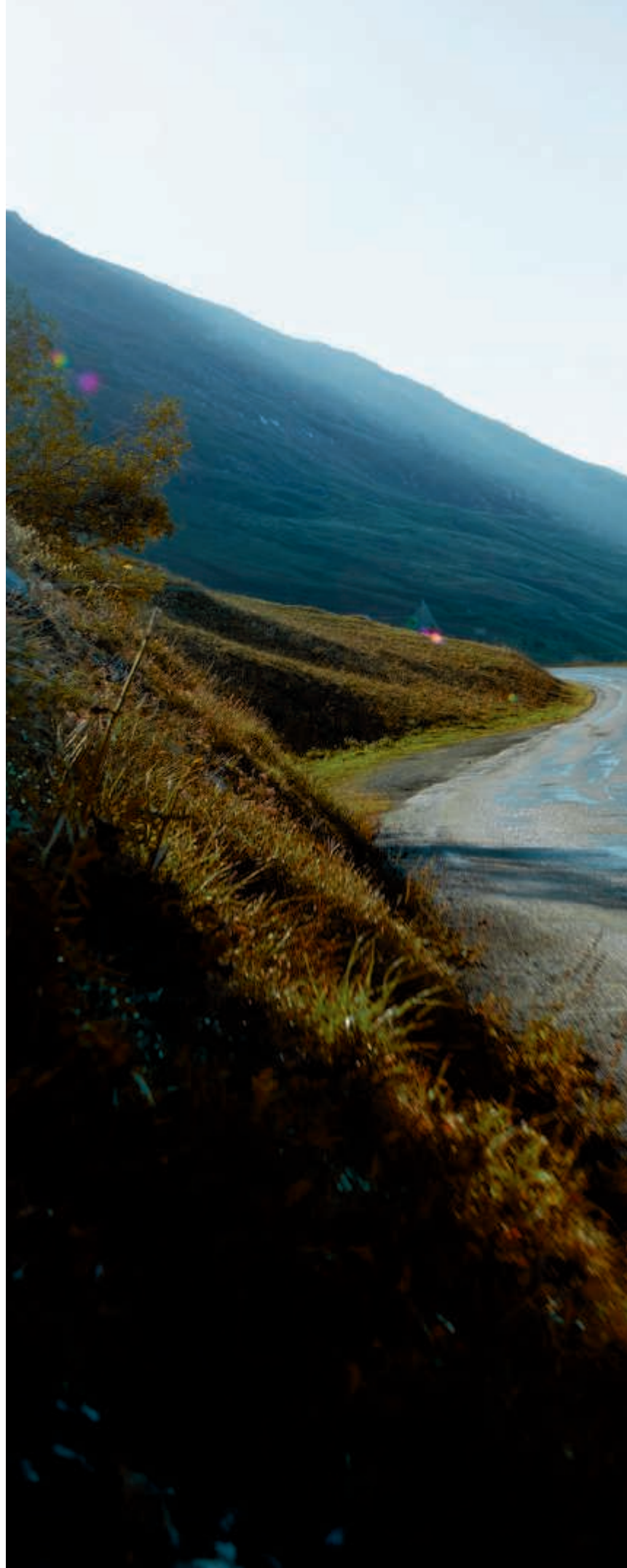
# PEUGEOT 5008

7 places  
pour voyager plus grand.

3e rang modulable\*

PEUGEOT i-Cockpit®  
avec système de vision de nuit\*

Conduite semi-autonome\*



Pour les trajets courts, privilégiez



PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies Consommation mixte WLTP<sup>(1)</sup> : 5,1 à 5,2 l/100km.

(1) Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur <https://www.peugeot.fr/marque/politique-environnementale/wltp.html>. \*De série, en option ou indisponible selon les versions. OPEN – Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### Taiwan : l'autre front ?

p. 30

**V**ous n'avez pas voulu intervenir dans le conflit militaire ukrainien pour des raisons évidentes. Seriez-vous prêt à intervenir militairement pour défendre Taïwan si c'était nécessaire? – Oui." Nouvelle gaffe ou signe d'un véritable virage américain sur Taïwan? Le 23 mai, lors de sa tournée en Asie, Joe Biden aurait surpris jusqu'à ses proches conseillers en répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur sa politique dans la région. Des propos immédiatement nuancés par la Maison-Blanche mais qui, pour **The New York Times**, traduisent bien l'état d'esprit du président américain. "Ne croyez pas au discours diplomatique selon lequel il n'y a rien de nouveau sous le soleil,

insiste un chroniqueur conservateur du journal. *N'allez pas vous imaginer que le président ne savait pas ce qu'il faisait. [...] Il a fait preuve d'un vrai sens de l'histoire [...] et sait qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie les règles ne sont plus les mêmes.*" Y a-t-il un réel changement dans la position américaine jusque-là fondée sur une ambiguïté stratégique? L'enlèvement de l'armée russe depuis trois mois peut-il pousser la Chine à revoir son scénario d'une réunification avec Taïpei? Comment Pékin prend-il ce changement de ton de Washington? Quelles leçons les Taïwanais eux-mêmes tirent-ils de ce qu'il se passe aujourd'hui en Ukraine? C'est à toutes ces questions que nous tentons de répondre dans ce dossier. Alors que l'armée chinoise maintient une pression constante sur l'île de 23 millions d'habitants avec des survols réguliers de son espace aérien, les Taïwanais observent avec attention la résistance des Ukrainiens contre un adversaire bien plus

puissant qu'eux, et adaptent leur stratégie. C'est ce qu'a constaté l'envoyé spécial du **Spectator** dans l'île. Dans le reportage qui ouvre notre dossier, Ian Williams raconte comment la crise en Europe a accéléré les choses : "La résistance ukrainienne et la vitesse à laquelle les citoyens ordinaires sont devenus des combattants de guérilla armés de missiles portatifs ont conforté Taïwan dans sa stratégie du porc-épic." Une stratégie mise en place entre 2017 et 2019 par l'amiral Lee Hsi-min, explique le journaliste. "Il était impossible que Taïwan repousse la Chine par des moyens traditionnels." Il fallait donc être plus malin. Si l'article détaille les différentes options militaires, il insiste surtout sur le principal atout du pays : "L'île est l'une des démocraties les plus saines du monde, c'est pourquoi elle peut se targuer d'être du bon côté de l'opposition 'démocratie ou autocratie'" formulée par Joe Biden lors de sa tournée en Asie. La rivalité est donc politique, stratégique, mais

aussi et surtout économique. À Tokyo, Joe Biden a ainsi proposé un nouveau partenariat à ses alliés asiatiques, le Cadre économique pour l'Indo-Pacifique (Ipef, Indo-Pacific Economic Framework). Une façon de contrer l'influence de Pékin dans le Pacifique, estime **The Strait Times**. La tournée de Biden devait donc marquer les esprits. Concernant Taïwan, c'est plutôt réussi. Initialement laissé en dehors de cet Ipef, Taïpei s'est vu proposer, le 1<sup>er</sup> juin, une "Initiative pour le commerce États-Unis - Taïwan au XXI<sup>e</sup> siècle". Cela ne devrait pas rassurer la Chine qui, tout en appelant au dialogue, a formulé une mise en garde par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, cité par **Lianhe Zaobao** : "Si les États-Unis persistent dans leur revirement sur la question de Taïwan, cela compromettra fondamentalement la paix dans le détroit de Taïwan et finira par leur être fatal." Bien sûr, cela ne signifie pas que Pékin s'apprête à attaquer Taïwan

prochainement. Mais on comprend mieux, à la lecture de notre dossier, ce qui se joue autour de l'île. Pour aller plus loin, plongez-vous aussi dans l'interview passionnante que l'historien chinois Ge Zhaoguang a accordée à **l'Asahi Shimbun**. Il y est question de rêves d'empires et de visions du monde. À lire aussi dans ce numéro, notre ouverture 360° : "Hong Kong, ma ville disparue", le témoignage plein de nostalgie de la journaliste Louisa Lim publié dans le **Financial Times** sur sa ville, qu'elle a dû quitter comme des dizaines de milliers de Hongkongais fuyant la répression de Pékin. Un récit à la première personne qui dit lui aussi beaucoup de choses en creux. Bonne lecture!

**En couverture :**  
Dessin de **KAL**, États-Unis, pour *Courrier international*.  
**États-Unis :** Dessin de **Ruben L. Oppenheimer**, Pays-Bas.  
**France :** Dessin de **Glez**, Burkina Faso.



## Sommaire



PEK/CARTOON MOVEMENT

FRANCE p.10

### La gauche a-t-elle une chance aux législatives ?

L'alliance autour de Jean-Luc Mélenchon a changé la donne face à une droite très divisée, mais, estime **Die Zeit**, décrocher la majorité risque d'être difficile.

IRLANDE p.16

### Touche pas à ma tourbe!

L'interdiction de vendre cette source d'énergie polluante aurait dû être une formalité. C'était sans compter l'attachement viscéral des Irlandais, rapporte le **Guardian**.

TURQUIE p.20

### La diplomatie des mosquées

Par la construction de mosquées et la formation d'imams, le régime d'Erdogan étend son influence religieuse de l'Afrique à l'Asie centrale en passant par l'Europe. Nouveau volet de notre série sur le *soft power* religieux.

360° p.46

### HONG KONG, MA VILLE DISPARUE

Des dizaines de milliers de Hongkongais ont choisi l'exil ces derniers mois, raconte la journaliste Louisa Lim dans le *Financial Times*. Comme elle, ils doivent composer avec la nostalgie d'un territoire où rien ne sera plus jamais comme avant.



BELINDA JIAO/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET/GETTY IMAGES

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Arab Digest** (arabdigest.org) Londres, en ligne. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Historia Today** Londres, mensuel. **Hospodárské Noviny** Prague, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Rest of World** (restofworld.org) New York, en ligne. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Stat** (statnews.com) Boston, en ligne. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times of Israel** (timesofisrael.com) Jérusalem, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



**SUR NOTRE SITE**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
 Actionnaire : La Société éditrice du Monde  
 Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux  
 Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard  
 Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président  
 Dépôt légal Juin 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com  
 Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación  
 ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Caroline Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Feneux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechari (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Roussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembrez (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélouil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blonde (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeal (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen, suédois), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erricchio (chef de service, 16 77), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé INFOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardri, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jeanne Fourneau, Louise Henry, Valentine Morizot, Isabelle Talès, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang, Paola Zumstein

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Boncalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Maddalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassort 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castile Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8075, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Pâte : 2,2083 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



**SOMMAIRE**

- 7 jours dans le monde
- 6. Nigeria. Carnage dans une église
- 8. Controverse. L'embarquement sur le pétrole russe est-il souhaitable ?
- D'un continent à l'autre
- 10. France. La gauche a-t-elle une chance aux législatives ?
- 14. Ukraine. L'embarras de l'Occident face à la volonté de Kiev
- 16. Irlande. Touche pas à ma tourbe !
- 18. Égypte. Un "dialogue national" de façade
- 20. Turquie. La diplomatie des mosquées
- 24. Cuba. L'ultime mission de Raúl Castro
- 26. États-Unis. La misogynie revient au galop
- 28. Érythrée. L'État qui ne veut pas désarmer
- À la une
- 30. Taïwan, l'autre front ?

- Transversales
- 40. Techno. Les médecins veulent mieux que Google Trad
- 42. Économie. Le krach a balayé les petits porteurs
- 44. Économie. Le Paraguay veut rivaliser avec le canal de Panama
- 45. Signaux. Bataille pour le Nil 360°
- 46. Témoignage. Hong Kong, ma ville disparue
- 50. Culture. Au Brésil, des musiciens en vert et or
- 52. Patrimoine. La nouvelle vie des manuscrits de Tombouctou
- 54. Histoire. L'inlassable quête de l'élixir de jeunesse

## Ukraine. Slavoj Zizek : "L'Occident doit tracer ses propres lignes blanches"

Face au cynisme de Vladimir Poutine, l'Europe doit réagir sans attendre, affirme le philosophe slovène dans **The Guardian**, notamment en affichant sa solidarité avec les pays en développement face à la crise alimentaire qui couve.

## États-Unis. La droite américaine en pleine "orbanisation"

La Hongrie fait rêver les conservateurs américains, qui viennent d'y tenir leur assemblée annuelle. Décryptage par **The Nation** de cette fascination pour le régime de Viktor Orban, qui conjugue nationalisme, illibéralisme et "socialisme des imbéciles".

## "Modern Love". Apprendre à ne plus être la fille de sa mère

Chaque semaine, la chronique phénomène du **New York Times** sur l'amour et la famille vous est proposée en exclusivité, traduite en français, par *Courrier international*. Ce dimanche, le récit d'un homme trans qui a dû apprendre à réinventer sa relation avec sa mère.

**L'horoscope de Rob Breznsky** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

### NOTRE HORS-SÉRIE

**Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ?  
Qu'est-ce qui nous divise ?  
La France racontée par la presse étrangère.**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Offre d'abonnement

**Je m'abonne pour :**

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €\*~~
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €\*~~

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

**Je règle par chèque bancaire** à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
<https://www.courrierinternational.com/cgv>

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

**Avantages abonnés :**

- Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📞

**Votre abonnement à l'étranger :**

**Belgique :**  
(32) 2 744 44 33 - [abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)

**USA-Canada :**  
(1) 800 363 1310 - [expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)

**Suisse :**  
(41) 022 860 84 01 - [abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)



# Nigeria. Carnage dans une église

Des dizaines de fidèles ont été tués le 5 juin durant une messe de Pentecôte. L'attaque n'a pas été revendiquée, mais ce journal burkinabè y voit la marque de terroristes islamistes.



— **Le Pays** (extraits) Ouagadougou

Le Nigeria vient de subir l'une de ses pires attaques terroristes depuis la mort, en mai 2021, d'Abubakar Shekau, leader de la secte islamiste Boko Haram. Des terroristes ont ouvert le feu, le 5 juin, sur des fidèles dans l'église catholique Saint-Francis de la ville d'Owo, dans l'État d'Ondo, situé dans le sud-ouest du Nigeria. Ils auraient également fait exploser des bombes, tuant au moins une cinquantaine de personnes [selon un bilan annoncé par les médias]. Quelle ignominie ! Quelle cruauté ! Ce carnage, qui a été déploré par les autorités et par le Saint-Père, montre que l'hydre terroriste semble avoir repris du poil de la bête au Nigeria. C'est dire si la mort d'Abubakar Shekau a certes affaibli son mouvement mais n'a pas mis fin aux atrocités qui constituent la marque de fabrique de Boko Haram.

**Échec sécuritaire.** Pour l'heure, on ne connaît pas l'identité du groupe qui a commis l'hécatombe. Mais, à moins qu'un nouveau mouvement ne soit né dans ce laps de temps, cette tuerie à l'aveuglette est soit l'œuvre de Boko Haram soit celle d'Is wap [acronyme anglais de l'État islamique en Afrique de l'Ouest]. Et, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette ignominie constitue un coup dur pour le président

Muhammadu Buhari, dont le mandat s'achève en 2023.

C'est d'autant plus vrai que c'est l'illustration parfaite de l'échec de sa politique sécuritaire mise en place depuis une dizaine d'années. Le mandat du septuagénaire Buhari aura été des plus sanglants, lui qui avait pourtant promis dès sa prise de pouvoir en 2015 d'en finir en soixante jours avec l'hydre terroriste.

## “La tragédie d'un État failli”

●●● Élection en juillet des gouverneurs, primaires en vue de la présidentielle de l'an prochain... Ces jours-ci, le Nigeria semble entièrement accaparé par les prochaines échéances électorales. Pourtant, déplore **Daily Trust**, le 7 juin, aucun des candidats n'accepte de répondre à “la question cruciale” : comment lutter contre l'insécurité qui prévaut partout dans le pays ? Aucun, surtout, n'est prêt à prendre le risque de se mettre à dos l'électorat musulman, que ce soit après le massacre dans l'église d'Owo ou le lynchage, le 12 mai, de Deborah Samuel, une jeune femme accusée de blasphème.

Mais, une décennie plus tard, le constat est triste, car le général Buhari n'a ni réussi à porter l'estocade à Boko Haram ni empêché la montée en puissance du mouvement rival, l'État islamique en Afrique de l'Ouest, dont le chef n'était autre qu'Abu Musab Al-Barnawi, donné pour mort en 2021 par l'armée nigérienne. En une douzaine d'années, le terrorisme au Nigeria aura fait plus de 40 000 morts et contraint plus de 2 millions de citoyens à fuir leurs villages.

Et tout porte à croire que ce n'est pas demain la veille que ce géant aux pieds d'argile réussira à venir à bout du terrorisme. Cela dit, en rendant sanglante la Pentecôte, le message des ingénieurs du mal est sans ambiguïté, endeuiller au maximum la communauté catholique et sans doute espérer influencer le choix des futurs dirigeants du pays. C'est dire si l'armée nigérienne doit garder l'arme au pied.

— **DZ**

Publié le 6 juin



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

“Au Nigeria, sur les routes les plus dangereuses du monde.” Fin 2020, un journaliste du **Wall Street Journal** s'est rendu à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno et berceau de Boko Haram. Dans ce reportage, il raconte comment, au cours des mois précédents, “plus de 200 personnes ont été abattues ou enlevées sur les quatre principales voies d'accès à la ville”.

“C'est là la tragédie d'un État failli, dans lequel les gens sont convaincus que leur système de croyances est supérieur à la loi, aux tribunaux et à la Constitution”, tranche **Daily Trust**. Un avis partagé par le **Guardian** de Lagos pour qui “le Nigeria présente aujourd'hui tous les symptômes d'un État en déliquescence”, notamment sur le plan sécuritaire. “La mise à sac perpétrée depuis dix ans par Boko Haram et celle de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) se poursuivent dans le Nord-Est, tandis que de soi-disant bandits armés ont pris le contrôle de tout le pays, pillant et semant la mort sur leur passage.”

✓ Pentecôte nigérienne.  
Dessin de **Maarten Wolterink**,  
Pays-Bas.

## Défaite des sceptiques



**DANEMARK**

— “Une large majorité abolit l'exemption en matière de défense”, s'avoie **Politiken** le 2 juin, à l'unisson de

la Première ministre, Mette Frederiksen (en photo). La veille, 66,9 % des Danois ont dit oui à l'abrogation de la dérogation exemptant leur pays de participer à toute coopération européenne de défense depuis 1993. Désormais, des soldats danois pourront être envoyés dans des opérations militaires de l'UE si une majorité au Parlement y est favorable.

## AMLO se rebiffe

**DIPLOMATIE** — Le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, dit “AMLO”, a rejeté le 6 juin l'invitation de son homologue américain, Joe Biden, à participer au Sommet des Amériques à Los Angeles, parce que Cuba, la Venezuela ou le Nicaragua n'y ont pas été conviés. “La rebuffade du voisin méridional de l'Amérique, deux jours avant l'atterrissage en Californie [du locataire de la Maison-Blanche], porte un coup au leadership régional de Biden et à ses efforts pour aborder des questions allant du changement climatique à l'immigration”, décrypte le **Washington Post**.

## Une page se tourne

**KAZAKHSTAN** — Près de 80 % des électeurs ont voté oui au référendum constitutionnel du 5 juin organisé à l'initiative de l'actuel président, Kassym-Jomart Tokaïev, “qui cherche à sortir de l'ombre de son ancien mentor Noursoultan Nazarbaïev”, écrit **Al-Jazeera**. Le texte proposé après les émeutes meurtrières du début d'année devrait permettre de passer d'un régime “superprésidentiel” à une “république présidentielle avec un Parlement fort”. Et d'écarter du pouvoir l'ex-président Nazarbaïev et ses proches.

## Un monde caché

**ANTARCTIQUE** — Jusqu'à maintenant, ce monde était "un secret bien gardé", raconte le 6 juin la correspondante du **Guardian** à Wellington. Jusqu'à ce qu'une équipe de scientifiques néo-zélandais ne le découvre sous l'Antarctique. Un monde où vivent "des essaims de petites créatures ressemblant à des crevettes". Ces scientifiques étudiaient alors le rôle qu'un estuaire pouvait jouer dans la fonte des glaces. En procédant à des forages, "leur caméra a été envahie par des amphipodes, de petites créatures de la même lignée que les homards, les crabes et les mites". Des créatures de 5 millimètres environ. Les chercheurs connaissaient l'existence d'un réseau de lacs et de rivières d'eau douce caché sous l'Antarctique, mais il n'avait jamais été étudié.

## Irresponsabilité coupable

**BANGLADESH** — Un incendie dans un entrepôt de conteneurs à Sitakunda, non loin du grand port de Chittagong, dans le sud-est du pays, a provoqué dans la nuit du 4 au 5 juin une énorme explosion de produits chimiques stockés là. **The Daily Star** écrivait le lendemain :

"49 morts, et le décompte n'est pas fini". L'explosion, "qui n'est pas sans rappeler les explosions de Beyrouth en 2020", a fait trembler des habitations dans un rayon de 4 kilomètres, ajoute le journal de Dacca. "Si l'incendie à Chittagong est de moindre ampleur que les explosions de Beyrouth, les causes semblent être les mêmes : le stockage irresponsable de matières et de produits chimiques dangereux, qui semble malheureusement être devenu une norme au Bangladesh."

## Nadal, l'extraterrestre



**TENNIS** — Quand les adjectifs manquent pour décrire le parcours exceptionnel de Rafael Nadal, les chiffres peuvent-ils suffire? C'est l'option prise par **Mundo Deportivo** sur sa une le 6 juin, au lendemain du 14<sup>e</sup> sacre de l'Espagnol à Roland-Garros, son 22<sup>e</sup> dans un tournoi du Grand Chelem. Le quotidien sportif parle malgré tout de "l'unique, l'inégalable" Nadal, "le plus grand champion de l'histoire", un "extraterrestre" qui n'a pas quitté le top 10 du classement mondial depuis avril 2005.

↓ Sur la boîte : Parti conservateur. Motion de censure. Dessin de Ramsés, Cuba.

## ROYAUME-UNI

# Victoire au goût de défaite pour Boris Johnson

Après des mois de scandale, le Premier ministre a sauvé son poste le 6 juin en remportant un vote de défiance déclenché par son propre camp. Mais à quel prix ?

**B**oris Johnson s'accroche tant bien que mal à son poste de Premier ministre", raille **The Guardian**. Enlisé depuis des mois dans l'affaire du "partygate", scandale lié à l'organisation de fêtes à Downing Street lors des confinements successifs, le chef du gouvernement a survécu le 6 juin à un vote de défiance déclenché par son propre parti. D'après les résultats du scrutin organisé à bulletin secret, seuls 211 des 359 députés conservateurs lui accordent encore leur confiance. "Il s'agit du pire jugement jamais émis contre un Premier ministre en exercice par son propre parti", relève le journal de gauche, qui note que "41 % des torys ont voté pour son éviction", et évoque "une rébellion d'une ampleur inattendue".

Soulagé de l'avoir emporté, Boris Johnson a préféré voir le verre à moitié plein, saluant devant ses troupes "un très bon résultat pour la politique et le pays. C'est un résultat convaincant, un résultat décisif". Toutefois, souligne le **Financial Times**, le vote "a révélé l'ampleur des divisions et de l'animosité" au sein

de sa formation, et "laisse son autorité gravement compromise".

"Si Boris Johnson et ses alliés ont revendiqué le vote comme une victoire, de nombreux députés conservateurs, dont certains de ses partisans, pensent que cette tentative de 'coup' marque le début de la fin de son mandat de trois ans", prévient **The Guardian**. "C'est une victoire à la Pyrrhus", renchérit le quotidien conservateur **The Times**. "Les doutes émis par les rebelles de son camp ne concernent pas seulement son intégrité mais aussi la politique de son gouvernement, qui a porté la charge fiscale

au plus haut depuis soixante-dix ans et qui a l'air déboussolé face à l'ampleur de la crise du coût de la vie et aux conséquences du Brexit."

Selon les règles actuelles, Boris Johnson "est théoriquement à l'abri d'une autre remise en cause de son leadership pendant un an", explique le **Guardian**. Mais la proportion de votes contre Boris Johnson dépasse celle enregistrée lors du vote de défiance contre Theresa May en 2018, contrainte de quitter ses fonctions seulement six mois après. Mais aussi lors de la manœuvre similaire contre Margaret Thatcher en 1990, qui l'a vue démissionner une semaine plus tard.

Le dirigeant de 57 ans se trouve "face à un avenir politique incertain", met en garde **The Independent**. Car un "flux constant" de députés conservateurs appelle publiquement à sa démission, depuis la publication du rapport d'enquête sur les fêtes clandestines au 10 Downing Street, en violation des restrictions sanitaires. De leur côté, les lieutenants de l'ancien maire de Londres assurent "que ce vote permet de faire une croix sur les distractions". "Mais c'est le Premier ministre lui-même qui fait figure de distraction", grince **The Daily Telegraph**, ancien employeur de Boris Johnson.

— **Courrier international**



# 113

## BIRMANIS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À MORT

depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2020 "pour avoir pris part à la résistance armée contre la junte", rapporte **The Irrawaddy** alors que, le 3 juin, Ko Phyto Zeya et Ko Jimmy ont vu leur appel rejeté. Les deux hommes avaient été arrêtés en fin d'année dernière puis condamnés en janvier pour avoir pris part à la lutte contre le régime en place. "Si leur exécution a lieu, reprend le site birman, ils deviendront les premiers dissidents politiques à être exécutés depuis 1976 et la pendaison du leader étudiant Salai Tin Maung par le dictateur Ne Win."



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

CONTROVERSE



✓ Le président hongrois, Viktor Orbán.  
Sur le gazoduc : UE. Embargo sur le pétrole. Russie.  
Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

# L'embargo sur le pétrole russe est-il souhaitable ?

L'UE est arrivée le 30 mai à un accord qui devrait permettre de réduire de 90 % ses importations de pétrole russe d'ici à la fin de l'année. Mais les dérogations octroyées à la Hongrie incitent certains à douter de son efficacité.

OUI

## Pour accentuer la pression sur Poutine

—The Guardian Londres

L'unité de l'Europe sur les sanctions contre la Russie "commence à se fissurer", avertissait le vice-chancelier et ministre de l'économie allemand Robert Habeck la veille de la réunion des Vingt-Sept à Bruxelles [le 30 mai]. Si cette déclaration avait pour but de galvaniser les dirigeants européens à un moment crucial, elle a plutôt porté ses fruits. L'interdiction partielle des importations de pétrole russe, décidée [peu avant minuit le 30 mai], constitue un renforcement significatif, quoique tardif, de la pression économique sur le régime de Vladimir Poutine.

Après un mois de négociations entre les États membres, le veto de la Hongrie a finalement été levé grâce à une exemption temporaire pour le pétrole acheminé par un oléoduc datant de l'ère soviétique vers l'Europe centrale. Comme l'Allemagne et la Pologne se sont engagées à ne plus acheter de pétrole transporté par oléoduc d'ici la fin de l'année, ce sont donc plus de 90 % des importations de pétrole russe qui seront interrompues. L'objectif de cet embargo, associé à d'autres sanctions, est de priver le Kremlin des fonds nécessaires pour poursuivre une guerre d'usure qu'il n'avait pas prévu de devoir mener.

Le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, a eu raison de qualifier l'embargo pétrolier d'accord "historique". L'annonce d'une aide économique de 9 milliards d'euros à l'Ukraine est également bienvenue, même si elle ne doit être considérée que comme un début. La Kyiv School of Economics (KSE) a calculé que le conflit causait chaque semaine autour de 4,5 milliards de dollars de dégâts aux infrastructures civiles. Le coût de la reconstruction du pays après la guerre pourrait atteindre plusieurs centaines de milliards de dollars. Mais le financement de ce chantier colossal sera la tâche de demain. À plus court terme, en plus d'augmenter la pression

financière sur Poutine, l'Occident devra à la fois apporter à l'Ukraine l'aide militaire dont elle a besoin pour résister aux forces russes et continuer à éviter toute escalade du conflit.

Washington a débloqué en mai une enveloppe de 40 milliards de dollars pour soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine, et accéléré les livraisons d'équipements militaires, notamment de l'artillerie lourde, d'une importance capitale dans le combat. Les pays européens doivent également passer à la vitesse supérieure dans leurs contributions pour faire face à la concentration des forces russes dans l'Est et à la volonté affichée du Kremlin d'annexer de nouveaux territoires.

Le président américain, Joe Biden, a néanmoins eu raison d'exclure de fournir à l'Ukraine des systèmes de lance-roquettes à longue portée qui pourraient frapper des cibles sur le sol russe. La capacité nucléaire de Moscou – et les discours menaçants tenus régulièrement par le Kremlin sur la possibilité d'y recourir – doit impérativement être prise en compte dans les calculs stratégiques de l'Occident, aussi rageant que cela puisse être.

Alors que l'abominable guerre entreprise par Poutine se poursuit, l'objectif doit être de permettre au président Volodymyr Zelensky et au peuple ukrainien de négocier la fin du conflit en position de force et de dignité. Pour y parvenir, il faudra allier pression économique sur Moscou et résistance militaire. Même si elle avance sur le terrain, l'armée russe ne cesse de perdre en puissance : près de 1000 chars russes auraient été détruits, et deux fabricants russes de véhicules blindés ont cessé leur production par manque de pièces.

Vladimir Poutine a montré jusqu'à présent un mépris total pour le coût humain de son invasion, qui se chiffre désormais en dizaines de milliers de morts. Mais l'impact cumulé des différentes sanctions peut imposer une limite logistique à ses ambitions guerrières revancharde. L'embargo sur le pétrole décrété cette semaine est un pas important dans cette direction. —

Publié le 31 mai

NON

## Il crée un dangereux précédent

—CNN (extraits) Atlanta

Oui, Europe, nous sommes parvenus à un accord. D'ici à la fin de l'année, le bloc va cesser d'acheter la majeure partie – mais pas tout, bien sûr – du pétrole russe. Charles Michel, le président du Conseil européen, a annoncé l'accord dans un tweet, quelques minutes avant minuit, dans la nuit du 30 au 31 mai. Tout bien considéré, au bout de vingt-six jours de discussions acharnées et interminables, c'est une victoire à la Pyrrhus.

Tant que les nations d'Europe ont continué à acheter du pétrole russe, elles ont injecté chaque jour 850 millions de dollars dans le trésor de guerre du président

Vladimir Poutine. Et pourtant, curieusement, elles semblent ne pas avoir été capables de trouver un moyen d'arrêter. Au cours des vingt-six jours durant lesquels l'Union européenne a tergiversé

sur les sanctions, la Russie a été en mesure d'empocher plus de 22 milliards de revenus pétroliers de la part des pays d'Europe, dont beaucoup ne souhaitaient qu'une chose : mettre un terme à ce commerce.

**La victoire d'Orbán.** Un seul dirigeant d'une seule nation européenne a pu bloquer un embargo pendant presque un mois, et au moins partiellement jusqu'à la fin de l'année, tout en offrant indéfiniment du pétrole russe bon marché à son pays. Le 31 mai, Viktor Orbán, l'homme fort de la Hongrie et le plus fervent partenaire de Poutine dans l'UE, s'est réveillé avec une bonne raison de fêter son 59<sup>e</sup> anniversaire.

La Hongrie, comme la Slovaquie et la République tchèque, toutes enclavées et reliées aux champs pétrolifères russes par la branche sud de l'oléoduc Droujba ("Amitié"), va pouvoir obtenir du brut russe. Au moins 750 000 barils par jour, pour un montant de 2 milliards de dollars par mois à son tarif actuellement réduit de 93 dollars le baril (le prix du Brent occidental dépassant un peu les 120 dollars). La Hongrie a arraché la promesse que le flot de pétrole par l'oléoduc ne se tarirait pas. Orbán s'en est aussitôt vanté sur sa page Facebook : "La Hongrie est exemptée de l'embargo sur le pétrole. Ce soir, les familles hongroises pourront dormir tranquilles."

Et Poutine aussi, sous bien des aspects. Il a jusqu'à la fin de l'année pour trouver de nouveaux marchés pour le pétrole que l'Europe n'achètera plus au fur et à mesure que l'embargo se mettra lentement en place. Et les candidats à l'achat ne manquent pas – surtout aux tarifs compétitifs des produits russes. La semaine dernière déjà, entre 74 et 79 millions de barils seraient partis à bord de pétroliers à destination de l'Inde et la Chine, d'après le *Times of India*.

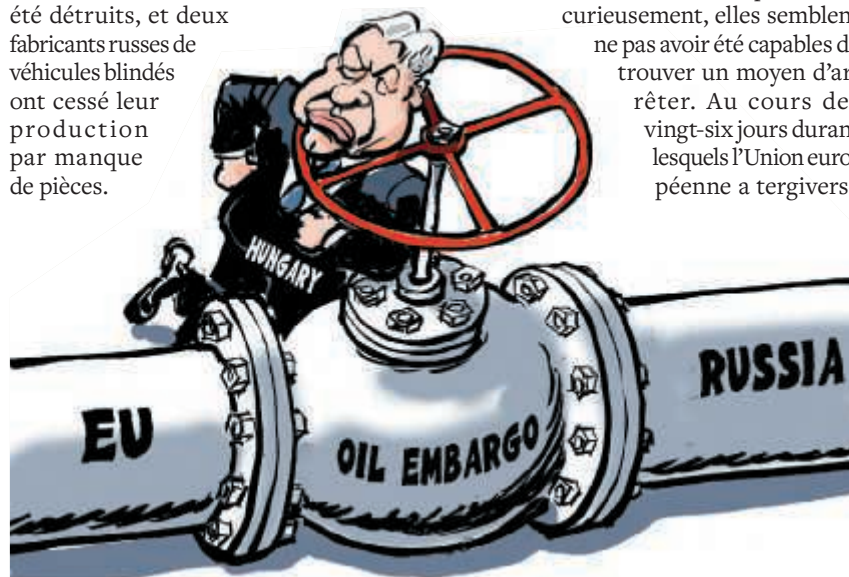
Le problème, c'est la question du précédent. Il est aujourd'hui malheureusement évident qu'en campant sur ses positions la Hongrie a au bout du compte obtenu ce qu'elle voulait. À l'avenir, qu'est-ce qui empêchera d'autres membres d'adopter la même attitude sur d'autres sujets vitaux pour la communauté européenne ? Viendra un temps où l'Europe devra prendre une décision difficile et se demander si l'unanimité est plus importante que la capacité à limiter les agissements de hors-la-loi internationaux. C'est seulement à ce moment-là que l'Occident sera vraiment à même d'influencer ceux qui se comportent mal.

—David A. Andelman

Publié le 31 mai



ÉDITO





# Épargner c'est porter l'avenir sur ses épaules

Partenaire de confiance, Allianz vous accompagne pour dynamiser votre capital : financer un projet, consolider votre niveau de vie pour l'avenir, protéger vos proches ou transmettre de votre vivant.

Prenez rendez-vous dès maintenant avec un conseiller pour en discuter.  
[Allianz.fr/assurance-vie/](https://www.allianz.fr/assurance-vie/)

Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 643 054 425 € - Siège social : 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre.

**Document à caractère publicitaire.**



d'un  
continent  
à l'autre.

france

Europe .....	14
Moyen-Orient...	18
Amériques.....	24
Afrique .....	28



# Législatives. La gauche a-t-elle une chance ?



FOCUS

L'alliance autour de Jean-Luc Mélenchon change la donne, d'autant que la droite est divisée, mais décrocher la majorité parlementaire risque d'être difficile, estime ce chroniqueur allemand.

—Die Zeit Hambourg

**V**oilà une situation peu commune. En avril, la France semblait sur le point de basculer dans les bras de l'extrême droite : Marine Le Pen était présente au second tour de l'élection présidentielle après avoir séduit plus de 13 millions d'électeurs – du jamais-vu. Nous sommes à présent en mai et nombre de commentateurs parlent d'un possible retour de la gauche.

Après la présidentielle vient en effet le temps des élections législatives, et cette fois ce n'est pas Marine Le Pen mais Jean-Luc Mélenchon qui fait les gros titres. Le vieux militant de gauche souhaite devenir Premier ministre. Pour ce faire, la gauche doit obtenir une majorité dans la nouvelle Assemblée nationale. De l'extrême droite à la gauche radicale en seulement six semaines, comment est-ce possible ? Ou bien est-ce une illusion ?

Si l'on regarde les sondages, il n'y a pourtant pas grand-chose de neuf. Le 12 juin, pour le premier tour, un petit tiers des électeurs donneront leur suffrage à un candidat soutenu par le président de la République ; un petit tiers votera pour un ou une candidat(e) d'extrême droite ; et un dernier petit tiers se tournera vers la gauche.

Cela ressemble beaucoup au scénario du premier tour de la présidentielle : Emmanuel Macron avait obtenu 28 % des voix ; les deux candidats d'extrême droite – Marine Le Pen et Éric Zemmour – totalisaient 30 % des suffrages ; et le total des candidats de gauche représentait un peu plus de 30 % des voix exprimées. Raison pour laquelle le quotidien *Le Monde* [journal qui appartient au même groupe de presse que *Courrier international*] a parlé de "nouvel équilibre des forces politiques".

Ce qui a changé, c'est moins les opinions de l'électorat que le choix qui leur est proposé entre les forces en présence. Dans le cas de la présidentielle, six candidats de gauche se partageaient les voix des électeurs de gauche. Alors que pour les législatives, Jean-Luc Mélenchon est parvenu à rassembler les Verts, les socialistes et les communistes sous sa bannière.

**Tensions garanties.** Politiquement, la droite est divisée : dans plusieurs circonscriptions, ils seront trois, quatre ou même cinq candidats de la droite ou de l'extrême droite à s'affronter. Le problème est que, tout comme la présidentielle, l'élection législative se déroule en deux tours et à la majorité. Ce qui signifie que plus il y a de candidats de droite, moins chacun

d'entre eux a de chance de l'emporter. L'alliance de gauche, elle, a réussi à s'entendre pour ne présenter qu'un ou deux candidats dans la même circonscription.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon est-il parvenu à grandement améliorer les chances de réussite de la gauche – et à se position-

**Trois partis irréconciliables se partagent le paysage politique français. Ainsi, le pays passe d'un extrême à l'autre.**

ner comme principal rival du président. Un joli tour de passe-passe dont peu le croyaient capable. Reste que cela ne présage pas une nouvelle vague rose. Les sondages montrent que le nombre d'électeurs enthousiasmés par les partis de gauche n'a pas augmenté. Dans les rangs même de la gauche, notamment chez les Verts et les socialistes, l'alliance avec un Mélenchon hostile à l'Otan et à l'Union européenne laisse de nombreux militants sceptiques. Si cette coalition de partis devait gouverner, les tensions seraient énormes.

Pour l'heure, cela ne se voit pas. La nature des élections législatives rend

difficile toute prévision : dans de nombreuses circonscriptions, des accords entre formations politiques seront conclus entre le premier et le second tour. Pour obtenir la majorité à l'Assemblée nationale, l'alliance de Jean-Luc Mélenchon doit décrocher plus de 280 sièges. Le dernier sondage Ipsos & Sopra ne lui accorde qu'entre 165 et 195 sièges – ce qui serait déjà une belle victoire, mais loin d'une majorité.

Auparavant, les choses étaient simples. Il y avait les partis de gauche et les partis de droite, et la majorité allait soit aux uns, soit aux autres. Aujourd'hui, le paysage politique français est partagé entre trois formations apparemment irréconciliables. La droite vire de plus en plus à droite et la gauche pousse de plus en plus à gauche. Tandis que Macron tente d'incarner un centre, en s'alliant tantôt avec les uns, tantôt avec les autres.

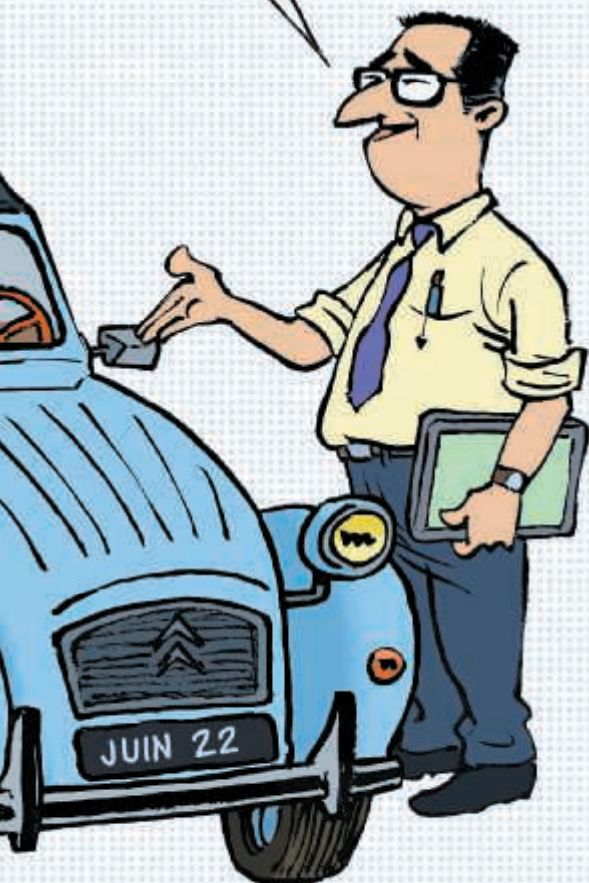
Ainsi la France passe d'un extrême à l'autre. Le scrutin majoritaire, censé garantir une plus grande stabilité, ne fait qu'accroître l'incertitude. Hier à droite, aujourd'hui à gauche, les élections françaises ressemblent de plus en plus à un tirage de la loterie.

—Matthias Krupa  
Publié le 25 mai



← Dessin de Kichka, Israël, pour *Courrier international*.

UN POUR TOURNER À GAUCHE,  
UN POUR TOURNER À DROITE  
ET UN POUR ROULER AU CENTRE !



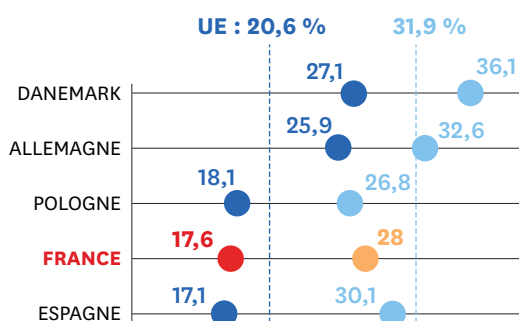
## Logement : la France et ses voisins



### Coût du logement

Part dans le revenu disponible des ménages, 2019, en %

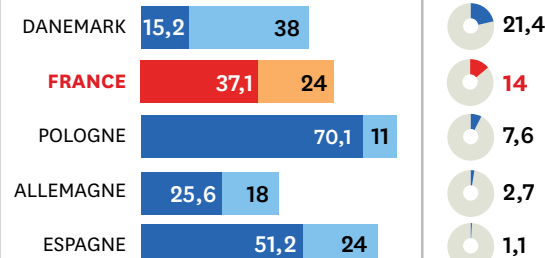
● Ensemble de la population ● Personne seule avec enfant dépendant



### Accès à la propriété et logements sociaux

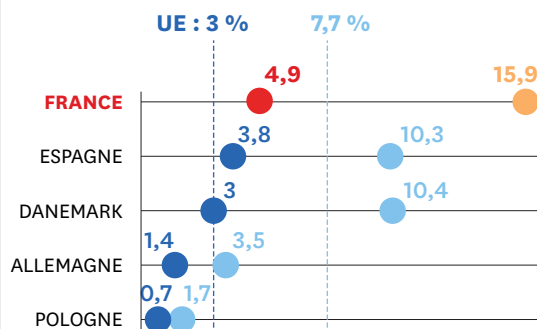
Part de ménages propriétaires, 2019, en %

■ sans prêt/hypothèque ■ avec prêt/hypothèque



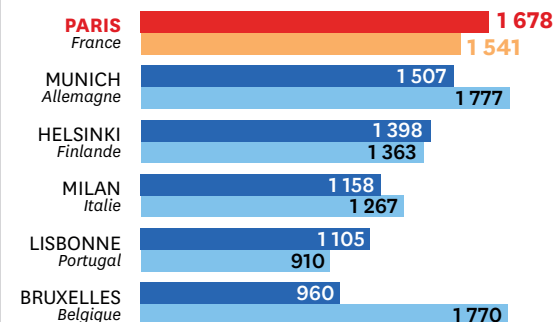
### Arriérés d'emprunt immobilier ou de loyer (2019, en %)

● Ensemble de la population ● Population pauvre



### Loyers et revenus des jeunes dans les grandes villes (en euros)

■ Loyer moyen d'un appartement doté d'une chambre (3<sup>e</sup> trimestre 2019)  
■ Revenu médian équivalent mensuel pour les 18-24 ans (2019)



Vu d'Argentine

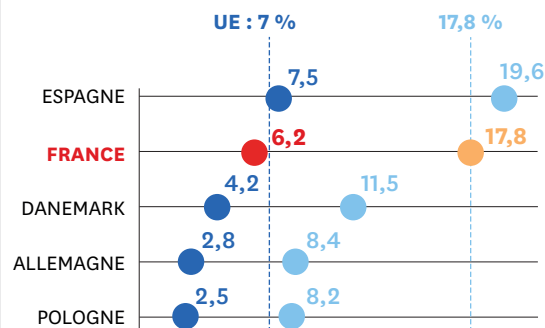
## Déjà "une victoire" pour Mélenchon

● "Macron devra peut-être nommer Mélenchon Premier ministre", prévient le quotidien argentin *Tiempo de San Juan*, qui se base sur les sondages qui mettent la Nupes et la majorité sortante dans un mouchoir de poche. De fait, si l'alliance de gauche obtient plus de 289 députés, elle disposera de la majorité parlementaire et pourra forcer le président à cohabiter avec Mélenchon. En effet, souligne le journal, l'union historique a déjà remporté une victoire en modifiant le rapport des forces politiques françaises. "L'ancien candidat à l'Élysée transforme ainsi un échec - troisième place au premier tour à sa troisième participation à une présidentielle - en une victoire politique."



### Incapacité financière à maintenir une température correcte dans le logement (2019, en %)

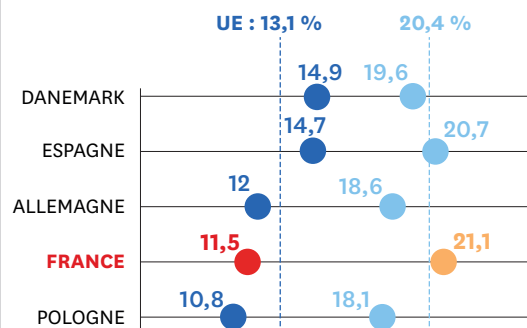
● Ensemble de la population ● Population pauvre



### Insalubrité

Population vivant dans un logement indécent\*, en 2019, en %

● Ensemble de la population ● Population pauvre



\* Logement ayant soit des fuites dans la toiture, soit des murs, sols ou fondations humides, soit de la pourriture dans l'encadrement des fenêtres ou au sol.

Chaque semaine jusqu'aux élections législatives, *Courrier international* vous propose un comparatif entre la France et ses voisins européens. Dans ce dernier volet, nous explorons l'accès au logement, son coût et les conditions dans lesquelles les personnes sont logées.



✍ Jean-Luc Mélenchon.

Dessin de PEK, Australie.

# La "tortue" n'est pas encore Premier ministre

Mélenchon a beau s'efforcer de convaincre les électeurs qu'une majorité de gauche est possible, de nombreux obstacles se dressent sur sa route.



CARTOON MOVEMENT

—Süddeutsche Zeitung

(extraits) Munich

**L**undi 23 mai, en cette Journée mondiale de la tortue, c'était aussi la fête de Jean-Luc Mélenchon. "Merci à tous ceux qui m'ont félicité", écrivait sur Twitter l'ex-candidat à la présidentielle. Il n'a pas non plus manqué de rappeler à tous les amis du reptile à carapace les deux grands rendez-vous électoraux des prochaines semaines : les deux tours des législatives, les 12 et 19 juin.

Pour comprendre son affection pour cet animal, il faut connaître la fable du lièvre et de la tortue, qui fit la célébrité du poète Jean de La Fontaine en France. C'est exactement la même histoire que dans le conte du lièvre et du hérisson [des frères Grimm] : le lièvre arrogant est convaincu de gagner sa course contre la tortue, mais celle-ci est plus maligne, plus modeste et plus endurante que lui.

Évidemment, le lièvre arrogant de la scène politique française n'est autre que le président Emmanuel Macron, fraîchement réélu. Quant à la tortue, cela fait des mois déjà que Mélenchon dit de lui qu'il en est une. La modestie n'est certes pas la première qualité qui vient à l'esprit lorsqu'on pense à Mélenchon. Malin et endurant ? Ça oui, sans aucun doute.

**Ennemis jurés.** Le second tour de la présidentielle n'était pas encore passé que Mélenchon déclarait déjà qu'elle était sans importance. Avec son programme anticapitaliste et radicalement écologiste, il a décroché 22 % des voix au premier tour. Un résultat étonnamment bon, que les sondages n'avaient pas prévu. Mélenchon n'est arrivé que 1 point derrière la candidate d'extrême droite Marine Le Pen. Si les chiffres disent qu'il a loupé le coche, ce septuagénaire voit les choses autrement : "Élisez-moi Premier ministre !" C'est avec ce slogan que Mélenchon s'est adressé à ses sympathisants dès fin avril, avant même la victoire de Macron. Entendez : peu importe qui est élu, le pouvoir est à nous.

Un mois plus tard, Mélenchon a construit une alliance spectaculaire autour de ce slogan accrocheur et culotté. Car, en France, le Premier ministre n'est pas élu ; il est nommé par le président. Cela dit, si l'opposition est majoritaire au Parlement, le président est forcé de choisir un Premier ministre dans les rangs de celle-ci. Entretemps, Mélenchon a derrière lui La France insoumise (LFI), mais il est aussi soutenu par les socialistes, les Verts (EELV) et les communistes. La Nupes, ou Nouvelle Union populaire, écologique et sociale, tel est le nom de cette alliance de gauche.

Les partis de gauche réussissent enfin là où ils échouent depuis des années : se rassembler. La Nupes totalise dans les sondages actuels un tiers des voix aux législatives. Malgré toutes ses contradictions, elle montre que la France n'est pas simplement divisée entre un camp nationaliste et un camp libéral. Le pays compte encore un important électorat de gauche.

Si l'on est un peu moins bienveillant, on peut toutefois relever que la nouvelle alliance de gauche repose sur des ruines. Jamais les socialistes français n'avaient enregistré de score aussi mauvais à une élection présidentielle que cette année avec Anne Hidalgo. La maire de Paris a fait un fiasco, avec 1,75 % des voix. Mais lorsque le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a pris la décision de s'allier à Mélenchon, pour beaucoup d'éléphants du PS, ce fut comme si on bradait leur famille politique. Car non seulement l'anticapitaliste Mélenchon est bien plus à gauche que les socialistes, mais il a fait du parti à la rose son ennemi juré, à tout le moins depuis la présidence de François Hollande et sa malheureuse politique du

compromis. Les socialistes sont, à en croire Mélenchon, les suppôts souffreteux de l'exploitation capitaliste. À l'inverse, pour les socialistes, Mélenchon est ces dernières années un nationaliste qui tape avec dureté et radicalité sur l'Allemagne et l'UE.

Or voilà que les socialistes et les écologistes de France se rangent derrière un homme qui appelle à ignorer les règles de l'UE lorsqu'elles ne servent pas l'intérêt national. Tout comme les gouvernements nationalistes de Pologne et de Hongrie. Mélenchon veut également quitter l'Otan. Depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine, celui qui affichait autrefois sa sympathie envers Poutine se fait plus discret sur les questions de politique internationale, mais sa ligne directrice demeure issue des années 1980 : le plus grand danger de tous, c'est l'impérialisme américain.

**Aux élections législatives, La France insoumise se heurte à un problème : elle est très mal ancrée dans les territoires.**

Reste que Mélenchon aussi a besoin de la Nupes pour compenser ses faiblesses. Un grand orateur comme lui se sent comme un poisson dans l'eau dans une campagne présidentielle personnalisée à l'extrême. Cependant, aux élections législatives, sa France insoumise se heurte à un problème : elle est très mal ancrée dans les territoires. Sur ce point, elle compte profiter des structures des socialistes et des Verts, encore solides dans les régions.

Sur le plan du contenu, cette nouvelle alliance de gauche s'est accordée sur un programme qui ressemble beaucoup à celui qu'a défendu Mélenchon à la présidentielle : planification écologique, retraite à 60 ans, hausse du smic et des salaires dans la fonction publique. Un énorme bouquet de promesses qui nécessiteraient toutes de creuser massivement la dette de l'État. Cette orientation écologique et sociale est néanmoins proche des programmes des socialistes et des Verts.

La Nupes reconnaît elle-même les points de litige, mais elle remet à plus tard la recherche de solutions. Elle n'a pas trouvé de position commune sur la politique européenne ni sur l'énergie nucléaire. Ces questions doivent être réglées plus tard au Parlement, lit-on dans le programme commun. Au demeurant, même si la Nupes peut espérer remporter un certain succès, ni l'électorat socialiste ni l'électorat vert, nous disent les sondages, n'ont envie d'un Mélenchon Premier ministre. D'après les enquêtes d'opinion, la majorité des Français trouvent cette tortue "autoritaire" et s'inquiètent de la possibilité de sa victoire.

—Nadia Pantel

Publié le 25 mai



Vu d'Italie

## De plus en plus serré

● Il n'est plus possible pour Emmanuel Macron de considérer les législatives comme une simple formalité, prévient **La Repubblica** : les intentions de vote en faveur de la Nupes augmentent, et l'union de gauche pourrait arriver en tête du scrutin du 12 juin dans un grand nombre de circonscriptions. "Pour l'heure, le rapport de force reste favorable à Emmanuel Macron, mais il est difficile de faire des prévisions, car, dans les faits, chacune des 577 circonscriptions correspond à une élection différente", souligne le quotidien italien.



Vu d'Ukraine

## Et la guerre dans tout ça ?

● Au moment de choisir le bulletin à glisser dans l'urne, les Français penseront avant tout à leurs soucis quotidiens, et la guerre en Ukraine passera au second plan, écrit, désabusée, Alla Lazareva, la correspondante d'**Oukraïnsky Tyjden**. Selon elle, la radicalisation de la politique française sape toutes les chances de remettre la guerre en Ukraine au centre des enjeux. Une analyse à lire, traduite en français, sur notre site.



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**La gauche européenne face à l'apocalypse.** La social-démocratie perd du terrain sur le Vieux Continent. Et à l'ère de la "permacrise", elle aura du mal à exister, constate Juan Luis Cebrián, le fondateur d'**EL PAÍS**, dans une tribune très alarmiste à lire en intégralité sur notre site.

Steven Da Costa  
Médaille d'or Tokyo 2020, karaté  
Ambassadeur Visa



Partenaire mondial

# Choisissez de profiter.

Organisation de dîners à votre domicile, recommandation personnalisée d'événements culturels, gestion de vos déplacements... Comme Steven Da Costa, comptez sur  **votre Assistant Visa Platinum** pour prendre soin de vous.

[Rendez-vous sur visa.fr/platinum](https://visa.fr/platinum)

Visa Europe Limited, société de droit anglais, siège situé à Sheldon Square, London W2 6TT, GB, immatriculée 5139966, agissant au travers de sa succursale française, située au 83-85 avenue de la Grande Armée 75116 Paris, RCS Paris n° 509 930 699 - Saatchi & Saatchi - Crédit photo : Philippe Miran, Getty Images.



Voir conditions auprès de votre banque.

**VISA**



europe

# Ukraine. L'Occident embarrassé par l'obstination de Kiev

Confrontés à la réalité géopolitique – défaite possible de Moscou, dépendance aux approvisionnements russes, chantage aux vagues migratoires... –, les pays occidentaux hésitent à aider davantage l'Ukraine, selon cet analyste tchèque.



—Hospodárské Noviny  
Prague

Le doyen de la géopolitique, Henry Kissinger, 99 ans, s'est attiré les foudres des Ukrainiens et de leurs alliés lorsqu'il a "conseillé", il y a quelques jours, au gouvernement ukrainien d'échanger une partie de son territoire contre la paix avec la Russie. Tous ceux qui envoient de l'argent pour permettre à l'armée ukrainienne d'acheter des armes et aident les réfugiés ukrainiens dans l'espoir d'une victoire finale ont crié leur indignation à l'évocation de cette idée. Ceux qui vivent dans la bulle de l'excellente propagande de guerre ukrainienne peuvent avoir le sentiment que la victoire de Kiev est, sinon imminente, du moins inévitable.

Le praticien cynique qu'est Kissinger peut se permettre de dire tout haut ce que la grande majorité des politiciens occidentaux se disent en mode top secret. Comment expliquer aux

Ukrainiens, qui souffrent, qui luttent, et qui malgré cela surfent sur la vague de la défense couronnée de succès de leur pays, qu'ils font partie d'un puzzle géopolitique plus vaste et que leurs dirigeants politiques feraient donc mieux de commencer à modérer leurs attentes quant au développement prochain de la guerre et à sa fin ?

**Adhésion, le test.** L'Allemagne n'est pas la seule à être peu encline à fournir des armes lourdes à Kiev, d'autres grands pays suggèrent au président Volodymyr Zelensky d'être plus réaliste. Olaf Scholz a peut-être déclaré au Forum économique mondial de Davos que Poutine ne devait pas gagner sa guerre, il n'en reste pas moins que les premiers "chars anti-aériens" Gepard dépoussiérés, dont les Ukrainiens ne voulaient même pas, ne leur seront livrés par l'Allemagne qu'à la mi-juillet au plus tôt. Quant à la fourniture d'autres équipements de combat, les différentes parties

intéressées n'en sont encore qu'au stade des discussions.

En juin, au sommet de l'Union européenne, l'Ukraine demandera la reconnaissance de son statut de candidat à part entière à une adhésion. Ce sera le premier jalon qui permettra de savoir si l'Occident entend la prendre au sérieux à l'avenir. Le deuxième est la mise à disposition de l'Ukraine d'armes et de moyens financiers, qui semble s'être ralenti ces dernières semaines, l'Occident commençant à appréhender les objectifs de guerre exposés par l'Ukraine.

Les ressources de l'Occident ne sont pas infinies non plus. La question de savoir comment traiter avec une Russie vaincue apparaît comme un casse-tête de plus en plus compliqué. Quant à celle de savoir ce qui se passera lorsque l'Ukraine aura gagné, à quoi ressemblera cette victoire, et ce que fera la Russie, acculée, elle taraude de plus en plus de têtes d'ampoule dans les États membres de l'Union européenne et de l'Otan.

Le Kremlin exploite habilement ces craintes. Moscou bloque les approvisionnements en céréales ukrainiennes de l'Afrique et du Moyen-Orient, d'où des millions de migrants pourraient prendre la route de l'Europe en cas de famine. Levez les sanctions et vous aurez du blé, dit en somme Poutine.

**Survie d'une nation.** C'est là un épouvantail très concret, qui fonctionne très bien sur les dirigeants des démocraties occidentales. En République tchèque aussi, nous avons eu il y a quelques années des migrants que, certes, personne ou presque n'a jamais vus, mais qui ont parfaitement joué le rôle d'instrument de pression politique. Aveuglés par le sang, les Ukrainiens refusent de comprendre ce chantage, car leur argumentation est claire : nous nous battons pour vous ici, vous devez donc nous soutenir coûte que coûte !

Aujourd'hui, c'est comme si toute notre énergie était consommée par l'aide à l'Ukraine et que nous avons oublié d'envisager les choses dans un contexte plus large, comme le fait qu'en Afrique ou en Amérique du Sud la Russie se laisse dépeindre avec succès comme une victime de l'Occident. Nous nous livrons à des conjectures "kremlinologiques" sur le moment où le maître russe Vladimir Poutine pourrait tomber, et la façon dont il tomberait. Mais son successeur éventuel sera-t-il différent ? Sa chute et son remplacement modifieraient-ils la nature de la politique russe ?

**Savoir comment traiter avec une Russie vaincue est devenu en Europe un terrible casse-tête.**

En temps de guerre, les compromis politiques auxquels l'Occident est habitué sont difficiles à trouver, surtout lorsque la survie et l'existence d'une nation sont réellement en jeu – ce qui, dans le cas de l'Ukraine, est incontestablement le cas, comme en témoignent les crimes de guerre russes dont Boutcha et Marioupol sont devenus les symboles. L'Ukraine doit définir elle-même la forme finale de sa victoire, et il n'y a aucun doute possible là-dessus non plus.

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

## Kiev fustige Macron

●●● "Il ne faut pas humilier la Russie pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies diplomatiques", a déclaré Emmanuel Macron le 4 juin. "Les appels à éviter d'humilier la Russie ne peuvent qu'humilier la France ou tout autre pays. Car c'est la Russie qui s'humilie. Nous ferions tous mieux de nous concentrer sur la manière de remettre la Russie à sa place", a rétorqué le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba, dans un tweet. Même indignation dans les médias d'Europe centrale et de l'Est : "On peut y voir là de la naïveté, du cynisme, de la bêtise ou un excès de mégalomanie de la part d'un chef d'État français convaincu que son approche prudente – qui coûte toujours plus de vies ukrainiennes – jouera un rôle historique décisif, a asséné par exemple l'hebdomadaire tchèque **Respekt**. Il se voit comme un grand négociateur, mais cette mission est vouée à l'échec."

Mais au lieu du sentiment euphorique, justifié par le sang des victimes, qu'ils peuvent tout se permettre, les dirigeants ukrainiens devraient commencer à mieux gérer les attentes non seulement de leur propre population mais aussi des contributeurs des pays qui leur envoient de l'aide. Ces dernières semaines, une certaine évolution est patente, par exemple, dans la communication de l'Ukraine concernant ses propres pertes militaires, un sujet qui était pourtant pratiquement tabou depuis février. Compte tenu de la guerre totale en laquelle se sont transformés les combats dans le Donbass, il s'agira sans aucun doute de chiffres terribles.

La guerre en Ukraine est ainsi entrée dans une nouvelle phase géopolitique, dans laquelle le noir et le blanc qui ressortaient clairement jusqu'à présent commencent à se transformer en diverses nuances de gris.

—Martin Ehl  
Publié le 30 mai

UN GOÛT  
SI FAMILIER  
QU'IL FAUT  
LE BOIRE  
POUR LE CROIRE !



LE VÉGÉTAL  
POUR LES AMATEURS  
DE LAIT !

AU RAYON LAIT UHT

↓ Achill, un fermier irlandais, en pleine récolte de tourbe. Photo Christopher Hill/scenicireland/Alamy/Photo12



—The Guardian (extraits)  
Londres

Les mottes de tourbe sont étalées dans un champ au bout duquel se trouve un tas de terre noire. Nous sommes à l'extrémité d'une tourbière, un écosystème qui a mis des milliers d'années à se constituer. Un extracteur aux griffes d'acier vient de passer par là pour couper des morceaux en forme de briques, qui sont maintenant mis à sécher sur une étendue de la taille d'un terrain de foot, avant d'être conditionnés. Suffisant pour chauffer une maison pendant tout un hiver irlandais.

Cette scène a lieu dans le comté de Kildare, à l'ouest de Dublin, mais on la retrouve partout dans les campagnes d'Irlande à cette époque de l'année. Certains écologistes y voient pourtant une scène de crime, une folle agression contre une ressource naturelle précieuse, la transformation d'un puits de carbone en combustible fuligineux.

## Irlande. Touche pas à ma tourbe !

L'interdiction de vendre cette source d'énergie polluante et peu efficace devait constituer une formalité pour Dublin dans sa lutte contre le réchauffement climatique. C'était sans compter l'attachement viscéral des Irlandais.

Ned Phillips, 49 ans, qui a procédé à l'extraction, n'est pas d'accord : *"Je n'arrêterai pas de couper de la tourbe ici quelles que soient les lois qu'ils adoptent. C'est notre tradition. On ne fait de mal à personne ici."* Sa mère avait pour dernière volonté qu'il perpétue une tradition vieille de plusieurs siècles, un souhait qu'il a l'intention de respecter. *"Je me battrais pour ça jusqu'à la mort."* Fiona Conlon, elle aussi coupeuse de

tourbe, demande un peu de sollicitude. *"Ils nous prennent pour des bandits ou des radicaux. On n'est pas des sauvages. On est fiers de ce qu'on fait. Je me sens chez moi parce qu'il y a un feu de tourbe."*

**Rétropédalage.** Pour le gouvernement irlandais, en revanche, ça sent le roussi. Sa tentative de réduire la vente et la distribution de tourbe a eu l'effet l'inverse : la mesure a fait scandale

au Parlement en avril et elle divise la coalition au pouvoir, sans compter qu'elle alimente un supposé antagonisme entre élites citadines et miséreux ruraux. Eamon Ryan, chef des Verts et ministre de l'Environnement, a dû rétropédaler quelque peu. Le Premier ministre centriste, Micheál Martin, a déclaré qu'il n'y aurait pas d'interdiction des ventes de tourbe en 2022.

Sur le plan politique, réduire

l'extraction industrielle et la combustion de tourbe devait être facile, c'était l'élimination déjà tardive d'une pratique néfaste pour la santé et l'environnement. Au lieu de ça, c'est devenu un conte moral sur le populisme, les prix de l'énergie, Vladimir Poutine et une transition écologique équitable – autrement dit, un cocktail explosif dont les ingrédients se retrouvent partout en Europe.

Les tourbières marécageuses se sont formées dans une bonne partie du centre de l'Irlande par la décomposition de végétaux. En l'absence de charbon et de forêts, sans parler d'électricité, les Irlandais ont survécu pendant des siècles en asséchant les marais et en se servant de la tourbe comme combustible. Rien n'incarrait tant l'identité nationale que les veillées de contes au coin du feu. À partir des années 1930, une entreprise semi-publique, Bord na Móna, a commencé l'extraction industrielle de tourbe, ce qui était une source de fierté patriotique.

**Droits de tourbage.** Dans les années 1990, la situation a commencé à changer. Pendant sa combustion, la tourbe est plus toxique que le charbon et produit moins d'énergie, tout en émettant plus de CO<sub>2</sub>. À Dublin, les combustibles dits fuligineux ont été interdits pour limiter le smog hivernal. En 2018, Bord na Móna a annoncé la fermeture de 17 de ses tourbières en activité et la fin sous sept ans de l'extraction commerciale dans les 45 autres.

Les milliers de familles qui vivent près de ces tourbières sont toujours autorisées à extraire des briquettes à usage domestique, conformément aux "droits de tourbage" traditionnels. Des prestataires professionnels procèdent à l'extraction avec leurs équipements mécaniques pour ces familles et revendent l'excédent, pour ainsi dire en dehors de toute réglementation et fiscalité. Selon des estimations, environ 100 000 ménages, dont beaucoup vivent dans des logements anciens et pleins de courants d'air, se chauffent aux briquettes de tourbe.

Chaque hectare de marais asséché émet deux tonnes de CO<sub>2</sub> par an. La tourbe, ainsi que le charbon importé et d'autres combustibles fuligineux, est aussi jugée responsable de la pollution atmosphérique qui tue 1300 personnes

par an dans le pays. Les gouvernements successifs ont tenté de freiner les entreprises industrielles du secteur, en vain.

L'origine du problème est notamment culturelle. *“Il y a un fort attachement affectif au chauffage à la tourbe”,* explique John Sweeney, spécialiste du climat et professeur de géographie à l'université d'Irlande à Maynooth. *“L'idée qu'il n'est plus possible d'avoir une cheminée flamboyante doit faire son chemin en Irlande.”*

La seconde raison est financière. Les entrepreneurs risquent de perdre leur gagne-pain. Les familles qui chauffent leur logement à la tourbe craignent les travaux de modernisation – qui coûteront des milliers d'euros – et le passage à des sources d'énergie bien plus chères. *“Je ne veux pas détruire la planète, mais je n'ai pas non plus envie d'être sans le sou”,* résume John Dore, 62 ans, qui habite près de la plus grande tourbière surélevée du pays (Bog of Allen), dans le comté de Kildare.

La flambée mondiale des prix de l'énergie et l'incertitude que suscitent les exportations russes de pétrole et de gaz en Europe de l'Ouest n'ont fait que renforcer la détermination de John Dore, porte-parole de la Kildare Turf Cutters Association, à se servir de la tourbe comme combustible. *“Rien ne me rend plus heureux qu'une remise pleine de tourbe. Poutine peut bien faire ce qui lui chante avec son gaz, nous, on est autonomes”,* se réjouit-il.

En Irlande, l'existence de la crise climatique fait consensus ; les climatoseptiques n'intéressent personne, pas plus que les populistes d'une manière générale. Toutefois, la bataille de la tourbe a mis au jour dans les campagnes des doléances qui ressemblent à celles des sympathisants antisystème au Royaume-Uni, en Europe et aux États-Unis.

Pour Eamon Ryan, ministre de l'Environnement, la tourbe n'aurait dû être qu'une petite

prise de bec avant de se lancer dans les grandes batailles, comme l'agriculture, les transports et les énergies renouvelables, qui détermineront l'avenir du plan climatique irlandais, pour l'instant à la peine. Il a ciblé les entrepreneurs commerciaux et non les ménages, qui ont toujours le droit d'extraire et de partager la tourbe.

Mais le Parlement s'est déchaîné : les députés sans étiquette de circonscriptions rurales et le principal parti d'opposition,

**“Je ne veux pas détruire la planète, mais je n'ai pas non plus envie d'être sans le sou.”**

**John Dore, 62 ANS, HABITANT DU COMTÉ DE KILDARE**

le Sinn Féin, ont accusé le gouvernement d'enfreindre les droits traditionnels et de condamner la population à la pauvreté énergétique. Leo Varadkar, dirigeant du parti centriste Fine Gael et vice-Premier ministre, a déclaré qu'interdire l'extraction de tourbe dans l'Irlande rurale revenait à enlever les pâtes aux Italiens et le vin aux Français.

Florence Renou-Wilson, chercheuse et spécialiste des tourbières à l'University College Dublin, affirme que les données scientifiques ne laissent pas de place au doute. Ces écosystèmes, lorsqu'on s'abstient d'y toucher, sont bénéfiques pour le climat, la biodiversité et la santé humaine. En revanche, l'extraction de tourbe vide les tourbières et entraîne une dégradation de la qualité de l'air et de l'eau, et des émissions de CO<sub>2</sub>.

Chez les coupeurs de tourbe, beaucoup se méfient des autorités. Tout comme les conteurs décrivaient jadis la résistance face aux propriétaires fonciers et aux soldats anglais, les coupeurs de tourbe tissent leur propre histoire. Les gouvernements précédents ont cherché à prendre le contrôle des marais par leurs programmes

## “Dans ces tourbières se trouve notre vie intime”

**L'écrivain irlandais John Connell, auteur d'un best-seller racontant son retour dans la ferme familiale après dix ans d'expatriation, signe une ode à la tourbe dans *The Irish Independent* de Dublin. Extraits.**

●●● Il y a un été ou deux, nous sommes allés récolter de la tourbe dans une tourbière voisine. C'était la première fois depuis des années parce que la maison marche au fioul, mais nous aimons bien les feux et rien ne vaut la tourbe, son odeur, sa chaleur douce. La récolte de la tourbe était un rituel, une culture, un art plus ancien que nos autres modes de vie ruraux. Nous l'avons retournée pour la faire sécher puis découpée en briques pour qu'elle sèche davantage, tout ça sur plusieurs semaines. Quand on se baisse dans la tourbière, qu'on travaille le sol aux côtés des petites créatures, on peut voir beaucoup de choses : le mouvement furtif d'un triton, la lente progression d'un scarabée. On est entouré de nature.

Cet été-là, nous avons travaillé dans une trinité, mon père à ma droite et ma sœur à ma gauche. Nous avons empilé les briques en petits tas pour qu'elles continuent à sécher. Nous avons parlé de tout en travaillant. Une fois, j'ai rencontré un homme qui cherchait des trésors dans la tourbière et qui avait trouvé des épées et des gobelets celtes. C'est dans le cœur humide de ces tourbières sans fond, comme l'écrivit le poète et Prix Nobel de littérature Seamus Heaney, que se trouve notre vie intime ou plus exactement notre vie sans fond. Car en creusant, nous trouvons de nouvelles choses, de nouvelles vieilles choses pour être précis. En trouvant l'épée, cet homme était tombé sur le fruit de cette terre et avait mis au jour des objets cachés. En général, on enterre les choses pour se les sortir de l'esprit mais dans ce pays, c'est l'inverse. Nous finissons par nous connaître mieux en creusant. J'avais passé dix ans loin des tourbières, en Australie et au Canada, mais j'étais revenu maintenant, pour récolter cette antiquité,

en faire des briques, l'attacher, la charger et la brûler. Nous avons rencontré des gens dans la tourbière ce jour-là et nous nous sommes mis à parler de nature, d'agriculture et de Dieu – des sujets titanesques pour un paysage titanesque. Quand le moment est venu de rapporter la tourbe à la maison, nous avons réuni de l'aide, chargé les remorques et entassé le matériau dans le cabanon, où il attend désormais d'être brûlé par une froide nuit d'hiver. Il réchauffera peut-être un animal malade, peut-être un nouveau-né. Cette journée dans la tourbière nous a brisé le dos. Nous étions des Celtes qui renaissions, en quête de sens dans la terre, mais la terre que je vois maintenant nous regarde aussi. La tourbe est ancienne, la tourbe est nouvelle. La tourbe est profonde, plus profonde que ce que nous croyons. Les temps changent, comme disait Bob Dylan. Voyons un peu ce qui va arriver dans ce pays riche de poésie et de politique.

— Publié le 22 avril

d'indemnisation, puis ils n'ont pas tenu leurs promesses, dit-on.

**“Diktats européens”.** Certains découpent des briques de tourbe dans des zones protégées en dépit de la surveillance aérienne et des mises en demeure régulières. *“Ça ne m'inquiète pas, mais c'est menace après menace. Ça finit par nous prendre la tête, s'exaspère Colm Higgins, 56 ans, un plaquiste qui se sert dans une étendue protégée du Bog of Allen. Les écologistes font les gros bras et espèrent qu'on*

*arrêtera. On ne bougera pas d'ici.”*

Sa conjointe, Fiona Conlon, formatrice en informatique, affirme que les gouvernements successifs ont abandonné aux diktats européens la betterave sucrière, les droits de pêche et d'autres ressources. *“Et maintenant, c'est la tourbe. Il ne nous reste plus rien. On a l'impression qu'ils ne veulent pas qu'on possède quoi que ce soit ou qu'on ait une quelconque indépendance.”*

Ce n'est pas une question de chauffage ou même d'argent, c'est

une question d'identité, martèle Fiona Conlon. Les gens s'entraînaient, se faisaient concurrence pour avoir les meilleures zones, s'amusaient un peu... C'était un mode de vie, insiste-t-elle. *“Ça fait partie de notre patrimoine. J'adore les tourbières. On est dehors au grand air à faire un peu d'exercice, on passe du temps avec les voisins. C'est notre tradition, on en est fiers – et là, j'ai l'impression qu'on nous dépasse.”*

— Rory Carroll  
Publié le 4 mai

**LES MOTS DES AUTRES**

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



# Égypte. Un “dialogue national” de façade

Le président Sissi a invité les partis d'opposition à un “dialogue national”. Mais cette manœuvre, qui vise à désamorcer l'agitation sociale qui couve, est vouée à l'échec, tant l'appareil d'État a l'habitude de réprimer et déstabiliser l'opposition.



—Arab Digest Londres

Le 28 avril, lors d'un iftar [repas de rupture du jeûne, pendant le mois du ramadan], le président Sissi a appelé à un “dialogue national” avec l'opposition, ainsi qu'à la réactivation de la commission des grâces présidentielles pour la libération des prisonniers politiques.

Y participaient un certain nombre de personnalités d'opposition, qui, depuis 2014 [date de l'élection de Sissi à la présidence], étaient exclues de la scène politique. Parmi eux, Hamdine Sabahi, ancien candidat à la présidence, et Khaled Dawoud, ancien prisonnier politique, autrefois à la tête du parti Al-Doustour.

À cette occasion, Sissi a également évoqué le marasme économique dans lequel est plongé le pays, se disant prêt à vendre pour 10 milliards de dollars par an de biens appartenant à l'État durant les quatre prochaines années et à demander au gouvernement d'introduire à la Bourse égyptienne des entreprises appartenant à l'armée d'ici à la fin de l'année.

L'appel au “dialogue national” en dit long sur la gravité de la crise économique

à laquelle fait face le président : il tente de faire des concessions limitées à l'opposition afin de conjurer l'agitation sociale qui s'annonce. La répression de Sissi n'a pas permis la création d'une opposition politique docile, dotée d'une forte assise populaire, qui contribuerait à stabiliser son régime face à la grogne sociale.

**Forces endoctrinées.** La latitude laissée aux services de sécurité pour réprimer a renforcé certaines institutions, décidées à maintenir le statu quo répressif, si bien que Sissi a désormais du mal à limiter la répression, alors qu'il se dit prêt à le faire.

Enfin, l'impératif idéologique consistant à diaboliser l'opposition, en particulier les Frères musulmans, entrave toute forme de réconciliation nationale.

Le problème le plus épineux auquel le président est confronté est le fait que les Frères musulmans sont exclus du “dialogue national”, alors qu'ils constituent sans doute la plus grande force d'opposition.

Rien d'étonnant à cela, car l'inclusion des Frères musulmans relèverait du suicide idéologique pour un gouvernement,

qui n'a cessé de les qualifier de terroristes : ils ont été interdits par la loi et désignés comme organisation terroriste en 2013. De même, les accusations d'appartenance à une organisation terroriste, une allusion à peine voilée aux Frères musulmans, ont été largement utilisées pour étouffer l'opposition.

Dès lors, toute tentative de dialogue impliquant cette organisation nierait la raison d'être du régime, qui est essentiellement d'empêcher les Frères musulmans arriver au pouvoir. Les concessions dans leur direction affaibliraient considérablement le soutien du régime auprès de son électorat, un risque que Sissi n'est pas prêt à prendre. Mais sans les Frères musulmans, le dialogue sera au mieux édulcoré, et dans le pire des cas ne constituera qu'un stratagème cynique.

Le régime est en présence d'un deuxième problème : il a si bien réussi à affaiblir l'opposition laïque qu'on a du mal à imaginer qu'elle puisse contribuer efficacement à canaliser le mécontentement face à la crise économique qui se profile. Tout ce que le régime peut espérer, c'est que l'opposition laïque n'exploitera pas la contestation pour le renverser, une perspective que Khaled Dawoud a déjà

**Discuter avec les Frères musulmans nierait la raison d'être du régime : barrer l'accès au pouvoir au principal parti d'opposition.**

écartée en affirmant son attachement à une opposition légale, dans les limites du système politique actuel.

Sissi est confronté à une autre difficulté, la résistance au sein des services de sécurité. Celle-ci ne se limite pas à une opposition fondée sur les intérêts des institutions, mais elle est motivée par un engagement très ancré en faveur du nationalisme à tous crins de son régime, revenant à considérer toute opposition comme un ennemi mortel de l'État.

Le cas le plus frappant est l'affaire du doctorant italien Giulio Regeni, torturé à mort par les forces de sécurité égyptiennes en 2016. Quand Regeni a été arrêté, tout porte à croire que les membres des forces de sécurité responsables de son arrestation et de sa mort étaient convaincus d'avoir eu affaire à un espion. Ce meurtre est un bon exemple d'un endoctrinement idéologique qui n'a que trop bien fonctionné.

Il témoigne aussi du caractère décentralisé de la répression mise en place par Sissi, dans le cadre de laquelle des officiers relativement subalternes ont pu prendre la décision de torturer et d'assassiner Regeni.

✓ La “mission de Sissi” face à l'ampleur de la “crise en Égypte”. Dessin de Bleibel paru dans Daily Star, Beyrouth.

La coopération hypocrite du régime à l'enquête et son refus de laisser juger aucun des hommes impliqués atteste de la force des services de sécurité et de leur capacité à protéger leurs membres, fût-ce au prix d'un grave incident diplomatique.

La pratique systématique de la torture s'est poursuivie avec la mort de l'économiste Ayman Hadhoud, arrêté en février 2022, et dont le corps a été retrouvé en avril, l'homme ayant manifestement succombé aux coups de ses tortionnaires.

**Pauvreté démultipliée.** Par une cruelle ironie du sort, Hadhoud était membre du Parti de la construction et du développement, dont le dirigeant, Mohamed Anouar El-Sadate, joue un rôle de premier plan dans les négociations avec les services de sécurité pour la libération des prisonniers politiques. Autant d'éléments qui rendent toute tentative de réconciliation au mieux improbable. Cela se manifeste déjà par les résultats et la structure du dialogue tel qu'il est proposé. Par exemple, le régime a libéré 41 prisonniers politiques fin avril, en promettant d'en libérer davantage [12 autres ont été libérés entre fin mai et début juin mais, dans le même temps, un ex-candidat à la présidentielle a été condamné à quinze ans de prison]. De même, les critères retenus pour la libération des prisonniers politiques ne sont pas clairs.

Les mises en liberté semblent s'effectuer au cas par cas [l'Égypte compte plus de 60 000 détenus d'opinion, condamnés ou en attente de procès, selon les ONG], les familles des prisonniers étant invitées à déposer une demande de libération sur un site Internet sans structure claire, tandis que le pouvoir de la commission des grâces présidentielles se limite à transmettre les demandes aux services de sécurité.

Tandis que Sissi tente tant bien que mal d'apaiser les tensions politiques, la loi de finances 2022-2023 vient d'être annoncée. Elle montre la gravité de l'endettement de l'État, 54 % du budget étant consacré au remboursement de la dette et des intérêts. Sans compter que l'inflation a grimpé à son plus haut niveau en trois ans, pour atteindre 14,9 %.

Autant dire que le régime est dans la tourmente. De toute évidence, la libération de quelques centaines de prisonniers politiques ne changera rien au sort de la population : la hausse du taux de pauvreté, la division politique et l'agitation sociale sont presque inévitables.

Si l'on se réfère à l'histoire récente, le régime de Sissi devrait réagir de la seule manière qu'il connaît : par une violence d'État effrénée.

—Maged Mandour  
Publié le 17 mai

À PARTIR DU  
MERCREDI  
15/06

Retrouvez toute notre  
offre en supermarché !

offre  
panachable

5+1  
OFFERTE\*



INÉDIT  
chez Lidl

Hop  
Bière Sour  
4,5 % Vol.

IBU 10

33 cl

2.10€  
• 1L = 6,36€

BRASSERIE  
DU SUD-OUEST



Mont-Blanc  
Sylvanus  
Bière triple Bio  
8,3 % Vol.

IBU 20

33 cl

2.39€  
• 1L = 7,24€

BRASSERIE  
MONT-BLANC



75 CL

INÉDITS  
chez Lidl

Brimbel  
Bière blonde  
aux myrtilles  
d'Ardèche  
5 % Vol.

IBU 22

75 cl

3.99€  
• 1L = 5,32€

BRASSERIE  
BOURGANEL



75 CL

Trois Chariots  
Bière IPA  
6,2 % Vol.

IBU 65

75 cl

3.99€  
• 1L = 5,32€

BRASSERIE  
DE SUTTER



75 CL



Le petit vélo  
Bière blanche  
Bio  
5 % Vol.

IBU 15

75 cl

4.49€  
• 1L = 5,99€

BRASSERIE  
DU MONT-VENTOUX



••• Le vrai prix •••  
des bonnes choses

\* La moins chère des 6 bouteilles est offerte. Retrouvez toutes nos bières concernées par cette opération en supermarché et sur lidl.fr.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

## TURQUIE

# La diplomatie des mosquées

Par la construction de mosquées et la formation d'imams, le régime de Recep Tayyip Erdogan étend son influence en Afrique, en Asie centrale, dans les Balkans et en Europe de l'Ouest.



**Des États-Unis à l'Inde en passant par la Russie, partout dans le monde le religieux gagne du terrain et se mêle de plus en plus de politique. Un jeu d'influence et d'intérêts que nous décryptons jusqu'à la fin de juin dans les pages de l'hebdomadaire et sur notre site.**

Encore très limitée il y a une dizaine d'années, la diplomatie religieuse de la Turquie se déploie désormais tous azimuts. Ainsi, l'intérêt relativement récent d'Ankara

pour le continent africain s'est accompagné, en plus d'investissements économiques et d'efforts diplomatiques, d'une vague de construction de mosquées. Ces chantiers sont menés par la Diyanet, la présidence des Affaires religieuses, ministère turc chargé d'encadrer le culte.

L'année dernière, c'était à Accra, la capitale du Ghana, que le président de la Diyanet, Ali Erbas, un proche du président Recep Tayyip Erdogan, inaugurait la plus grande mosquée du pays, bâtie sur le modèle de la célèbre Mosquée bleue

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

d'Istanbul, rapporte le magazine religieux **Yeni Asya**.

Du Mali à Djibouti, de l'Algérie à la Somalie et ailleurs sur le continent, des mosquées souvent inspirées de l'architecture ottomane se sont dressées ces dernières années.

Cet expansionnisme religieux n'est pas toujours du goût de la presse d'opposition : "La grande mosquée de Moscou a coûté 170 millions de dollars; le centre de la Diyanet bâti aux États-Unis, 100 millions. Erdogan, qui se voit comme le leader de l'islam dans le monde, a dépensé 500 millions de dollars pour bâtir des mosquées à l'étranger et, pendant ce temps, l'État refuse de prêter de l'argent à la municipalité d'Istanbul pour qu'elle achète des bus", tempête un éditorialiste du très kémaliste et laïc quotidien **Korkusuz**.

Le continent africain est également le théâtre d'une lutte d'influence entre les autorités officielles et la confrérie du prédicateur turc Fethullah Gülen, ancien allié d'Erdogan devenu sa bête noire, que le gouvernement accuse d'avoir fomenté une tentative de coup d'État en juillet 2016. Ankara fait pression sur les autorités locales pour qu'elles ferment les écoles de cette confrérie qui avait massivement investi dans le secteur éducatif, en particulier en Afrique.

## Les Gülenistes sont ciblés.

Depuis 2016, 220 de ces écoles, fondées dans 19 pays, ont été fermées par les pouvoirs locaux et transférées à la Fondation Maarif, une institution gouvernementale turque qui œuvre dans le secteur de l'éducation à l'international, rapporte le site Internet de la chaîne gouvernementale **TRT**, qui se félicite de la fermeture, en août 2021, de 11 écoles de la confrérie en Éthiopie.

En Asie centrale, zone d'influence traditionnelle de la Turquie, la lutte contre les gülenistes montre parfois ses limites. Au Kirghizistan notamment, le

**"Erdogan a dépensé 500 millions de dollars pour bâtir des mosquées à l'étranger."**

UN ÉDITORIALISTE DE KORKUSUZ

quotidien **Yeni Safak** relate comment l'ambassadeur turc dans le pays a quitté précipitamment un repas de rupture du jeûne de ramadan organisé par les autorités locales, au motif que s'y trouvait également un responsable de la confrérie : "On construit une mosquée à 35 millions de dollars et vous nous faites asseoir à table avec des terroristes?" s'était emporté le diplomate, en référence à la mosquée de Bichkek bâtie en 2017 par la Turquie sur le modèle de celle de Kocatepe, à Ankara, et qui est le plus grand édifice religieux d'Asie centrale.

Dans les Balkans, Tika, l'Agence turque de coopération et de développement, œuvre pour rénover les tombeaux, lieux de pèlerinages et mosquées datant de l'Empire ottoman. Parallèlement, la Diyanet y mène actuellement quatre chantiers de nouveaux lieux de culte, au Kosovo, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie.

Dans ce dernier pays en particulier, ravagé par la guerre (1992-1995), la Turquie se retrouve en concurrence avec deux autres acteurs religieux étatiques, les wahhabites saoudiens et les chiïtes iraniens, souligne le mensuel progouvernemental **Gerçek Hayat**: "L'Empire ottoman a régné pendant cinq cents ans dans les Balkans. La période socialiste a éloigné la population des valeurs religieuses", déplore l'auteur, qui loue le rôle de la Turquie dans le renouveau religieux dans la région et dénonce celui de l'Arabie saoudite et de l'Iran : "C'est nous qui construisons les mosquées dans les Balkans, mais à l'intérieur les chiïtes et les salafistes y maintiennent une influence importante et tentent de dresser les musulmans contre la Turquie."

La diplomatie religieuse d'Ankara s'étend aussi à l'Europe, où la Turquie se classe comme l'acteur étatique étranger le plus puissant dans le domaine de l'influence sur les affaires spirituelles islamiques.

Ankara, en accord avec les pays européens, y envoie chaque année des imams fonctionnaires formés et payés par la Diyanet

**La Turquie est l'État le plus influent en Europe sur les affaires spirituelles islamiques.**

dont la mission est d'officier dans les mosquées administrées par la Diyanet, le pendant européen de la Diyanet, qui gère près de 1 500 lieux de cultes en Europe, en particulier en Allemagne (900). En France, ce sont environ 350 mosquées qui sont contrôlées soit directement par la Diyanet, soit par le Milli Görüş, un mouvement islamiste très proche du pouvoir d'Ankara.

**Imams espions.** Une influence qui inquiète de plus en plus les États européens au fur et à mesure de la dégradation de leurs relations avec Ankara, et qui débouche parfois sur des scandales, comme celui des "imams espions" : en 2017, 19 fonctionnaires religieux turcs officiant en Allemagne avaient été soup-



çonnés par les services de renseignements allemands d'espionner les opposants installés dans le pays. Le procès avait finalement été abandonné après qu'une partie des accusés a quitté le pays et que les

preuves contre les autres mis en cause ont été jugées insuffisantes, rappelle la version turque du média allemand **Deutsche Welle**.

En plus d'envoyer ses propres imams en Europe, la Turquie se propose également de fournir aux musulmans européens une formation théologique qui les qualifie pour remplir le rôle d'imam dans leurs pays d'origine. Ce "programme international de théologie", qui accueille dans les universités turques des étudiants européens, en grande majorité d'origine turque, a déjà permis à 490 étudiants germano-turcs d'obtenir leur diplôme, rapporte le quotidien **Hürriyet**.

La lutte contre l'islamophobie, en particulier en Europe, est également devenue un cheval de bataille du président turc, qui peut espérer exploiter ce → 22

# Wifi à tous les étages.

**Livebox Up  
Fibre**

**25€99**  
**/mois**

pendant 12 mois  
puis 49,99€/mois

**1 Répéteur Wifi 6 inclus<sup>(1)</sup>**

Soit pour les nouveaux clients Orange : remise immédiate de 19€/mois<sup>(2)</sup> et remboursement de 5€/mois<sup>(3)</sup> avec changement d'opérateur. Transformez le wifi de votre Livebox en Wifi 6 avec le Répéteur raccordé à votre box (sur demande). Détail sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

Offre avec engagement 12 mois, soumise à conditions du 02/06/2022 au 12/07/2022 inclus, réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité et équipement compatibles. Frais de résiliation de 50€. Le Répéteur reste la propriété d'Orange et est inclus sur demande sur [orange.fr](https://www.orange.fr) avec frais d'activation de 10€.

<sup>(1)</sup> Le Répéteur Wifi 6 permet d'étendre la couverture wifi de votre Livebox en Wifi 6 ou de remplacer le Wifi 5 de la Livebox par du Wifi 6 avec équipement compatible. <sup>(2)</sup> 14€/mois le Bon Plan, 5€/mois la remise la Fibre au prix de l'ADSL. <sup>(3)</sup> Remboursement différé sur facture avec changement d'opérateur après le 02/04/2022. Détail et formulaire sur [odr.orange.fr](https://www.odr.orange.fr)

**orange**<sup>TM</sup>

✍ Dessin de Hajo paru dans *As-Safir*, Beyrouth.

20 ← domaine-là pour s'attirer la sympathie d'une partie des musulmans européens et au-delà. "L'islamophobie continue à se répandre comme la peste, en particulier en Occident, où elle progresse sans entrave dans la rue, les discours et les médias", dénonçait ainsi récemment le chef de l'État, cité par le quotidien *Milliyet*.

Sur ce dossier, Erdogan s'appuie notamment sur une association européenne influente, l'UETD/UID, fondée en Allemagne en 2004, rapporte la *Deutsche Welle* : "Le président de l'association est nommé directement par Erdogan, qui l'a notamment chargé de mettre en place une base de données sur les actes islamophobes en Europe." L'association est suivie de près par les services de renseignements allemands, notamment en raison de ses liens troubles avec le gang mafieux nationaliste turc Osmanen Germania, aujourd'hui dissous.

En France, ce rôle est surtout dévolu à une association installée à Strasbourg, le Cojep, très influente dans le Grand Est et qui est régulièrement associée à des travaux du Conseil de l'Europe ou du Parlement européen contre l'islamophobie.

— *Courrier international*

## Riyad et Abou Dhabi revoient leur copie

Longtemps soutiens du fondamentalisme religieux, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis prêchent et tentent désormais de déployer un islam modéré, mais leurs réformes ont peu de résonance à l'étranger.

— *The Times of Israel*  
Jérusalem

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) ont marqué des points vis-à-vis de la communauté internationale grâce à leurs réformes sociales qui ont réduit la place de la religion dans la vie publique, renforcé les droits des femmes et, dans le cas des Émirats arabes unis, pris en compte les modes de vie des non-musulmans.

Les efforts déployés par les Saoudiens et les Émiratis pour s'ériger en modèles autocratiques d'un islam modéré n'ont guère encouragé la modération en dehors de leurs frontières. Et ce malgré un assèchement radical du financement saoudien à l'étranger, qui durait depuis des

dizaines d'années et visait à diffuser une interprétation fondamentaliste de l'islam, et le fait que les Émirats se voient désormais en parangon de tolérance.

Les limites géographiques de la modération saoudienne et émiratiste sont criantes dans les cités en France, dans le camp de réfugiés rohingyas de Cox's Bazar, au Bangladesh, et au Pakistan.

Les limites de cette nouvelle influence religieuse s'expriment également dans les difficultés rencontrées par le Centre international Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (Kaiciid), financé par l'Arabie saoudite. Après dix ans à Vienne, le centre a été contraint de déménager à Lisbonne.

Les défenseurs de ce centre accusent l'islamophobie d'être au centre de la controverse. Si la

progression du sentiment anti-musulman ces dernières années s'explique par des actes de violences absurdes, des préjugés contre les migrants, ainsi que la montée des discours xénophobes de l'extrême droite, il est également vrai que ni l'Arabie saoudite ni les Émirats ne sont complètement innocents.

"Au risque de simplifier, on peut dire qu'à partir du milieu des années 1990 la montée des violences islamistes en France, qui a atteint son paroxysme avec la vague d'attentats de 2015-2016, était le fait des salafistes", explique Marc Weitzmann, auteur d'un récent essai sur le débat hexagonal sur la violence et la minorité musulmane en France.

Comme pour leurs coreligionnaires français, seules des solutions pratiques afin d'améliorer leurs conditions de vie empêcheront les réfugiés rohingyas de trouver du réconfort dans le militantisme religieux et le fondamentalisme et les persuaderont que l'islam modéré a quelque chose à leur offrir.

Certes, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont versé des millions de dollars d'aide humanitaire aux Rohingyas. Mais avec la menace d'une guerre civile, un an après le coup d'État militaire en Birmanie, l'aide humanitaire ne suffira probablement pas à désamorcer la bombe à retardement qu'est Cox's Bazar.

Sans doute le pays le plus transformé par des décennies de financement saoudien soutenant le fondamentalisme, le Pakistan emprunte le chemin dont le royaume saoudien et les EAU essaient de sortir.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan [renversé le 9 avril] cherchait à renforcer le rôle de l'islam dans l'éducation et à réprimer les suspicions de blasphème, un sujet qui entraîne souvent des explosions de violence dans ce pays d'Asie du Sud, alors que l'Arabie saoudite et les Émirats cherchent à réduire le rôle de la religion dans l'identité nationale et la vie publique.

Selon un rapport du Centre du roi Fayçal pour la recherche et les

études islamiques (KFCRIS), l'Arabie saoudite se classe parmi les cinq premiers pays du monde à financer l'aide au développement, avec 60 % des fonds, soit 40 milliards de dollars au cours des quarante-six dernières années. Et le Pakistan figure parmi les cinq premiers bénéficiaires des largesses saoudiennes en matière d'aides.

Tandis que le débat au Pakistan se concentre sur l'éducation et les mœurs, l'Arabie saoudite a annoncé en mai qu'elle allait construire une grande mosquée qui porterait le nom de

roi Salmane, sur le campus de l'Université islamique d'Islamabad. Si le message de la mosquée risque de différer sensiblement de ce que prêchaient les institutions financées

par l'Arabie saoudite avant les réformes introduites dans le royaume, il y a peu de chances que ce message persuade le Pakistan de s'engager sur la voie d'un islam modéré.

Ni l'Arabie saoudite ni les Émirats arabes unis ne respectent les libertés fondamentales, pas même la liberté d'expression. Leur bilan en matière de droits de l'homme est des plus déplorables.

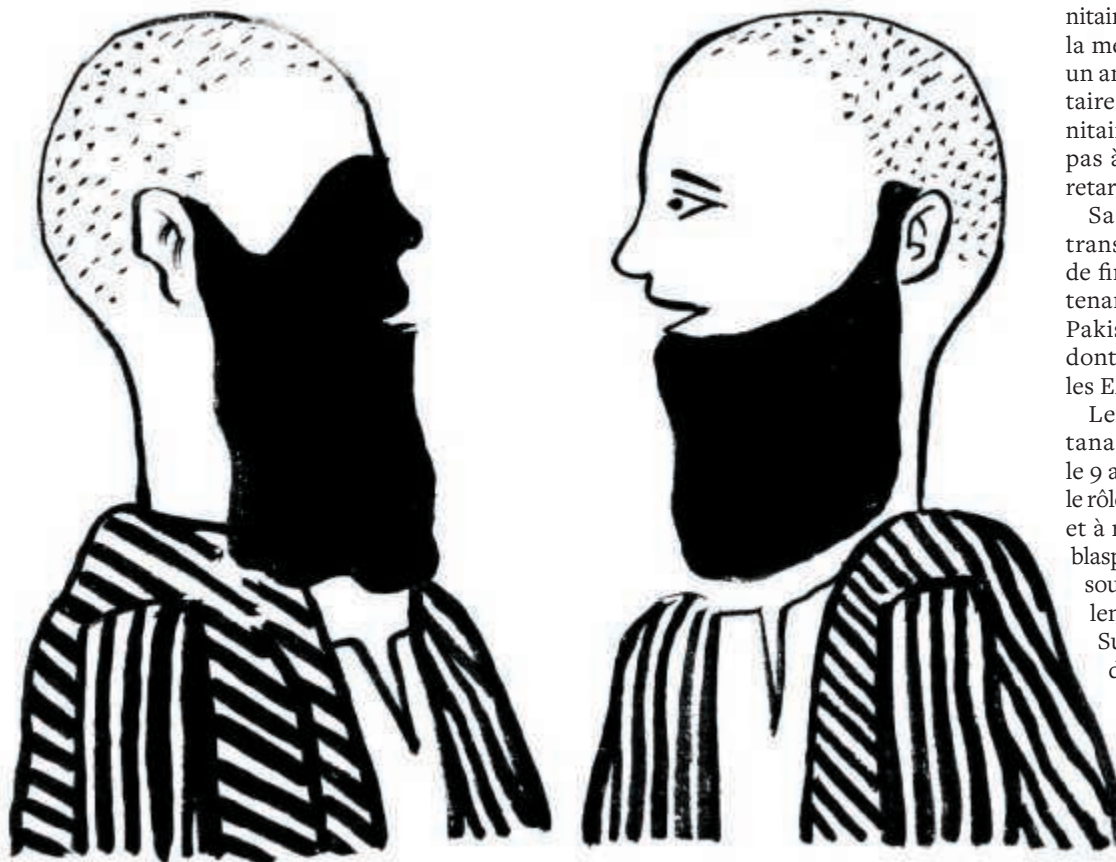
Néanmoins, inciter ouvertement le Pakistan à réformer le système scolaire et à lutter contre les groupuscules extrémistes qui se font la guerre, même au nom d'une conception autoritaire de la modération religieuse, serait un pas en avant.

Éventuellement, cela permettrait de renforcer l'influence des deux États du Golfe qui sont en concurrence pour devenir le porte-drapeau d'un islam modéré et asseoir leur influence au sein du monde musulman.

Il est possible que ce premier pas vers la modération enclenche, à un moment donné, un processus inévitable.

— *James M. Dorsey*  
Publié le 8 janvier

**Prochain épisode : Comment le soutien du patriarche russe Kirill à la guerre en Ukraine enfonce le monde orthodoxe dans la crise**





J'agis  
avec  
ENGIE

particuliers.engie.fr

# C'est tous ensemble que l'on peut agir pour l'environnement.

Rejoignez les **4MILLIONS** de clients ENGIE<sup>(1)</sup> qui ont fait le choix des offres d'électricité verte.<sup>(2)</sup>



1<sup>er</sup> fournisseur d'électricité verte

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Source ENGIE interne au 10/04/2022, suivi des offres vertes. (2) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/09/2021). Électricité verte : 1kWh consommé = 1kWh d'électricité renouvelable injecté dans le réseau (source des garanties d'origine ENGIE : 63% hydraulique, 36% éolien, 1% solaire).

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.



amériques

# Cuba. L'ultime mission de Raúl Castro

L'ancien président, toujours présent malgré ses 91 ans, a libéralisé une partie de l'économie, tout en œuvrant pour la survie du communisme.



—El País América (extraits)  
Mexico

Le 19 avril 2021, Raúl Castro a renoncé volontairement au dernier de ses postes politiques, sans nul doute le plus important, celui de premier secrétaire du Parti communiste de Cuba (PCC). Dix-neuf mois auparavant, le frère cadet de Fidel Castro, qui tout au long de sa vie a escorté au pouvoir le leader cubain et lui a succédé lorsque ce dernier est tombé malade, en 2006, avait cédé la présidence à Miguel Díaz-Canel.

C'est Raúl qui avait organisé au millimètre la relève en confiant à Díaz-Canel le gouvernail de la révolution, que les frères Castro lâchaient pour la première fois depuis soixante ans. Depuis lors, il est resté très présent, et en aucune manière on ne peut le considérer comme un ancien président à la retraite, malgré ses 91 ans.

Lors de sa dernière apparition en public, à l'occasion du défilé du 1<sup>er</sup> Mai, Raúl a montré qu'il restait au courant de l'essentiel, et notamment de "l'action des nouvelles générations qui dirigent le parti". Ainsi, il a affirmé être très satisfait du travail de Miguel Díaz-Canel, son pari personnel pour assurer la continuité du système politique cubain.

**Éminence grise.** Pendant un demi-siècle, il aura dirigé la salle des machines de la révolution et assuré la logistique. Puis durant dix ans, après l'annonce de la maladie de son frère [jusqu'à sa mort, en 2016], il aura été à la tête du pays et du Parti communiste. Désormais, Raúl Castro n'a plus qu'une dernière grande mission, sans doute l'un de ses plus grands défis : que le socialisme cubain survive à ses leaders historiques.

Apparemment en bonne santé, il reste informé des réunions les

plus importantes du PCC et du gouvernement, et il donne son avis. Un avis qui compte, d'après des collaborateurs chevronnés qui ont travaillé à ses côtés. Pour eux, "il ne viendrait à l'idée de personne de ne pas le consulter sur les grandes décisions".

Certes, on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé à Cuba depuis 1959 sans la figure de Raúl, peut-être le dernier grand survivant de la guerre froide. Si Fidel a été le fondateur, la personnalité charismatique et le moteur de la révolution, Raúl a été son principal garant, son gardien, depuis son poste de commandant en chef des armées [de 1959 à 2008], où il veillait aux affaires courantes du Parti communiste.

Selon l'ancien analyste de la CIA Brian Latell, auteur d'*After Fidel. The Inside Story of Castro's Regime and Cuba's Next Leader* ["Après Fidel. Dans les coulisses du régime de Castro", non traduit], Raúl Castro a été le seul dirigeant "vraiment indispensable", car il s'est occupé du bon fonctionnement des rouages du système. Un autre analyste du milieu du renseignement, Nikolai Leonov, du KGB, récemment disparu, rappelait dans un livre que Raúl s'était chargé des relations stratégiques avec l'Union soviétique pendant trente ans.

Pendant la "période spéciale" [après la chute de l'URSS et la perte de son aide économique], tandis que le pays était plongé dans la crise et ne mangeait plus à sa faim, le sempiternel ministre des Forces armées révolutionnaires s'est mis en devoir de convaincre la bureaucratie du parti de la nécessité de rouvrir les marchés agricoles, en y rétablissant la loi de l'offre et de la demande. Une réforme que les plus orthodoxes voyaient d'un mauvais œil, estimant qu'il s'agissait d'une concession au capitalisme. "Les haricots sont aussi importants que les canons", a déclaré Raúl Castro lors d'une réunion, mettant fin au débat. Une formule devenue célèbre.

"Si Fidel a été en toutes circonstances le commandant en chef, Raúl n'a jamais cessé d'être le chef d'état-major", conclut Leonov dans son portrait du plus jeune des Castro, son ami depuis 1953. À l'en croire, l'une des principales qualités de Raúl Castro était "son pragmatisme pour gouverner".

Quand cela a été son tour de diriger le pays, en 2008, après la démission de son frère, Raúl a poursuivi sa politique de changement économique et entrepris une singulière offensive pour en finir avec ce qu'il appelait des "interdictions absurdes" et des "gratuités indues". Grâce à quoi les Cubains ont pu enfin résider

**Raúl a ouvert la voie à la réforme économique, même s'il en a aussi fixé les limites.**

dans les mêmes hôtels que les touristes étrangers, acheter des ordinateurs, posséder des téléphones portables, vendre leurs logements et leurs voitures.

Parallèlement, le nouveau président a commencé à démonter tout l'échafaudage de subventions, de personnel pléthorique et d'aide économique aux entreprises non rentables, sur lequel s'appuyait le rêve de société égalitariste de Fidel.

Contrairement à son frère aîné qui, pendant la crise des années 1990, a autorisé le travail indépendant mais l'a toujours considéré comme "un mal nécessaire" et l'a asphyxié dès qu'il a pu le faire, Raúl lui a donné un élan décisif. En 2008, il y avait à Cuba 150 000 travailleurs indépendants ; aujourd'hui, ils sont plus de 600 000, soit 13 % de la population.

Le pays compte désormais 3 000 petites et moyennes entreprises. Selon de prestigieux économistes cubains, les transformations lancées par Raúl Castro ont été importantes, mais restent insuffisantes et trop lentes, dans le droit fil de la devise raúlisme : travailler "sans se presser, mais sans pause".

Raúl savait combien le charisme de son frère et sa manière d'exercer le pouvoir étaient inimitables. Aussi, dès son arrivée au Palais de la révolution, a-t-il désigné le Parti communiste comme "seul héritier de Fidel" et prôné un mode de gouvernement collégial, mettant fin au régime personnel du Líder máximo et renforçant les institutions.

Au début, Raúl Castro a consacré un temps considérable à "établir des consensus", car du temps de son frère un grand nombre de

décisions importantes étaient prises dans le bureau du leader, avec un petit cercle de collaborateurs. Pendant les dix ans où il a été à la tête du gouvernement (2008-2018), il n'y a eu aucun changement profond sur le plan politique : Cuba est resté un régime de parti unique, étatiste, à économie planifiée, sans espaces pour la dissidence. Les réformes économiques ont avancé, mais avec des hauts et des bas.

Soit il n'a pas pu, soit il n'a pas voulu, soit encore il n'a pas réussi, mais une chose est sûre : Raúl a ouvert la voie à la réforme économique, même s'il en a aussi fixé les limites avant de quitter le poste de premier secrétaire du PCC, en prononçant son dernier discours au VIII<sup>e</sup> Congrès du parti, en avril 2021.

**Visite historique.** Le nombre d'activités professionnelles privées que pouvaient exercer les Cubains venait d'être considérablement élargi, et la loi sur les PME était en passe d'être adoptée. [Mais] Raúl Castro a été catégorique : "Il y a des limites que nous ne pouvons pas franchir, car les conséquences seraient irréversibles et conduiraient à la destruction même du socialisme." Une douche froide pour les Cubains les plus réformistes.

La négociation de la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis avec Barack Obama, qui n'avait jamais été possible sous Fidel, aura été un tournant de sa présidence. En 2016, Raúl Castro a reçu sur l'île la visite de celui qui était alors président des États-Unis, un voyage d'une grande portée symbolique. Mais Donald Trump s'est installé aussitôt après à la Maison-Blanche et le rapprochement a volé en éclats. Régler le vieux contentieux entre les deux pays aurait été un héritage important pour ses successeurs. Cela n'a pas pu se faire.

Avant de céder la place, le petit frère a pris l'initiative de limiter à deux le nombre de mandats de cinq ans pour les hauts dirigeants. Ainsi, Díaz-Canel devra quitter la présidence en 2029, puis le poste de premier secrétaire du PCC en 2031. On saura peut-être alors ce qu'il est advenu de la dernière mission de Raúl Castro : la survie du régime.

—Mauricio Vicent  
Publié le 8 mai

✓ Dessin de Bado paru dans Le Droit, Ottawa.

# DÉTERMINÉS

## POUR CHANGER LA DONNE



“ Notre objectif ? Rendre la mobilité électrique toujours plus durable. Et pour ça, on a trouvé une solution : recycler les métaux stratégiques des batteries usagées\*. Ce qui permet d'en fabriquer de nouvelles en limitant les pollutions et l'utilisation de ressources naturelles. ”

Fatima, Ingénieur développement procédés, sur le site de Cedilor, en France.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.



\* Retrouvez nos actions en détail : [www.veolia.com/recyclage-metaux-strategiques](http://www.veolia.com/recyclage-metaux-strategiques).

\*\* Nous sommes des Ressourcers. Crédit photo : Bobby – Fisheye. L'énergie est notre avenir, économisons-la !

VEOLIA ENVIRONNEMENT SA – Capital social : 3 502 858 580 euros – RCS Paris n° 403 210 032 – 21, rue la Boétie, 75008 Paris.

#weare  
RESSOURCERS\*\*

Ressourcer le monde

 VEOLIA

## ÉTATS-UNIS

# La misogynie revient au galop

Pour ce célèbre critique de cinéma, le procès Johnny Depp contre Amber Heard est emblématique du retour de bâton post-#MeToo. Tout était joué d'avance pour qu'il apparaisse faillible, vulnérable, humain, et qu'elle soit érigée en monstre.



—The New York Times New York

**D**u premier au dernier coup de marteau, le procès Johnny Depp contre Amber Heard aura été un triste spectacle, aussi ahurissant que peu édifiant. Maintenant qu'il est terminé, et qu'il a donné raison à Depp sur tous les points sauf un, cela ne fait plus de doute : l'objectif était bien de semer la confusion.

Pourquoi l'acteur, qui avait déjà perdu dans une affaire semblable devant un tribunal britannique, tenait-il tant à repasser devant les juges ? Sa réputation ne pouvait pas sortir lavée d'un procès public comme celui-ci, durant lequel ne manqueraient pas d'être évoquées des accusations de violences physiques, sexuelles et psychologiques, et de consommation de substances toxiques.

Amber Heard, son ex-épouse, espérait quant à elle tout l'inverse : que le monde

entier entende, par le menu, tous les tourments qui l'avaient conduite, dans la tribune qu'elle a publiée dans le *Washington Post* et qui était en cause dans ce procès, à se présenter comme une "incarnation publique des violences conjugales".

Le verdict n'était pas tombé que Johnny Depp avait déjà gagné. Ce qui était apparu au départ comme une affaire de mari abusif sans la moindre ambiguïté a vite tourné au mélodrame opposant des points de vue. C'est exactement dans ce fil que s'inscrit la petite victoire d'Amber Heard remportée contre des propos tenus non par son mari mais par l'un de ses avocats en 2020, Adam Waldman, et cela montre à quel point la "question des points de vue" a joué tout du long en faveur de l'acteur.

Comme un internaute le commentait sur le site du *New York Times*, "chaque

*couple a sa part d'ombre*". C'est compliqué, la vie. Peut-être Johnny Depp et Amber Heard étaient-ils tous deux violents. Qui peut savoir ce qu'il s'est réellement passé ? Le journaliste chroniqueur judiciaire est censé se faire un devoir de douter. Devant les deux parties à ce procès, nous nous sommes donc retrouvés en terrain connu, celui d'"une parole contre l'autre".

Nous devrions pourtant le savoir : la prétendue symétrie de cette expression est une fiction idéologique, les femmes victimes de violences domestiques et d'agression sexuelle peinent toujours à se faire entendre, bien plus que leurs agresseurs. Je ne dis pas que les femmes disent toujours la vérité, que les hommes sont toujours coupables, ni qu'un procès dans les règles n'est pas le socle indispensable de la justice. Mais l'affaire Depp-Heard n'était pas un procès au pénal : c'était une action civile, qui avait pour objectif de mesurer les torts faits à la réputation de chacune des parties. En d'autres termes, il s'agissait moins d'examiner les faits que d'évaluer les sympathies.

**Tendre voyou.** Et Johnny Depp partait là avec de nets avantages. Non qu'il soit meilleur acteur qu'Amber Heard, mais si la conduite à la barre de cette dernière a été sous le feu des critiques, c'est notamment parce que lui est un comédien plus connu, une grande star qui a depuis plus longtemps thésaurisé l'approbation du public. Avec lui dans la salle d'audience, il avait convoqué tous les personnages fameux qu'il a incarnés, tout un aréopage virtuel de tendres voyous, d'artistes incompris et d'excentriques déjantés. Il est tout à la fois, et en permanence, Edward aux mains d'argent, Jack Sparrow, Hunter S. Thompson, Gilbert Grape.

Nous l'avons vu malveillant, colérique, mais jamais vraiment menaçant. C'est qu'aussi nous l'avons vu grandir, du minet bourreau des cœurs de la série *21 Jump Street* au vieux loup de mer des films *Pirates des Caraïbes*. Les peccadilles de l'homme (l'alcool, la drogue, le tatouage "Winona Forever") ont servi de toile de fond à sa carrière, rangées aux côtés des divers scandales et excentricités qu'on associe à Hollywood depuis les temps du cinéma muet.

Dans son témoignage, Johnny a reconnu des comportements répréhensibles, mais

là encore il s'agissait de s'attirer la compassion, comme avec ces manières charmantes et courtoises qu'il s'est donné tant de mal à afficher. Qu'il reconnaisse être un homme sachant mal se maîtriser lui-même, et maîtriser ses ardeurs plus précisément, voilà qui aux yeux des internautes les plus bruyants sur les réseaux sociaux n'a fait que renforcer sa crédibilité, alors qu'à l'inverse la moindre larme, le moindre geste d'Amber

↳ Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.

## Contexte

## Un procès viral

●●● Il y a eu "des alpagas, des fans du monde entier, des mèmes sur Internet et des théories du complot pour tous les goûts", énumère la chroniqueuse Jessica Bennett dans le *New York Times*. C'est peu dire que le procès en diffamation intenté par Johnny Depp à Amber Heard a été "un grand cirque". Pendant près de deux mois, l'Amérique a été tenue en haleine jusqu'au verdict du 1<sup>er</sup> juin. Résultat : judiciairement et financièrement, Johnny Depp apparaît comme le gagnant, avec 10,35 millions de dollars de dommages et intérêts, contre 2 millions pour son ex-femme. Ce procès n'a rien appris du mouvement #MeToo, regrette la chroniqueuse, "aucun pas vers un changement des mentalités, vers une société qui refuserait de médiatiser de telles affaires, [...] de se repaître du spectacle d'une femme humiliée". Ce qui a été infligé à Amber Heard, c'est "l'antique peine d'infamie publique du pilori et les mêmes ont remplacé la lapidation".

Heard savait la sienne. Tout était joué d'avance pour que lui apparaisse faillible, vulnérable, si humain, et qu'elle soit érigée en monstre.

C'est que Johnny Depp est un homme. Célébrité et appartenance au sexe masculin sont deux avantages qui se renforcent mutuellement. Les hommes célèbres (sportifs, comédiens, musiciens, politiciens) sont célèbres notamment parce qu'ils incarnent ce que d'autres hommes aspirent à être. Défendre leurs prérogatives, c'est protéger et affirmer les nôtres. On aime qu'ils se comportent mal, qu'ils enfreignent les règles et qu'ils s'en tirent en toute impunité. Le droit de cuissage qu'ils exercent est quelque chose que nous blâmons, envions ou désapprouvons, c'est selon, mais que nous ne contestons que rarement. Que voulez-vous, ces mecs ont la classe. Ils font ce qui leur chante, y compris aux femmes. Y trouver à redire, c'est être coupable de "wokisme", traître à son genre, voire criminel.

Évidemment, il y a des exceptions. En cette époque #MeToo, des hommes ont fait de la prison, ont perdu leur emploi ou sont tombés en disgrâce en raison de leur comportement envers des femmes. La chute de certaines figures éminentes (le producteur de cinéma Harvey Weinstein, le PDG de la



OPINION

chaîne de télévision CBS Leslie Moonves, le journaliste de la chaîne NBC Matt Lauer) a bien souvent été saluée comme la fin tant attendue de ce statu quo qui protégeait, favorisait et célébrait les prédateurs, les violeurs et les agresseurs.

Mais les années ont passé, et il semble aujourd'hui que ces quelques hommes ont été sacrifiés non pour mettre fin à ce système d'oppression, mais pour le perpétuer. À peine la prise de conscience avait-elle commencé que déjà certains dénonçaient qu'elle allait trop loin, qu'on perdait toute nuance, qu'on punissait trop rudement. Ce retour de bâton est devenu indissociable du débat de société sur la *cancel culture*, qui, souvent, porte plus sur les mots que sur les actes. Aujourd'hui, l'expression est synonyme de toute critique liée à l'insensibilité raciale, aux comportements sexuels répréhensibles ou aux opinions polémiques.

**Dites, les hommes, ça va ?** Les sales types sont érigés en martyrs et toutes les grandes gueules sont des sentinelles de la liberté d'expression. Des hommes célèbres qui ont de lucratives sinécures sur les chaînes câblées, les plateformes de streaming et dans les institutions de la presse écrite se proclament eux-mêmes victimes.

Et c'est exactement ce qu'a fait Johnny Depp. Il a certes accusé Amber Heard de lui avoir infligé des choses terribles au cours de leur relation et de leur rupture, mais ce n'était pas le propos du procès. L'action en justice portait sur des mots publiés avec sa signature à elle, dans une tribune où les mots "Johnny Depp" n'apparaissaient aucunement. Dans une phrase que le jury a qualifiée de fausse et malveillante, après avoir dit "*incarner les violences conjugales*", Amber Heard a écrit qu'elle "*mesurait toute la fureur réservée aux femmes qui, dans notre société, décident de parler*". Cette fois-ci, nul doute que, non contente de la mesurer, elle doive l'encaisser.

La misogynie n'est pas un arrière-fond dans le climat de colère politique et les dysfonctionnements de la société aux États-Unis; très souvent, elle crève les yeux. Les liens entre violences conjugales et tueries de masse sont glaçants et bien connus, même s'ils sont rarement cités dans les débats sur les politiques à mettre en œuvre et sur les mesures de prévention. Les foules des réseaux sociaux se liguent contre les femmes avec une fréquence et une virulence toutes particulières, en employant souvent le vocabulaire de l'injustice moralisatrice.

L'affaire du "Gamergate", une campagne de harcèlement qui visait les femmes spécialisées dans le monde du jeu vidéo, a pris pour prétexte la "*déontologie journalistique*". L'*alt-right* [ultradroite ou "droite

alternative"], avant et après l'élection de Trump en 2016, s'est révélée spécialiste de la misogynie ciblée. Les hordes de Tik Tok qui s'en sont pris à Amber Heard ces derniers mois ont repris ses méthodes.

La victoire de Johnny Depp est aussi la leur. Le courroux de ces hommes aux doléances aussi floues qu'infinies a pris les traits d'un acteur hollywoodien de 58 ans qui a humilié son ex-femme âgée de 36 ans. J'en viens à me demander : dites, les hommes, ça va ? C'est une question sincère. Est-ce que le mélange d'apitoiement, d'orgueil, d'irritabilité et de grandiloquence qu'a affiché Johnny Depp à la barre est bien l'image que nous voulons donner de nous-mêmes ou de nos fils ? Cette dernière question est en revanche rhétorique : la réponse est oui.

"*Not all men*" ["pas tous les hommes"], non ? C'est ce qu'on lit sur les réseaux sociaux. Maintenant que le procès est terminé, nous allons trouver de nouveaux sujets pour lesquels manifester notre ambiguïté, de nouvelles situations où le bénéfice du doute peut venir justifier la cruauté, à l'ancienne ou dans de nouvelles variantes.

Johnny Depp est présenté par certains comme un héros, mais sa victoire concerne même ceux qui s'autoriseront un moment de malaise devant le verdict avant de passer à autre chose. Certains d'entre nous risquent de grimacer un peu en regardant *Pirates des Caraïbes* ou *Donnie Brasco*, mais nous continuerons sans doute à regarder ces films, plutôt bons d'ailleurs, et dont la mémoire collective ne peut être expurgée.

Ce n'est d'ailleurs pas ce qui est arrivé à Louis C. K., ni à Woody Allen, ni à Michael Jackson, pas plus qu'à Bill Cosby. Certains d'entre eux ont été traduits en justice, certains ont subi la censure ou l'opprobre du grand public, mais tous restent partie intégrante de notre culture, tout comme leurs comportements. On n'oublie pas complètement, mais dans l'ensemble on pardonne.

Soyons au moins clairs sur tout ce que cela veut dire : nous accordons plus de valeur au confort et à l'amour-propre des hommes – surtout quand ils sont célèbres – qu'à la sécurité et à la dignité des femmes – même quand elles sont célèbres.

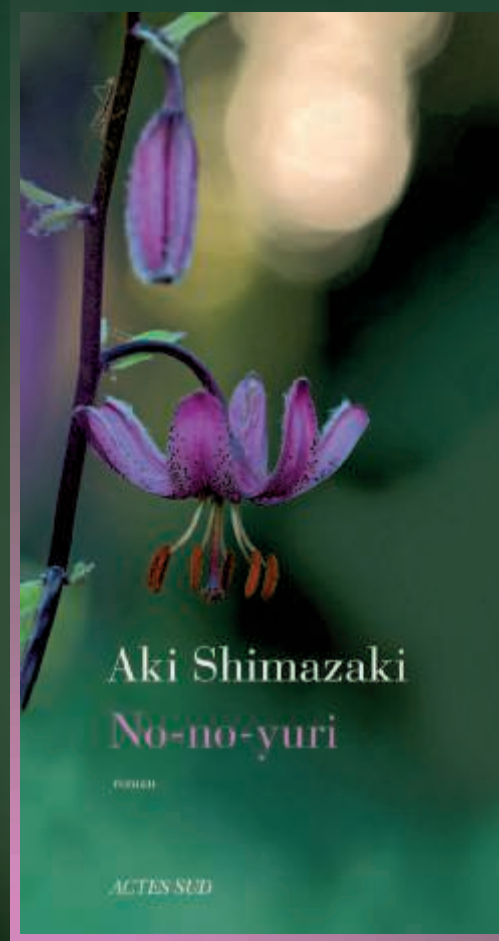
—A.O. Scott  
Publié le 2 juin

### L'auteur

#### ANTHONY OLIVER SCOTT

Ce journaliste est l'un des plus célèbres et des plus influents critiques cinéma et culture du *New York Times*. Depuis 2020, il publie également des textes portant sur des sujets plus larges, comme celui que nous avons traduit dans ces pages.

# Aki Shimazaki



"La plume plongée dans la lymphe des êtres, Aki Shimazaki sonde ce qui ruisselle doucement sous la couche des apparences. Elle ne descend jamais au fond du puits des émotions, mais se glisse juste au-dessous de la surface des choses."

Marine Landrot, *Télérama*

"Tout paraît léger avec Shimazaki, mais on sent la venue possible d'un tremblement de terre. Et elle décrit avec une absolue finesse la place de la femme dans la société japonaise."

Bernard Babkine, *Madame Figaro*

"Un nouvel opus porté par son style direct et précis, un suspense psychologique, ainsi qu'une brièveté impressionnante."

Gladys Marivat, *Lire Magazine Littéraire*

ACTES SUD



afrique

# Érythrée. L'État qui ne veut pas désarmer

La présence des troupes érythréennes au Tigré, où elles sont engagées militairement aux côtés du gouvernement éthiopien, sape les chances d'aboutir à la paix.



—The Economist Londres

**A**u fond d'un bar désert d'Asmara, la capitale de l'Érythrée, Mulugeta (le nom a été changé) planche sur son projet d'exil. Il est en contact avec des passeurs qui disent pouvoir le faire entrer au Soudan. Ils ont été payés par ses frères et sœurs aînés, qui vivent aux États-Unis. Du Soudan, il gagnera la Libye puis l'Europe. Mais Mulugeta veille à parler tout bas : en Érythrée un jeune homme doit avoir la permission de l'armée pour se déplacer. Mulugeta a peur d'être appelé sous les drapeaux et envoyé combattre en Éthiopie. Et il n'a aucune envie de mourir dans une guerre civile qui n'est même pas la sienne.

Il y a quatre ans pourtant, les jeunes Érythréens ont cru pouvoir se projeter dans un avenir moins sombre. Abiy Ahmed, nouvellement nommé Premier ministre de l'Éthiopie, était venu à Asmara prendre dans ses bras Isaias Afwerki, le dictateur à la tête

de l'Érythrée [président depuis l'indépendance, en 1993].

L'accord de paix signé par les deux hommes mettait fin à l'une des guerres les plus longues alors en Afrique [elle s'est déroulée de mai 1998 à juin 2000], un sanglant conflit frontalier qui avait fait quelque 80 000 morts. Les combats les plus intenses avaient eu lieu une vingtaine d'années plus tôt, pour le contrôle de collines arides à la frontière

de la région éthiopienne du Tigré. Fin 2020, l'Érythrée est de nouveau en guerre. Mais cette fois, elle est l'alliée du gouvernement éthiopien, à l'origine d'une féroce campagne militaire contre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) [le groupe armé dont les revendications portent surtout sur l'autodétermination de la région du Tigré].

Cette fois encore, des soldats érythréens sont envoyés au Tigré, où ils commettent meurtres et viols, et des pillages tels que les rues d'Asmara [capitale de l'Érythrée] sont aujourd'hui sillonnées

de poids lourds éthiopiens volés. En mars 2021, Abiy Ahmed, qui dans un premier temps avait nié la présence de troupes érythréennes en Éthiopie, avait promis d'ordonner leur départ. Un an plus tard, la promesse sonne creux. L'armée éthiopienne a quitté l'essentiel du Tigré en juin 2020, mais d'importants contingents érythréens y sont restés.

L'an dernier, ils ont participé au blocus de la plupart des livraisons de nourriture vers la région rebelle, blocus à l'origine d'une famine qui menace près de 1 million de personnes. En mars, l'Éthiopie a accepté avec le TPLF une trêve fragile, suscitant quelque espoir de voir la paix s'installer au Tigré. Dernièrement, les troupes érythréennes se sont repliées vers la frontière.

Aujourd'hui, l'évolution de la guerre civile en Éthiopie dépend pour une large part de la date et des modalités d'un départ des troupes érythréennes. Isaias Afwerki nourrit une vieille rancune contre le TPLF depuis qu'il a combattu en son sein pour renverser la dictature militaire marxiste en Éthiopie, un objectif atteint en 1991.

Deux ans plus tard, l'Érythrée faisait sécession de la fédération éthiopienne. Mais Isaias Afwerki est convaincu depuis longtemps que le TPLF a pour objectif d'envahir son pays et de le renverser (une accusation encore réitérée récemment par son gouvernement) – autant dire qu'il n'est pas disposé à retirer ses troupes de son propre chef tant qu'il n'aura pas écrasé le mouvement dissident tigréen.

**Fuites par centaines.** Et il n'est pas plus disposé à négocier. "Nous n'avons pas cessé d'essayer d'ouvrir le dialogue avec l'Érythrée sur une désescalade", assure un responsable occidental impliqué dans les médiations entre Abiy et le TPLF. "Les Érythréens n'ont manifesté aucune volonté en ce sens." Certains diplomates redoutent désormais que le TPLF se risque à une offensive vers le nord et Asmara si Isaias Afwerki

**"Nos enfants meurent, et l'Érythrée n'y gagne rien."**

UN PRÊTRE ÉRYTHRÉEN

À gauche, Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien, et à droite, Isaias Afwerki, le président érythréen. Dessin de Gado, Kenya.



persiste dans son refus de participer aux pourparlers.

Mais derrière ces manœuvres politiques reste une grande question : que peut encore endurer cette population érythréenne éprouvée depuis si longtemps ? Pour le comprendre, nous nous sommes rendus en Érythrée, un pays généralement fermé aux journalistes étrangers. Sur place, la plupart des personnes rencontrées se disent sceptiques quant à une victoire contre le TPLF et en veulent à Isaias Afwerki d'avoir entraîné le pays dans ce conflit. Un prêtre résume : "Nous en avons assez de la guerre. Nos enfants meurent, et l'Érythrée n'y gagne rien."

Dans les cafés et les bars jadis fourmillants de jeunesse, il n'y a plus personne ou presque. Sur le marché central d'Asmara, les piles de fruits pourrissent sur les étals, et dans les boutiques les rayonnages sont quasi vides, hormis pour les produits qui peuvent entrer illégalement depuis le Soudan. Avec le début de la guerre, la contrebande venue d'Éthiopie s'est arrêtée net. Dans les pharmacies, la pénurie touche jusqu'aux antidouleurs.

Avant la guerre déjà, avec son système de service militaire à durée indéterminée, l'Érythrée se vidait de sa population comme peu d'autres pays dans le monde. Aujourd'hui, les jeunes Érythréens ne se risquent guère à sortir de chez eux la nuit, de peur d'être enrôlés de force. Les rafles de l'armée semblent se multiplier – un nouveau camp d'entraînement a ouvert en mars près d'Asmara. Tous les mois, ils sont des centaines à fuir vers le Soudan. "L'Érythrée est une prison à ciel ouvert", résume Mulugeta. Si l'émigration assèche le vivier des conscrits, elle sape aussi tout espoir de voir se constituer un mouvement de résistance

contre le pouvoir d'Isaias Afwerki, et contre sa guerre.

Autre inconnue, l'état des relations entre Abiy et Afwerki. "Abiy veut mettre fin à la guerre, Afwerki est mécontent", assure un Érythréen employé dans une ambassade étrangère à Asmara. En janvier, le dirigeant éthiopien a fait libérer de prison plusieurs meneurs du TPLF ; le lendemain, le dictateur érythréen, dans un entretien, s'arrogeait de facto le droit d'intervenir en Éthiopie pour en finir avec les "troubles" causés par le mouvement tigréen.

Depuis, Abiy est venu plusieurs fois à Asmara, certainement pour convaincre son homologue de ne rien faire qui risquerait de saboter la trêve. "Tant qu'Isaias Afwerki continuera à se mêler des affaires de l'Éthiopie, la paix est pour ainsi dire impossible", avertit un diplomate éthiopien.

**Aide humanitaire.** L'Érythrée pourrait avoir notamment pour objectif d'empêcher les forces tigréennes d'atteindre la frontière soudanaise, par laquelle elles peuvent faire entrer des approvisionnements. "Si le TPLF obtient cet accès à la frontière, la sécurité de l'Érythrée est compromise", explique un soldat à Asmara.

L'hypothèse inquiète aussi en Amhara, région éthiopienne au sud du Tigré, dont les forces peinent à garder le contrôle des territoires frontaliers du Soudan. Le commandement militaire s'est rapproché des Érythréens, dont l'armée a accueilli et formé des milliers de miliciens de l'Amhara. Fin mai, le gouvernement d'Ahmed a fait arrêter des milliers d'Amhara [groupe ethno-linguistique de la région de l'Amhara, l'une des neuf régions éthiopiennes], critiques du pouvoir ou chefs de milice, sans doute

pour empêcher que la région ne devienne une menace pour l'État fédéral.

Les espoirs de paix ne sont pas totalement anéantis. Les commandements tigréen et éthiopien sont en contact régulier. Les poids lourds convoyant de l'aide humanitaire entrent au Tigré par centaines, même si cela ne suffit pas.

Cette semaine, le TPLF a libéré plusieurs milliers de prisonniers de guerre. Mais parallèlement, les deux camps se préparent aussi en vue de nouveaux combats. Le 2 mai, le TPLF a déclaré s'attendre à une nouvelle offensive venue d'Érythrée. Une semaine plus tard, des responsables éthiopiens accusaient le TPLF d'avoir attaqué des soldats érythréens à Rama et Badmé - c'est ici qu'avait eu lieu en 1998 la bataille qui avait déclenché la guerre frontalière. Un seul faux pas, et la situation pourrait de nouveau dégénérer. —

Publié le 26 mai

## Un rapprochement inattendu avec l'Éthiopie

●●● De 1961 à 1991, l'Érythrée a mené une longue guerre d'indépendance contre l'Éthiopie, qui s'est achevée par un référendum et une séparation en 1993. Après l'indépendance, les deux voisins sont restés en désaccord, notamment en raison de la souveraineté disputée sur plusieurs régions frontalières, dont celle de Badmé, le long de la frontière entre l'Érythrée et la région du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie. La meurtrière seconde guerre entre les deux pays, de mai 1998 à juin 2000, s'était déclenchée à l'occasion de l'incursion de soldats érythréens dans cette région, alors aux mains de l'Éthiopie. Avec l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, en 2018, les deux pays ont normalisé leurs relations. Celui-ci se verra attribuer l'année suivante le prix Nobel de la paix pour avoir mis un terme à cette guerre, notamment par ses concessions sur la région de Badmé. Cette alliance a surtout été scellée par l'hostilité commune des deux pays au Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

## RDC-RWANDA

# Redoublement de violence

Les affrontements se multiplient. Et Kinshasa et Kigali s'accusent mutuellement de soutenir des groupes de rebelles sur leurs territoires.

Le ton est monté dernièrement entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Le site **Afrikarabia** rapportait ainsi, à la fin du mois de mai, de "violents combats entre l'armée congolaise et le M23 à une trentaine de kilomètres de Goma". "Depuis maintenant deux mois, écrit le site congolais, c'est l'escalade entre la RDC et son voisin rwandais.



Les affrontements entre les rebelles du M23 et l'armée congolaise ont connu un regain de tension ces derniers jours. Kinshasa et le M23 s'accusent mutuellement d'avoir repris les hostilités, mais une chose est sûre, les violents combats dans le secteur de Rutshuru, près de la frontière rwandaise, ont poussé plus de 70 000 civils à fuir la zone, selon les Nations unies."

Selon l'analyse du quotidien belge **Le Soir**, la RDC avait dénoncé le soutien apporté par Kigali au M23, un groupe de rebelles composé principalement de Tutsis congolais. De son côté, le Rwanda dénonce le soutien prêté par la RDC aux FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) et à ses combattants hutus.

Le **Soir** indique que la tension entre les deux pays a augmenté d'un cran après que l'armée congolaise a produit "des preuves concrètes" du supposé soutien du Rwanda au M23 : "Du matériel militaire d'origine rwandaise a été saisi sur les rebelles, et deux prisonniers ont été identifiés comme appartenant à l'armée rwandaise, l'un d'eux détenant encore une carte datant de son engagement au sein des forces de l'ONU opérant au Soudan du Sud." Kigali a exigé leur libération, assurant que ces soldats "patrouillaient sur la frontière". Tout soutien au M23 a également été réfuté.

Depuis, la crispation semble être un peu retombée. La radio congolaise **Radio Okapi** a affirmé que la RDC a accepté, le 31 mai, de libérer les deux soldats rwandais arrêtés. C'est le président angolais, João Lourenço, qui en a fait l'annonce à la suite de son entretien avec le président congolais, Félix Tshisekedi. Le médiateur angolais a indiqué avoir égale-

ment échangé avec son homologue rwandais, Paul Kagame. "À la suite de ces entretiens, les dirigeants rwandais et congolais sont parvenus à un accord pour se rencontrer en face-à-face, à Luanda (Angola), à une date qui sera annoncée", rapportent Radio Okapi et le site congolais **Politico.cd**.

Dans le même temps, selon le site du quotidien rwandais **The New Times**, Vincent Biruta, ministre des Affaires étrangères, a affirmé le 31 mai que "même si le Rwanda ne peut pas rester les bras croisés au cas où les provocations de la République démocratique du Congo se poursuivraient, il reste engagé sur la voie du dialogue pour la paix".

De son côté, note **La Libre Belgique Afrique**, la RDC a aussi intérêt à apaiser la situation. En effet, le pays est à dix-huit mois de l'élection présidentielle. "[Le président congolais Félix] Tshisekedi, s'il veut organiser ce scrutin, doit trouver rapidement une solution pérenne à l'insécurité dans l'Est."

Ce dernier compte aussi sur la médiation régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). "Après les accusations de Kinshasa contre le Rwanda, analyse **Afrikarabia**, les pays de la région seront bien obligés de se positionner sur la situation d'un de ses membres."

— **Courrier international**



Pour commander, scannez le code QR

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€\*

## Comment ça va les Français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

## Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages



8,50€\*



8,50€\*

## Best of 2021

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2022 port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

## à la une

L'invasion de l'Ukraine par la Russie va-t-elle inspirer la Chine, qui n'a jamais cessé de lorgner Taïwan, ni de manœuvrer à proximité des côtes de l'île ? Taipei le redoute et s'y prépare, et les États-Unis, par la voix de Joe Biden, viennent de se positionner fermement comme défenseur de Taïwan. Leur force de dissuasion face à Pékin : l'économie.



# TAÏWAN L'AUTRE FRONT ?

↑ "Voyage en Ukraine. Guide de Taïwan". Dessin d'Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.

# TAIPEI TIRE LES LEÇONS DE LA GUERRE EN UKRAINE

L'île et ses 23 millions d'habitants vivent sous la menace constante d'une invasion par la Chine. Les autorités observent de très près les difficultés de l'armée russe et adaptent leur stratégie militaire.

—The Spectator Londres

Taiwan est attentive plus que tout autre pays aux déboires de la Russie chez son voisin démocratique. À Taipei, la guerre en Ukraine est perçue comme la preuve qu'une résistance déterminée et le soutien d'une coalition mondiale peuvent mettre en difficulté un adversaire plus puissant. Taiwan a passé les dernières années à planifier sa riposte en cas d'agression chinoise, et sa doctrine militaire défensive ressemble en tout point à la méthode ukrainienne.

La Chine organisait des manœuvres militaires au large de la côte est de Taïwan à la fin du mois de mai quand j'ai rencontré Joseph Wu, le ministre des Affaires étrangères taïwanais. "Ils patrouillent sans interruption dans cette zone depuis deux semaines, m'a-t-il expliqué. C'est très menaçant." La Chine effectuerait aussi des exercices dans ses territoires reculés du Nord-Ouest pour simuler des tirs de missiles contre une base navale taïwanaise. "Nous sommes en première ligne face à l'autoritarisme, ajoute le ministre. La situation en Ukraine suscite une très forte réaction ici, car elle reflète ce qui est susceptible d'arriver à Taïwan."

Joe Biden formule les choses de la même manière. Lors de son déplacement en Asie fin mai, il a fait valoir que les relations internationales étaient redessinées et que l'on n'opposait plus la Russie à l'Occident, mais plutôt l'autocratie à la démocratie. Le président américain a indiqué que les États-Unis défendraient Taïwan le cas échéant, une déclaration en rupture avec la politique officielle dite de "l'ambiguïté stratégique".

Aucun pays démocratique n'est plus sensible à la position de Taïwan que le Japon, dont l'archipel des Senkaku est plus bien proche de Taïwan que du reste du territoire japonais. Ces îles, aussi revendiquées par la Chine, ne seraient plus réellement défendables si Taïwan tombait. Fumio Kishida a infligé des sanctions à la Russie et, comme l'Allemagne, s'est engagé à doubler le budget militaire de son pays. Le Premier ministre japonais était à Londres en mai, où il s'est entretenu avec Boris

Johnson au sujet d'un pacte de défense entre le Royaume-Uni et le Japon.

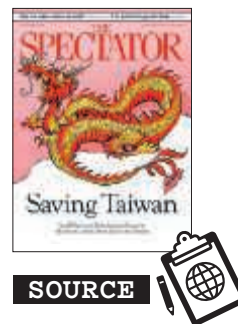
Ces pourparlers visent à faire en sorte que Xi Jinping hésite avant de lancer ses projets de réunification chinoise avec Taïwan. Si l'Otan équipe l'Ukraine de missiles antinavires ultramodernes, très efficaces contre la marine russe en mer Noire, c'est pour montrer à Pékin que toute agression amphibie comporte d'immenses risques. Mais Xi peut aussi tirer les leçons des erreurs de Vladimir Poutine. "Nous avons un sursis, précise Wu, mais ils analysent [la situation ukrainienne] pour perfectionner leurs activités militaires, et s'ils pensent avoir surmonté les difficultés rencontrées par l'armée russe, ils pourraient être tentés de recourir à la force."

La résistance ukrainienne, et la vitesse à laquelle les citoyens ordinaires sont devenus des combattants de guérilla armés de missiles portatifs, a conforté Taïwan dans sa "stratégie du porc-épic". Cette notion est antérieure à l'invasion de l'Ukraine et elle est attribuée à l'amiral Lee Hsi-min, à la tête des forces armées taïwanaises entre 2017 et 2019. Selon lui, il était impossible que Taïwan repousse la Chine par des moyens militaires traditionnels (le budget de la défense taïwanais est de 17 milliards de dollars en 2022, contre environ 229 milliards de dollars pour la Chine), c'est pourquoi il ne fallait pas gaspiller le budget en cherchant à construire une grande puissance militaire: Taïwan devait être plus maligne.

# 60%

## DES TAÏWANAIS S'ACCROCHENT AU STATU QUO

Un niveau record, selon ce sondage fait tous les six mois depuis 1992 par l'université Chengchi à Taipei, dont fait état le **Lianhe Zaobao**, de Singapour. Cela sans que l'on perçoive un penchant pro-unification ou pro-indépendance. En 2021, les habitants de Taïwan étaient 62,3 % à se considérer comme Taïwanais, 2,8 % comme Chinois et 31,7 % comme les deux à la fois. Selon les analystes, malgré cette conscience identitaire taïwanaise marquée, 59,7 % de l'opinion souhaite un statu quo dans les relations avec Pékin, 5,6 % l'unification et 29,6 % l'indépendance.



SOURCE

### THE SPECTATOR

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire

101554 ex. (2020)

spectator.co.uk

Fondée en 1828, cette institution de la presse britannique est le journal de référence des intellectuels et dirigeants conservateurs, ainsi que des eurosceptiques. The Spectator avait soutenu la sortie de l'UE lors du référendum de 2016.

L'amiral Lee a notamment favorisé les petits équipements légers et mobiles, comme des flottes de petits navires d'assaut équipés de missiles antinavires et amarrés dans de petits ports de pêche. Ils sont discrets et échappent aux attaques des missiles à longue portée. "Il faut redéfinir ce qu'est la victoire dans une guerre, affirme l'amiral Lee. Ne visez pas la destruction totale de l'ennemi sur le champ de bataille. Vous avez simplement besoin que l'ennemi ne réussisse pas à accomplir sa mission. Vos ennemis doivent considérer que Taïwan est impenable. Dans ce cas, vous êtes en sécurité."

Une invasion chinoise commencerait sans doute par le blocus ou la saisie des petites îles sous contrôle taïwanais les plus proches de la Chine continentale. Comme le projet initial de Poutine en Ukraine, l'idée serait d'accabler Taïwan par une force écrasante. Les scénarios varient, mais une telle offensive nécessiterait jusqu'à 2 millions de soldats, ainsi que des milliers de chars, de pièces d'artillerie, de lance-roquettes et de véhicules blindés de transport de troupes. Ces équipements devraient traverser le détroit de Taïwan sur des milliers de ferrys réquisitionnés. Il serait impossible de cacher ces préparatifs.

L'armée chinoise risque-t-elle d'être confrontée aux mêmes problèmes que la Russie? Les stratégies taïwanais ont constaté des points communs et des atouts. "Le détroit de Taïwan est l'autoroute de l'armée chinoise, l'endroit où elle est la plus vulnérable", selon Su Tzu-yun, chercheur à l'Institute for National Defense and Security Research à Taipei. Le littoral de Taïwan est le relief défensif par excellence : seules quatorze de ses plages conviennent pour un débarquement amphibie. L'essentiel de la côte est bordé de falaises et, sur la côte ouest, on trouve des villes densément peuplées, des bancs de vase, des rizières ou d'autres plans d'eau côtiers. Des aménagements pourraient ralentir l'avancée de l'ennemi.

L'envahisseur, dans le cas de Taïwan, fait face à un défi bien plus grand que la Russie et, malgré une modernisation rapide ces dernières années, l'Armée populaire de libération ne maîtrise toujours pas les "opérations conjointes". Récemment, le journal officiel de l'armée a admis que la Chine

avait besoin de plus de dirigeants militaires capables de concevoir des stratégies qui mobilisent les forces navales, aériennes et terrestres.

À cela s'ajoutent les eaux et les vents tumultueux du détroit de Taïwan, appelé *heishuigou*, le "fossé noir". Il n'y a que deux périodes réalistes par an pour lancer une invasion : entre la fin mars et la fin avril, ou de fin septembre à fin octobre. Pour parer à une agression maritime, Taïwan a mis en place des forêts de pointes d'acier, des champs de mines sous-marines et des "digues de feu" – un dispositif sous-marin de pipelines qui déchargeraient du gaz et du pétrole à l'approche de forces envahisseuses. Ces combustibles seraient enflammés par des tirs d'armes à feu.

**Sauve qui puce.** La démocratie taïwanaise est vue comme l'un des principaux atouts du pays. L'île, une dictature militaire jusque dans les années 1990, est l'une des démocraties récentes les plus saines du monde, c'est pourquoi elle peut se targuer d'être du bon côté de l'opposition "démocratie ou autocratie" formulée par Biden. Une invasion chinoise serait perçue par l'Occident comme une agression contre les principes de la démocratie libérale et de l'autodétermination. Comme 90 % des puces électroniques haut de gamme y sont fabriquées, l'île joue aussi un rôle crucial dans l'économie mondiale. À Taipei, les gens plaisantent en disant que si des missiles chinois venaient à pleuvoir, l'abri le plus sûr serait les usines de puces électroniques : elles sont si vitales que personne n'oserait les cibler.

Joseph Wu, le ministre des Affaires étrangères, s'est dit surpris de l'unité occidentale face à la crise ukrainienne et il est convaincu que Pékin a aussi été choqué par la tournure des événements. "C'est une bonne chose pour Taïwan, si la Chine veut nous attaquer, nous espérons que les démocraties feront aussi front commun." Biden affirme maintenant que l'ordre mondial mené par les États-Unis (ou l'ordre "fondé sur l'État de droit") se joue à Taïwan. Si l'île tombait sous l'emprise chinoise, ce serait la fin du "long siècle américain". La Chine serait la plus grande puissance mondiale, située dans la région la plus cruciale stratégiquement et à la plus forte croissance. Les alliés des États-Unis en Asie, le Japon et la Corée du Sud, n'auraient d'autre choix que de s'entendre avec Pékin.

## Contexte

### Pékin intensifie les démonstrations de force

●●● À la fin du voyage de Joe Biden en Asie de l'Est, la Chine et la Russie ont mené des manœuvres aériennes conjointes, note le quotidien taïwanais **Chungkuo Shihpao**. Six appareils ont survolé la mer de l'Est, la mer du Japon et l'ouest du Pacifique. Le 30 mai, une trentaine d'avions de combat chinois sont entrés dans la zone de défense aérienne taïwanaise, une manœuvre d'intimidation récurrente qui s'est intensifiée depuis 2021. La défense chinoise s'est appuyée en 2021 sur un budget de 209 milliards de dollars, rappelle le site **Asia Sentinel**. La Chine "a acquis des avions de combat furtifs, des missiles hypersoniques et un troisième porte-avions est en construction". La guerre en Ukraine a précipité les efforts chinois de consolidation, affirme le **South China Morning Post**. "Des images satellite montrent les chantiers navals en pleine ébullition pour rattraper le retard" dû à la pandémie, affectant le porte-avions et au moins cinq autres navires de combat.

La guerre en Ukraine est l'objet d'une couverture médiatique quasi obsessionnelle à Taïwan. Des sondages menés après le début de la guerre indiquent une forte hausse du nombre de personnes prêtes à se battre pour leur pays en cas d'invasion chinoise : 70 % des personnes interrogées affirment qu'elles prendraient les armes. Ce constat a encouragé, au sein du gouvernement taïwanais, la réorganisation des forces de défense territoriale. L'Ukraine a montré au monde ce dont est capable une population déterminée.

À de nombreux égards, Taïwan est déjà en guerre : l'île vit un conflit en "zone grise". Outre l'intimidation militaire quotidienne, Taïwan est la cible constante de cyberattaques, dont beaucoup visent ses entreprises de nouvelles technologies. Taïwan est aussi le pays du monde qui subit le plus la désinformation, selon l'organisme suédois V-Dem Institute.

C'est la ministre du Numérique, Audrey Tang, qui est chargée de lutter contre ce phénomène et qui a conçu une défense appelée "la bonne humeur plutôt que la rumeur". Ses services travaillent en étroite collaboration avec des humoristes afin de réagir rapidement à la désinformation chinoise par une blague ou un mème, et de publier un démenti rapide et factuel. "L'idée est de rendre la clarification encore plus virale que les théories du complot", précise Audrey Tang (la première personne transgenre à être ministre à Taïwan).

La guerre de faible intensité menée par la Chine était comme un bruit de fond pour de nombreux Taïwanais, qui avaient appris à vivre avec. Ils ont vécu l'offensive russe comme un coup de semonce. "Nous devons remercier l'Ukraine. C'est bon pour Taïwan", m'a affirmé le chauffeur de taxi qui me ramenait à l'aéroport. Il m'a ensuite demandé si je pensais que la Chine risquait toujours de les envahir. C'est une question que j'ai souvent entendue à Taipei. Grâce à l'Ukraine, les Taïwanais se rendent compte qu'ils ne peuvent plus se permettre d'attendre la réponse à cette question.

— Ian Williams\*  
Publié le 28 mai

\* Cet auteur et journaliste anglais a été le correspondant de la chaîne britannique Channel 4 News à Moscou (1992-1995) et en Asie (1995-2006), puis de la chaîne américaine NBC News (2006-2015) à Bangkok et à Pékin.

## Décryptage

### FAIRE DE TAÏWAN UN "PORC-ÉPIC"

"Le gouvernement Biden a accéléré ses efforts pour remodeler les systèmes de défense de Taïwan", assure **The New York Times** d'après des sources à Washington. "Les responsables américains tirent les leçons des livraisons d'armes à l'Ukraine pour travailler avec Taïwan à façonner une défense plus forte qui pourrait repousser une invasion chinoise par la mer", indique le quotidien américain. "Ils ont discrètement poussé leurs interlocuteurs taïwanais à acheter des armes adaptées à une guerre asymétrique", afin de transformer l'île en "porc-épic". Les achats d'armes américaines par Taïwan se sont accrus ces dernières années. "Depuis 2010, les États-Unis ont annoncé plus de 23 milliards de dollars de ventes d'armes à Taïwan. Rien qu'en 2020, 5 milliards de dollars de ventes ont été autorisés." Le budget de la défense représente un peu plus de 2 % du PIB taïwanais, avec de modestes hausses sous la présidence de Tsai Ing-wen, précise le journal.



CAGLE CARTOON

## BIDEN SAIT PARFAITEMENT CE QU'IL FAIT

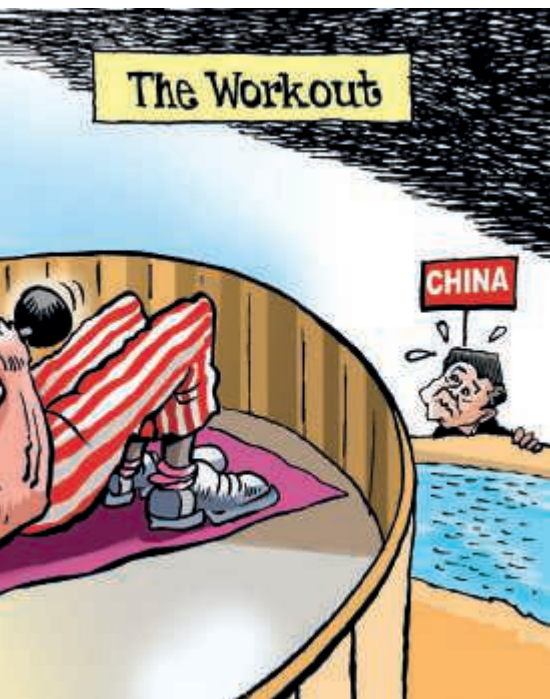
En se disant prêt à défendre Taïwan, le président met délibérément fin à "l'ambiguïté stratégique" américaine. Et il a bien raison, assène ce chroniqueur conservateur.

—The New York Times (extraits) New York

La Maison-Blanche a maintenu que le président Biden n'avait pas rompu avec la politique traditionnelle des États-Unis, lors d'une conférence de presse à Tokyo, le 23 mai, en répondant sans ambages oui à la question : "Seriez-vous prêt à intervenir militairement pour défendre Taïwan s'il le fallait?" [lire ci-contre].

Ne croyez pas au discours diplomatique selon lequel il n'y a rien de nouveau sous le soleil. N'allez pas vous imaginer non plus que le président ne savait pas ce qu'il faisait. Ce qu'a dit Biden était bel et bien frappant – et c'était aussi prudent, nécessaire, stratégiquement avisé. Il a fait preuve d'un vrai sens de l'histoire, il mesure la situation actuelle et sait qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie les règles ne sont plus les mêmes.

Depuis quarante-trois ans, la politique taïwanaise des États-Unis obéissait à deux accords



←Entraînement.  
Chine. Taïwan.  
Dessin de Paresh Nath,  
Inde.

### Repères

#### PIVOT ASIATIQUE

Depuis la récente tournée du président Joe Biden en Asie, la locution "pivot asiatique" revient en force dans la presse américaine. Elle a été forgée en 2012

pour décrire l'ambition stratégique de Barack Obama de rééquilibrer la politique étrangère américaine et de réaffirmer l'engagement américain dans la zone Asie-Pacifique.

Abandonnée par Donald Trump, elle est aujourd'hui relancée par l'administration Biden, qui entend "montrer qu'elle n'a pas perdu de vue que l'adversaire stratégique numéro un des États-Unis au *xx<sup>e</sup>* siècle est la Chine", relève le **Washington Post**, et que "la très forte implication des États-Unis dans la guerre en Ukraine ne les a pas détournés de leur priorité asiatique".

fondamentaux, au demeurant ambigus. Le premier, la politique d'"une seule Chine", que Biden a réaffirmée à Tokyo, fonde la reconnaissance diplomatique de Pékin par Washington comme seul gouvernement légal de la Chine.

Le deuxième, le Taiwan Relations Act de 1979, régit la poursuite de nos relations avec l'île en tant qu'entité autonome. Mais contrairement aux traités conclus avec le Japon et la Corée du Sud, cette loi n'oblige pas les forces américaines à se porter au secours de l'île en cas d'attaque. Nous sommes seulement censés fournir à Taïwan les armes dont elle aura besoin pour se défendre.

D'anciens présidents américains, y compris Donald Trump, ont laissé entendre que les États-Unis se battraient pour Taïwan, tout en restant délibérément vagues sur le sujet. Ce qui a peut-être servi autrefois les intérêts stratégiques de Washington, du moins quand les relations avec Pékin se réchauffaient ou restaient stables. Mais Xi Jinping a modifié les règles du jeu.

Il l'a fait à Pékin en asseyant son pouvoir comme dirigeant à vie. Il l'a fait à Hong Kong en mettant au rebut le principe d'"un pays, deux systèmes" et en écrasant les manifestations prodémocratie. Il l'a fait en passant outre à l'arrêt de la Cour d'arbitrage permanente [de La Haye] contre les revendications exorbitantes de Pékin sur la mer de Chine méridionale. Et il a aussi changé les règles du jeu avec les provocations militaires les plus agressives contre Taïwan qu'on ait vues depuis plusieurs décennies. Les pays qui cherchent la bagarre finissent par s'attirer des ennuis.

C'est d'autant plus vrai après que le retrait chaotique d'Afghanistan a menacé de virer à la débâcle planétaire pour les États-Unis. La propagande chinoise a alors commencé à évoquer l'"effet afghan". L'été dernier, un éditorial du *Global Times* de Pékin écrivait : "Les bras de Washington sont bien trop longs, Pékin et Moscou devraient les raccourcir là où les États-Unis se montrent arrogants et font étalage de leurs capacités."

Alors qu'aurait dû faire Biden ? S'en tenir aux formules diplomatiques d'un statu quo qui n'a plus lieu d'être ?

Ce n'est pas la première fois que Biden indique que les États-Unis sont prêts à combattre pour Taïwan, mais la dernière fois qu'il a dit quelque chose d'approchant, la presse y a vu une de ces gaffes dont il est coutumier. Il est clair désormais qu'il savait très bien ce qu'il disait. À Tokyo, il a fait valoir que l'invasion de Taïwan serait une catastrophe comparable à ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine – et qu'il serait prêt à aller bien plus loin pour y mettre fin.

Voilà une bonne façon de ne pas retomber dans l'erreur de Dean Acheson [secrétaire d'État sous Harry Truman], en 1950, qui avait été d'exclure la Corée du Sud du périmètre de la défense américaine en Asie. Ce qui avait encouragé la Corée du Nord à envahir son voisin dans les mois suivants. C'est aussi une bonne façon pour Biden de ne pas reproduire les erreurs qu'il a commises à la veille de l'invasion de l'Ukraine en donnant à Poutine de trop nombreuses raisons de douter de l'engagement de Washington en faveur de Kiev.

### Le Taiwan Relations Act n'oblige pas les États-Unis à secourir l'île en cas d'attaque, juste à l'équiper en armes nécessaires à sa défense.

Par ailleurs, notre coopération militaire avec Taïwan pourrait s'effectuer plus ouvertement à la suite de cette déclaration. L'année dernière, le *Wall Street Journal* a révélé que plusieurs dizaines de soldats de l'US Special Operations Command et des marines étaient à Taïwan afin d'entraîner secrètement leurs homologues sur l'île. Ce contingent devrait être élargi.

Les États-Unis devraient aussi accroître les ventes des petits systèmes d'armes – Stinger, Javelin, Switchblade – qui donnent du fil à retordre aux Russes en Ukraine, car ils sont difficiles à prendre pour cibles et faciles à disséminer.

Deux choses encore. Premièrement, le budget de la défense de Taïwan, eu égard à son économie vigoureuse et aux menaces militaires auxquelles l'île est confrontée, reste scandaleusement faible, malgré une croissance récente [d'un peu plus de 2 %]. Le gouvernement Biden devrait rappeler à Taipei que plus nos alliés investissent dans leur défense, plus nous sommes prêts à les aider militairement.

Deuxièmement, les dépenses américaines dans le domaine de la défense, malgré des hausses modestes, restent aussi trop faibles eu égard à l'inflation. Biden voulait peut-être prendre pour modèle le président F. D. Roosevelt et son New Deal. Mais l'histoire va sans doute plutôt l'obliger à suivre l'exemple de Harry Truman et de sa politique d'endiguement [de l'Union soviétique]. Ce qui n'est pas un si mauvais héritage.

—Bret Stephens  
Publié le 24 mai

### Verbatim

## "C'est l'engagement que nous avons pris"

Le 23 mai, Joe Biden a surpris jusqu'à ses propres conseillers, selon **The New York Times**. En conférence de presse à Tokyo, un journaliste a demandé : "Vous n'avez pas voulu intervenir dans le conflit militaire ukrainien pour des raisons évidentes. Seriez-vous prêt à intervenir militairement pour défendre Taïwan si c'était nécessaire ?" "Oui", a répondu sans détour le président américain. "Vraiment ?" a repris le journaliste. "C'est l'engagement que nous avons pris." La Maison-Blanche a voulu atténuer la portée de ces propos avec un communiqué rédigé à la hâte. "Comme l'a dit le président, notre politique n'a pas changé", assurait-elle, sans vraiment convaincre.

### Réaction

## "Signaux dangereux"

●●● Aux États-Unis, les déclarations catégoriques du président Biden sur Taïwan ne font pas l'unanimité. "Biden envoie des signaux dangereux à la Chine", s'inquiète, dans les colonnes du **Guardian**, Stephen Wertheim, historien et analyste à la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Pour l'instant, rappelle-t-il, la plupart des observateurs estiment que "Pékin préférerait exercer des pressions graduelles en faveur d'une 'réunification' plutôt que de tenter une conquête éclair aussi coûteuse que risquée". Toutefois, "si les États-Unis paraissent considérer Taïwan comme un atout stratégique non négociable, alors Pékin pourrait recourir à un plan B et lancer une invasion, de crainte de devoir renoncer à Taïwan à jamais s'il n'agit pas tout de suite". Les propos du président ne changent pas radicalement la donne mais ils pourraient confirmer aux yeux de la Chine un durcissement progressif de Washington sur le sujet, estime cet observateur. Une situation d'autant plus périlleuse que personne ne sait exactement quand Pékin "décidera qu'une ligne rouge a été franchie".

## Vu de Chine

## “Biden est le digne successeur de Trump”

**Le spécialiste chinois des États-Unis Wu Xinbo a confié à un média en ligne son point de vue sur l'évolution de la position américaine vis-à-vis de Pékin.**

Il aura fallu plus d'un an à Joe Biden pour exposer sa vision complète des relations que les États-Unis doivent entretenir avec la Chine, note le site chinois d'analyses et de débats **Guanchezhe Wang**. Cette feuille de route américaine a été officialisée le 26 mai par le secrétaire d'État, Antony Blinken, lors d'un discours à l'université George Washington, trois jours après les déclarations de Biden sur Taïwan, à Tokyo. Pour évaluer la portée de ces communications, le site a interrogé le professeur Wu Xinbo, directeur de l'Institut de recherche sur les questions internationales et du Centre de recherche sur les Amériques à l'université Fudan, à Shanghai. Pour le professeur Wu, il a fallu attendre que Biden accomplisse un rééquilibrage de sa politique étrangère pour que sa politique chinoise se retrouve aujourd'hui cadrée au sein d'une politique stratégique indo-pacifique, déclinée au cours de son récent voyage en Asie. Sur le fond, l'attitude de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine s'inscrit dans la continuité, estime Wu Xinbo : “Washington la considère toujours comme son principal rival stratégique.” Il ajoute que le discours de Blinken était “empli de rumeurs et de mensonges, comme son affirmation que la Chine veut modifier le système mondial”. Wu décèle toutefois des évolutions : Washington semble vouloir multiplier les occasions de dialogue avec Pékin, comme le montrent les trois entretiens par visioconférence entre Joe Biden et Xi Jinping à l'initiative du premier, à la fin de l'année

2021, et d'autres rencontres au niveau ministériel. Ensuite, les domaines de coopération évoqués par Antony Blinken dépassent largement les questions liées au climat. Troisièmement, les points litigieux et débuts de crise sont désormais mis sur la table, ce qui montre que “la partie américaine est consciente des risques de conflit”. Enfin, Blinken a employé le terme de coexistence “pacifique”, “ce qui signale l'incorporation d'une idée promue par Xi Jinping”, commente Wu. La priorité de Biden a été de renforcer ses alliances avant de s'adresser à la Chine, poursuit le professeur chinois. Biden s'appuie sur deux cartes, indique-t-il : d'abord, celle des organisations régionales destinées à encercler la Chine. Ensuite, la carte idéologique, la “soi-disant lutte des valeurs”. Mais ses buts sont toujours de “bloquer la montée en puissance de la Chine, limiter l'expansion de son influence internationale. En cela, Biden est le digne successeur de Trump.” À propos de Taïwan, Wu Xinbo s'abstient de commenter les déclarations récentes de Biden, mais juge que “l'attachement des États-Unis au principe d'une seule Chine [qui implique la non-reconnaissance de Taïwan] a déjà été vidé de sa substance, en même temps que les relations avec Taïwan se sont faites de plus en plus essentielles. En fait, les États-Unis pratiquent une politique d'une Chine, un Taïwan, ce qui est un grave recul.” Les relations officieuses avec Taïwan se renforcent, le soutien militaire à Taïwan ne fait que s'accroître, et les États-Unis se préparent à une plus forte implication dans la question de Taïwan, conclut l'expert chinois.

# Encercler la Chine par l'économie

**Le nouveau partenariat proposé par Joe Biden à ses alliés asiatiques cherche à contrebalancer la puissance économique de Pékin. Une opération qui séduit beaucoup d'États de la région, au-delà des espérances américaines.**

—The Straits Times (extraits) *Singapour*

**T**reize pays ont exprimé leur intérêt pour le Cadre économique pour l'Indo-Pacifique [Ipef, Indo-Pacific Economic Framework], dont dix qui ont la Chine comme principal partenaire commercial. Onze d'entre eux avaient déjà adhéré au Partenariat économique régional global (RCEP, Regional Comprehensive Economic Partnership, qui représente un tiers du produit intérieur brut mondial) avec la Chine, qui est entré en vigueur en 2022 et devrait donner au commerce intrarégional une nouvelle impulsion estimée à 42 milliards de dollars (39,1 milliards d'euros).

Le commerce de marchandises de la Chine avec les pays de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont sept membres ont rejoint l'Ipef) a par ailleurs atteint le niveau record de 878,2 milliards de dollars en 2021, selon des données fournies par les douanes chinoises, soit plus du double de celui enregistré par les États-Unis avec cet ensemble régional (380 milliards de dollars).

Comme le montrent ces chiffres, Pékin a nettement l'avantage en matière d'échanges économiques et commerciaux en Asie-Pacifique. Aussi, lorsque le président américain Joe Biden a enfin dévoilé le 23 mai [à Tokyo] la stratégie économique de son gouvernement pour l'Asie, des spécialistes chinois comme Xu Liping, directeur du Centre d'études sur l'Asie du Sud-Est à l'Académie chinoise des sciences sociales, à Pékin, n'ont pas bronché : “Voyez un peu le volume de nos échanges avec l'Asean : nous sommes le premier partenaire commercial de la plupart de ces pays. Tant que cette coopération gagnant-gagnant continue, l'Ipef des États-Unis ne nous fait pas peur, car en fin de compte les pays choisiront ce qui leur est le plus profitable.”

Cette confiance repose sur l'idée que la Chine est tellement imbriquée dans les chaînes de

valeurs de la région que les efforts américains pour réaffirmer leur poids économique ne donneront pas grand-chose. Néanmoins, la réaction des pays de la région à l'Ipef est également riche d'enseignements pour Pékin.

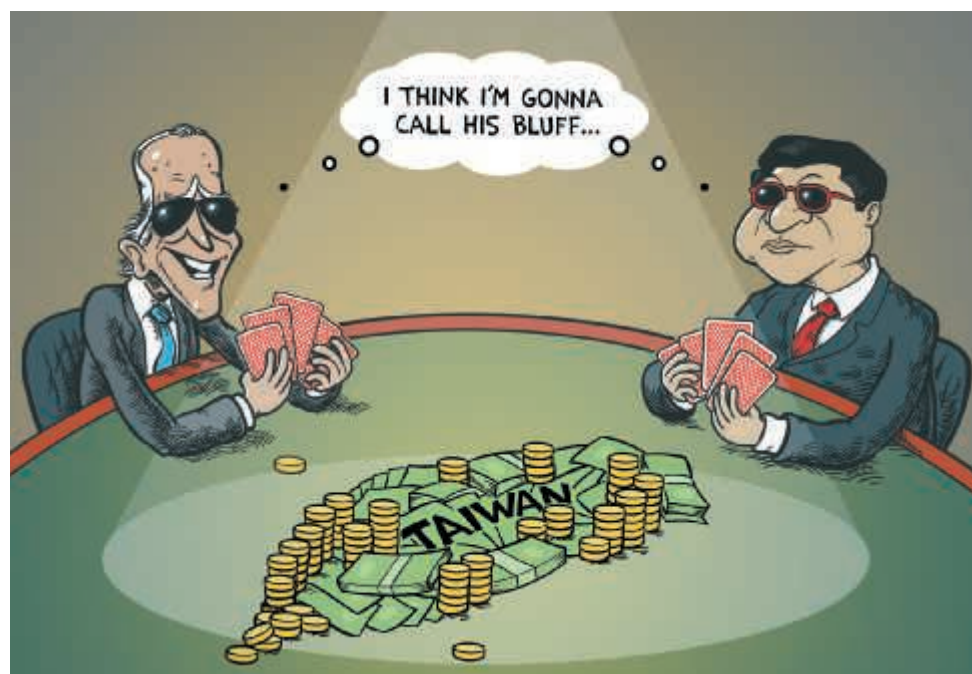
Dévoilé par Joe Biden à Tokyo, l'Ipef est une stratégie adoptée par le gouvernement américain pour rehausser son engagement économique en Asie-Pacifique, après le retrait des États-Unis du traité de libre-échange transpacifique (TPP) en 2017. Le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, a déclaré au lancement de l'Ipef que ce programme-cadre marquait un tournant dans “le rétablissement du leadership économique américain dans la région et [constituait] pour les pays de la région indo-pacifique une alternative à la démarche proposée par la Chine”.

À noter que l'Ipef n'est pas un accord de libre-échange : il ne comprendra pas de dispositions concernant l'accès au marché ou la réduction des droits de douane. Ce programme-cadre repose sur quatre volets : le commerce (l'économie numérique, notamment), la capacité d'adaptation de la chaîne d'approvisionnement, les infrastructures énergétiques propres et les mesures de lutte contre la corruption.

À ce jour, outre les États-Unis, treize autres pays ont signé l'accord : l'Australie, Brunei, les Fidji, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Vietnam. Des négociations visant à préciser les détails de l'accord devraient prendre entre douze et dix-huit mois.

Les spécialistes chinois comme M. Xu considèrent que certains éléments de l'Ipef visent clairement à exclure ou à diminuer l'influence économique de la Chine. Ils soulignent notamment que Washington veut imposer des normes pour le commerce numérique, ainsi que des règles sur les conditions de travail et les

CARTOON MOVEMENT



← Joe Biden et Xi Jinping. “Je vais le forcer à abattre ses cartes.” Dessin de **Rodrigo de Matos**, Portugal.



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**En 1947, la féroce répression des nationalistes chinois s'abat sur Taïwan.**

Colonisée depuis cinquante ans par le Japon, Taïwan est récupérée en 1945 par la Chine, raconte l'historien James Carter. Très vite, des tensions surgissent entre la population taïwanaise et les continentaux venus avec le gouvernement nationaliste du Kuomintang. L'incident du 28 février 1947 vire au massacre. Occulté jusqu'en 1987, à l'avènement de la démocratie, il a installé une méfiance persistante entre Taïwanais et continentaux. Un article du site **SupChina**.

pratiques environnementales, que les pays pourraient utiliser comme de nouvelles conditions régissant le commerce avec la Chine à l'avenir.

En fait, lorsque Washington parle de capacité d'adaptation de la chaîne d'approvisionnement, il entend la possibilité de déplacer les chaînes d'approvisionnement hors de Chine, explique Jayant Menon, chercheur senior à l'Iseas (Institut Yusof Ishak d'études sur le Sud-Est asiatique) de Singapour, et ancien économiste principal de la Banque asiatique de développement. “Il s'agit d'un outil géopolitique pour tenter de favoriser le rapatriement des activités ou leur relocalisation dans des pays amis (*friend-shoring*).” [Le *friend shoring* est] un concept selon lequel les chaînes d'approvisionnement ou les entreprises doivent être situées dans des pays partenaires ou qui partagent les mêmes idées.

**“Washington tente de favoriser le rapatriement des activités ou leur relocalisation dans des pays amis.”**

**Jayant Menon,**  
CHERCHEUR SENIOR À L'ISEAS

La ministre du Commerce américaine, Gina Raimondo, a assuré la semaine dernière que les pays partenaires qui acceptent les “*exigences élevées*” [du programme] seront en mesure d'attirer “*des sources de capitaux publics et privés en provenance des États-Unis*”, ainsi que des entreprises américaines soucieuses de se diversifier en dehors de la Chine. Mais l'Ipef “*risque de faire figure de simple lot de consolation, à défaut de ce que la plupart des pays souhaitent vraiment : des engagements concrets des États-Unis en matière d'accès au marché*”, estime Stephen Olson, chercheur principal à la Fondation Hinrich.

Cet expert américain ajoute que tant que ne seront pas prévues des dispositions concernant l'accès au marché ou des mécanismes d'application efficaces pour garantir la bonne mise en œuvre des mesures conclues, on ne voit pas trop comment l'Ipef pourrait permettre aux États-Unis de “*supplanter la Chine dans le rôle économique de premier plan qu'elle joue dans la région*”.

Mais s'il y a une chose qui devrait inquiéter Pékin, c'est bien le niveau d'adhésion à son projet que Washington a réussi à susciter, alors même qu'on ne connaît encore que très peu de détails sur l'Ipef.

Xu Liping avoue qu'il ne s'attendait pas à autant de pays signataires, mais il met cela sur le compte de l'influence politique et diplomatique des États-Unis. C'est sans doute plutôt le reflet d'une inquiétude générale vis-à-vis de l'influence et de l'affirmation croissantes de la Chine.

C'est, semble-t-il, ce que redoute par-dessus tout la Chine, à savoir que la stratégie de Washington visant à l'encercler prenne de l'ampleur [et prolonge ses partenariats de défense régionaux]. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Wang Wenbin, a accusé Washington d'utiliser l'Ipef pour “*construire des murs, créer des divisions et attiser les antagonismes*”, et de pousser les pays à choisir entre les États-Unis et la Chine.

Si l'on ne peut nier le poids économique de la Chine, en particulier en Asie du Sud-Est, il est tout aussi clair que les pays de cette région sont peu enclins à devenir des vassaux de la Chine. Leur réaction à l'Ipef révèle une dure réalité que la Chine doit accepter : l'envie de voir Washington jouer un rôle de contre-poids s'accroît d'autant plus que l'influence de Pékin augmente.

— **Danson Cheong**  
Publié le 30 mai

**Contexte**

**Les États-Unis à la traîne dans le Pacifique**

●●● En matière d'influence dans le Pacifique Sud, “*la Chine est très loin devant*”, affirme **The New York Times**. La tournée dans la région du ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, du 26 mai au 4 juin, confirme le poids de Pékin. Depuis des années, la Chine a réussi à se mettre dans la poche les élites des petits États du Pacifique Sud, où elle applique une seule et même stratégie : s'assurer “*un plus grand accès aux territoires, aux mers et aux infrastructures numériques, en échange de promesses de développement, de bourses et de formations*”. Une avancée rendue possible par le manque de détermination très remarqué des États-Unis. “*Aux yeux de beaucoup d'observateurs, le Pacifique Sud offre aujourd'hui une image du déclin américain*”, écrit le journal. “*Ils parlent beaucoup*, déclare Sandra Tarte, politologue de l'université du Pacifique Sud, à Suva, dans les Fidji. *Et au fond, ils ne font pas grand-chose.*”

**Un pacte économique entre Washington et Taipei**

●●● Laisée en dehors de l'Ipef, l'initiative régionale proposée par Joe Biden, l'île s'est vu proposer, le 1<sup>er</sup> juin, une “*Initiative pour le commerce États-Unis-Taïwan au XXI<sup>e</sup> siècle*”, un programme de développement des relations commerciales dans les domaines technologiques et des chaînes d'approvisionnement. Un pas que le **South China Morning Post** voit comme une manœuvre destinée à rapprocher Taïwan de la politique américaine dans l'Indo-Pacifique. Et qui a été immédiatement critiqué par la Chine, opposée à tout accord international pouvant suggérer que Taïwan est traité comme un pays indépendant. Le 2 juin, lors de la visite à Taipei de la ministre du Commerce américaine, Gina Raimondo, Washington a également lancé un dialogue économique, comprenant en particulier la question des semi-conducteurs, dont l'île est un producteur essentiel, et qui couvrira la question des investissements.



CARTOON MOVEMENT

## PÉKIN TEMPORISE POUR ÉVITER L'EMBALLEMENT

La montée des tensions alarme la Chine, qui semble ouverte au dialogue avec les États-Unis. Dans le même temps, elle avertit qu'en cas de guerre dans le détroit de Taïwan, la défaite de l'armée américaine serait inévitable.

Les relations sino-américaines ne peuvent pas continuer à se détériorer. Wang Yi, ministre des Affaires étrangères chinois, a lancé cet appel aux États-Unis le 31 mai, à l'occasion du séminaire "Kissinger et les relations sino-américaines" organisé en ligne par l'Institut des affaires étrangères du peuple chinois, rapporte le journal de Singapour **Lianhe Zaobao**. La veille, une trentaine d'avions militaires chinois avaient pénétré la zone de défense aérienne de Taïwan lors de la visite de la sénatrice américaine Tammy Duckworth sur l'île. Les incursions chinoises s'étaient multipliées à l'automne dernier, avec 150 avions décomptés en quatre jours – et un record de 39 en une seule journée en janvier dernier.

Le ministre chinois demande aux États-Unis d'"abandonner leur mentalité de la guerre froide", de "gérer correctement les différences [entre les

deux pays]" et de "sortir de la logique de la concurrence et renforcer les échanges et la coopération".

En même temps, Wang Yi fait usage d'une rhétorique éprouvée pour avertir que "si les États-Unis persistent dans leur revirement sur la question de Taïwan, cela compromettra fondamentalement la paix dans le détroit de Taïwan et finira par leur être fatal".

Kevin Rudd, ancien Premier ministre australien, prédit également "la défaite de l'armée américaine" en cas de guerre dans le détroit de Taïwan, dans un nouveau livre intitulé *The Avoidable War* ["La guerre évitable", non traduit en français]. Cela serait le "Waterloo des États-Unis", provoquant leur déclin, avertit Kevin Rudd, cité par Yau Lop Poon, rédacteur en chef de l'hebdomadaire hongkongais **Yazhou Zhoukan**, dans un billet titré "Se libérer de la peur de la guerre dans le détroit de Taïwan".



Revue de presse

### À la une



#### "TOUS POUR UN"

"Les États-Unis embarquent leurs alliés asiatiques pour la défense de Taïwan." Dans son dossier de la semaine dernière, **Nikkei Asia** explique comment Washington tente de s'appuyer sur ses alliés asiatiques pour prévenir une confrontation et espère compter sur eux au cas où Pékin attaquerait Taïwan.

↑ Xi Jinping. Sur le jeu d'arcade : "Combat aérien. En route vers la réunification. Taïwan." Dessin de **Stellina Chen**, Taïwan.

"D'un point de vue militaire, M. Rudd estime que Washington a sous-estimé la détermination et la capacité de la Chine dans la question de la réunification des deux côtés du détroit", souligne M. Yau, en le qualifiant d'"excentrique homme politique australien". Le journaliste hongkongais rappelle que l'ex-Premier ministre est "le dirigeant étranger qui connaît le mieux Xi Jinping". Yau argumente : il parle couramment chinois et a visité la Chine une centaine de fois. Il a eu des contacts étroits avec plusieurs dirigeants chinois. Et lorsque Xi Jinping s'est rendu en Australie en 2010, leur entretien a duré des heures.

Mais il existe aussi des occasions de dialogue. "Le ministre de la Défense chinois confirme sa présence au [19<sup>e</sup>] dialogue Shangri-La à Singapour, un entretien pourrait avoir lieu entre les ministres de la Défense chinois et américain", annonce de son côté le journal nationaliste chinois **Huanqiu Shibao**. Selon un expert anonyme, une rencontre en face-à-face entre les deux ministres est nécessaire. "Il y a trop de questions qui nécessitent des échanges. Même s'ils font des déclarations de principe, l'effet d'un tête-à-tête est différent de celui d'une conversation téléphonique", explique la source. Pour cette dernière, si les deux ministres assistaient à ce dialogue, l'un des forums de sécurité multilatéraux les plus importants et médiatisés du monde, sans en profiter pour tenir des discussions bilatérales, "ce serait une information majeure".

— **Courrier international**

### Vu de Taïwan

#### La phrase qui fâche

●●● "Au début du mois de mai, le département d'État américain a modifié sa page Internet consacrée à ses relations avec Taïwan et ôté la phrase précisant que Washington ne soutenait pas l'indépendance de l'île." Cette disparition a suscité de grandes protestations de la part de Pékin. La phrase a été restaurée, indique le 30 mai l'agence centrale de presse taïwanaise **Chungyangshe** dans une dépêche reprise par toute la presse locale, dont le **Chungkuo Shihpao**. Taïwan a un gouvernement autonome de fait, mais Pékin considère l'île comme une province, projette de la récupérer et s'oppose vigoureusement à toute idée d'indépendance. La nouvelle version précise que les États-Unis n'ont pas changé de position vis-à-vis de Taïwan depuis des décennies. Au respect du principe d'"une seule Chine", réaffirmé par Washington, s'ajoute un engagement américain à aider Taïwan à maintenir des capacités d'autodéfense "suffisantes".



# LES RÊVES D'EMPIRE SONT TOUJOURS VIVANTS

La définition de l'identité chinoise – et celle de son territoire – a évolué dans le temps, rappelle un historien chinois dans cet entretien accordé à un quotidien japonais. Ge Zhaoguang met en exergue les différences et les parallèles entre les aspirations impériales russes et chinoises.

—Asahi Shimbun Tokyo

Le président Poutine a envahi l'Ukraine en clamant qu'elle faisait partie de l'histoire de la Russie. Le même genre d'argument, dont l'emploi ébranle l'ordre international actuel, sous-tend celui des “droits historiques” que revendique la Chine dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale. Pour mieux saisir le contexte, nous nous sommes entretenus avec l'historien chinois Ge Zhaoguang, lequel met en lumière les dangers de l'illusion qui perdure depuis l'ère impériale.

**ASAHI SHIMBUN :** M. Poutine s'appuie sur l'histoire de la Russie depuis l'époque impériale pour justifier l'invasion de l'Ukraine. C'est un raisonnement surprenant.

**GE ZHAOGUANG :** En tant qu'historien, ce que je peux dire sur l'actualité est limité, mais l'argument du président russe, qui prétend reprendre ce qui a été perdu, est irrecevable, même pour nous les Chinois. Si l'on suit la logique de M. Poutine, Vladivostok et Sakhaline [aujourd'hui dans l'Extrême-Orient russe], qui selon la position chinoise appartenaient à la dynastie Qing, devraient être rendus à la Chine [celle-ci se les est vu arracher respectivement en 1858 et 1860]. Il nous faut bien comprendre que la conscience territoriale du passé impérial et le territoire d'un État souverain moderne sont deux choses totalement différentes.

**M. Poutine entretiendrait l'image de l'Empire russe ?**

Il nourrit probablement un “rêve de grande Russie” qui s'étendrait à travers l'Eurasie. Pour lui, les pays devenus indépendants après l'effondrement de l'Union soviétique [en 1991] sont tributaires de la Russie, et des dizaines de millions de compatriotes russes vivent au-delà de ses frontières. J'ai vu dans un reportage télévisé M. Poutine déclarer : “La Russie n'a pas de frontières.” Cela illustre le peu de cas qu'il fait de la souveraineté des États modernes et explique, je pense, sa décision d'envahir l'Ukraine. Sa conception s'apparente à celle d'un souverain impérial. À mon sens, le souvenir de l'Empire russe est à l'origine du problème.

**Pourrait-on établir un parallèle entre la Russie et la Chine ?**

Masashi Haneda, professeur émérite à l'université de Tokyo, explique qu'après la Première Guerre mondiale et la chute des empires traditionnels seules la Russie et la Chine ont conservé un vaste territoire et des groupes de population complexes correspondant à peu près à leurs anciens empires. Outre leur diversité ethnique et l'étendue de leur territoire, les deux pays partagent une autre similitude : un groupe ethnique – russe dans un cas, han dans l'autre – y occupe une place ultradominante [la Chine se reconnaît 56 nationalités, les Han comptant au recensement de 2020 pour 91 % de la population].

**La Chine garderait donc également une conscience territoriale héritée de l'époque impériale ?**

Traditionnellement, le territoire central, où trône l'empereur, est entouré d'États vassaux,

↓ Carte non datée (qui remonterait à 1800) représentant la Chine de l'époque Ming comme une île entourée du reste du monde.

Photo Science

Photo Library/AKG



au-delà desquels s'étend un monde qui échappe à l'autorité impériale. Comme le suggère l'expression chinoise *youjiang wujie*, “il y a des confins mais pas de frontières”, on ne concevait pas de frontières nettes, mais seulement des limites approximatives. Imaginez la lumière qui éclaire une pièce, dont l'intensité s'amenuise avec l'éloignement de la source. Prévalait l'idée que le monde était divisé entre civilisés et barbares, et que la Chine exerçait son influence à ses confins par la force de la civilisation. Les États modernes, eux, possèdent des frontières nettes. Grands et petits pays sont égaux et aucun n'est supérieur ou inférieur à un autre. La vision impériale du monde est incompatible avec un système d'États souverains.

**On retrouverait cette conception impériale dans la Chine d'aujourd'hui ?**

Quelque part dans la conscience des Chinois subsiste l'image des grands empires qui ont succédé aux dynasties Han [de 206 av. J.-C. à 220 de notre ère] et Tang [618-907]. Certains pensent qu'il faudrait revenir à cet âge d'or et, ces dernières années, dans un contexte de puissance nationale croissante, le terme *tianxia*, “ce qui se trouve sous le ciel”, prend une place toujours plus importante dans les discussions. Même dans les milieux universitaires, des arguments en faveur de cet ordre traditionnel se font entendre.

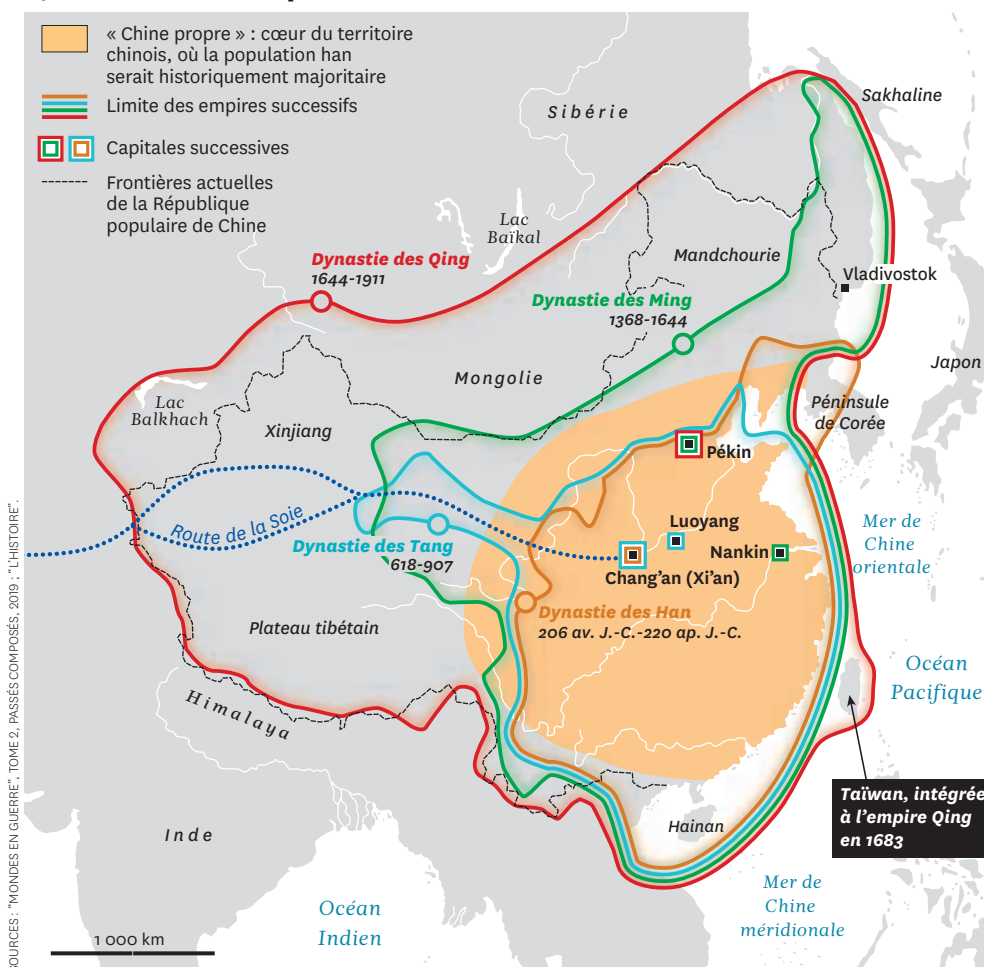
**Pouvez-vous nous en dire plus sur la notion de *tianxia* ?**

Selon cette vision traditionnelle du monde, nous occupons le centre et accueillons et protégeons tous ceux qui se trouvent autour de nous. Cela est inscrit dans l'ADN inconscient des Chinois, qui considèrent qu'ils doivent, s'il y a lieu, tendre la main aux pays environnants, soumis à l'influence de la Chine et de la culture chinoise depuis des siècles. En tant que première puissance de l'Asie de l'Est, la Chine maintient son autorité sur la région et accorde ses faveurs aux pays qui se soumettent à elle. Pour beaucoup, les dirigeants notamment, cela rappelle l'ordre du système tributaire d'autrefois [une relation de soumission symbolique ancienne, favorisant le commerce, institutionnalisée sous les Ming (1368-1644)].

**Si la vision du monde *tianxia* s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui, la notion de “pays du Milieu” [traduction littérale du mot désignant la Chine en chinois et en japonais], le pays qui occupe le centre du monde, a, comme vous l'expliquez, changé de signification durant sa longue histoire.**

La Chine s'est transformée au cours de sa longue histoire après les dynasties Qin et Han [période qui s'étend de 221 av. J.-C. à 220 de notre ère], passant d'une petite à une grande Chine. Soumise à la pression des États du Nord d'ethnies différentes comme les Jin et les Liao, la dynastie Song [960-1279] s'est clairement définie comme un État centré sur les Han, posant les fondements d'une identité où Han équivalait à Chinois.

## Quand la Chine repoussait ses limites



Les dynasties Song et Ming [1368-1644] étaient, peut-on dire, une petite Chine, dominée par les Hans. Une grande Chine s'est cependant constituée sous les Yuan [1280-1368] et les Qing [1644-1911], dont le vaste territoire comprenait Mongols, Tibétains, Coréens, Miao et ethnies musulmanes. Ce qu'on appelle "Chine" est le résultat d'un processus de transformation permanente (voir carte).

### La définition de ce qu'est la Chine a donc changé avec l'expansion de son territoire ?

Tout à fait. La naissance d'une grande Chine a soulevé la question de ce qu'était la Chine. Je pense qu'il est incorrect de dire que le Xinjiang, le Tibet et la Mongolie faisaient partie de la Chine ancienne. Par exemple, le royaume tibétain ancien de Pogyäl entretenait une relation d'égal à égal avec les Tang. Il a été intégré à l'empire sous les Yuan, puis à la Chine moderne après les dynasties Ming et Qing.

Qu'est-ce que la Chine ? Qu'est-ce qu'un Chinois ? Nombre de problèmes concernant les minorités ethniques et les frontières découlent de la confusion entre les deux Chine, la petite et la grande. La Chine contemporaine, construite sur les fondations de la grande Chine, est souvent présentée comme un "État multiethnique uni". Nous devons néanmoins être conscients que, si la diversité ethnique est une réalité historique, l'unicité est encore un objectif à atteindre.

### Le pouvoir communiste prône "la grande renaissance de la nation chinoise".

On doit l'expression *zhonghua minzu*, "nation chinoise", au réformiste Liang Qichao, un intellectuel [1873-1929] de la fin de la dynastie Qing [*zhong* faisant référence au pays du "milieu", *hua* caractérisant les ethnies de Chine, *minzu* pouvant se traduire par "ethnies"]. Cette locution a été créée sous la pression des grandes puissances en vue de faire de la Chine un État-nation moderne qui conserverait le territoire des Qing. Mongols, Ouïgours et Tibétains étaient considérés comme appartenant à une même famille. Mais dans quelle mesure se reconnaissent-ils comme Chinois ? C'est de là, je pense, que viennent les problèmes complexes du pays, et ils ne sont toujours pas réglés.

### L'émergence en Chine d'un mouvement suggérant un retour à l'époque impériale, comme le reflètent les discussions autour de la notion de *tianxia*, s'inscrit-elle dans une opposition à l'ordre occidental ?

Je vois trois éléments allant dans ce sens. D'abord, le sentiment croissant que nous devons, nous aussi, participer à l'élaboration des règles mondiales. Deuxièmement, celui que notre temps est enfin arrivé après plus d'un siècle d'humiliation [la période de dépeçage du territoire par les puissances coloniales]. Troisièmement, la mise en question de l'universalité du système et des

### Bio express

#### GE ZHAO GUANG, HISTORIEN DES IDÉES

Né à Shanghai en 1950, ce spécialiste de l'histoire des idées en Chine est professeur émérite et fondateur de l'Institut d'histoire culturelle de l'université Fudan, à Shanghai. Il a aussi enseigné au Japon dans les universités de Kyoto et de Tokyo. Son "Histoire de la pensée chinoise" fait partie de ses ouvrages traduits en japonais et en anglais.

valeurs de l'Occident en faveur de notre propre système et de nos propres valeurs. Ces trois sentiments prennent clairement leur source dans l'exaltation suscitée par l'essor de la Chine. Reste à savoir si une telle vision du monde peut être suffisamment ouverte et universelle pour accepter d'autres cultures, systèmes ou idées. Si tel n'est pas le cas, nous risquons de tomber dans le nationalisme chauvin, avec pour ambition de disputer à d'autres la domination du monde.

### Les revendications chinoises dans les mers de Chine orientale et méridionale se fondent-elles également sur le souvenir de l'empire ?

On ne peut pas dire que c'est l'unique raison. Les ressources sous-marines, notamment le pétrole et le gaz naturel, et l'importance du détroit de Malacca [pour l'importation des énergies fossiles notamment] font certainement partie des données de la stratégie nationale, ce qui ne relève pas de mon domaine de compétence. Mais je pense que l'idée de *tianxia* a sa part d'influence. Samuel Huntington parle de choc des civilisations, et Francis Fukuyama de choc entre systèmes démocratiques et non démocratiques. À ceux-là s'ajoute un choc entre conception impériale traditionnelle et règles internationales contemporaines. C'est un monde très complexe auquel nous sommes confrontés.

### À quoi ressemblera l'ordre international à l'avenir ?

Aucun système n'est parfait et l'ordre mondial dirigé par l'Occident ne fait pas exception. Il ne doit pas être renversé, mais des corrections et des améliorations sont nécessaires. La Chine entend-elle respecter l'ordre international actuel ou tentera-t-elle d'en établir un nouveau ? Si elle suit l'exemple de M. Poutine, le monde plongera dans le chaos et nous entrerons dans une ère de guerre.

Les conflits territoriaux qui ont lieu en Ukraine et ailleurs dans le monde sont dus aux rapports de force entre États mais aussi aux différences de perception historique. Un rôle important de l'histoire est de mettre fin à l'interprétation du monde selon les idées de l'époque impériale. Si la maladie ne peut être opérée, ses causes peuvent être identifiées. C'est la responsabilité que doivent endosser les historiens.

— **Propos recueillis par Nozomu Hayashi\***

Publié le 25 mars

\* Correspondant de l'*Asahi Shimbun* à Pékin.

### SOURCE



#### ASAHI SHIMBUN

Tokyo, Japon  
 Quotidien, 6 410 000 ex.  
 asahi.com

Fondé en 1879, le "Journal du Soleil-Levant" est une véritable institution. Trois mille journalistes, répartis dans 300 bureaux nationaux et 30 à l'étranger, veillent à la récolte de l'information.



# Les médecins veulent mieux que Google Trad

**Santé.** Pour communiquer avec leurs patients non anglophones, les soignants américains se tournent régulièrement vers les outils de traduction automatique en ligne. Une solution encore imparfaite.

—Stat (extraits) Boston

**L**a patiente venait de subir une césarienne. De langue maternelle taïwanaise, elle n'arrivait pas à mettre des mots anglais sur sa douleur. Natasha Mehandru, l'obstétricienne de garde, était habituée à communiquer avec des patientes pour lesquelles l'anglais est une seconde langue. Mais cette fois-ci, l'interprète qui les a assistées par téléphone n'a pas suffi à débloquer la situation. "L'interprète n'était pas très bon", se souvient-elle. Et elle s'est vite rendu compte qu'il ne parlait pas le même dialecte que l'accouchée.

Natasha Mehandru s'est donc tournée vers un outil familier : Google Traduction. En l'utilisant pour traduire des mots et des phrases du taïwanais à l'anglais, et vice versa, et avec l'aide de l'interprète qui était resté en ligne, le médecin et sa patiente ont peu à peu réussi à se comprendre. La douleur ne venait pas de la césarienne, mais d'un problème plus ancien. "J'ai adapté le traitement", explique Natasha Mehandru, alors interne en gynécologie et aujourd'hui chirurgienne au centre médical Kaiser, à San Jose, en Californie. Deux jours plus tard, la patiente se sentait mieux.

Les règles fédérales [aux États-Unis] imposent aux hôpitaux de compter parmi leur personnel des interprètes pour les langues courantes, comme l'espagnol, et de consulter par téléphone des interprètes pour les langues plus rares. Mais le système laisse à désirer : il faut parfois attendre longtemps et certains patients parlent des dialectes pour lesquels il est difficile de trouver un interprète. Pour pallier

ces difficultés, les soignants ont trouvé une solution avec Google Traduction.

Petit à petit, l'outil est devenu omniprésent à l'hôpital. "Il est utilisé en *catimini*", reconnaît Elaine Khoong, interniste et professeure assistante de médecine à l'université de Californie à San Francisco (UCSF). Cette pratique est cachée notamment parce qu'elle est officiellement

## Le langage médical est truffé de jargon, alors que l'algorithme est basé sur la langue quotidienne.

déconseillée par le système de santé, qui la considère comme problématique. Plusieurs chercheurs, dont Elaine Khoong, réclament avec de plus en plus d'insistance que l'on s'y penche sérieusement : ils souhaitent d'une part que l'on étudie les usages et les risques de Google Traduction en médecine clinique, d'autre part que l'on mette au point de meilleurs outils de traduction automatique qui compléteraient les services linguistiques classiques.

"C'est l'avenir", estime Breena Taira, chercheuse en médecine d'urgence à l'université de Californie à Los Angeles, qui a évalué, dans une étude récente, les traductions par Google, dans sept langues, de fiches remises à des patients à leur sortie de l'hôpital. Les géants des technologies comme Google et Microsoft, qui investissent massivement dans les logiciels de reconnaissance vocale, s'intéressent à la traduction médicale.

"Nous devons être conscients des limites de ces outils", explique la chercheuse. Notamment du fait que les taux d'exactitude sont significativement inférieurs pour les langues qui ne sont pas courantes. La traduction automatique pourrait répondre à un besoin très important aux médecins de fournir des instructions écrites personnalisées aux non-anglophones. Elle insiste : "Nous devons nous assurer que nous pouvons utiliser en toute sécurité la traduction automatique pour donner des informations écrites dans d'autres langues."

Selon les recherches d'Elaine Khoong, de Breena Taira et d'autres scientifiques, l'utilisation de Google Traduction est particulièrement risquée pour les fiches de sortie des services des urgences [qui contiennent des instructions pour la suite] : elle donne des résultats inexacts, qui peuvent engendrer de graves erreurs. Si l'outil a fait de grands progrès depuis que Google a modifié son algorithme, les erreurs restent malgré tout courantes, car le langage médical est truffé de jargon et d'acronymes, alors que l'algorithme est fondé sur la langue quotidienne.

"Google Traduction n'a pas été conçu pour être appliqué dans la santé", commente Nikita Mehandru, une doctorante qui travaille sur l'intelligence artificielle dans la médecine à l'université de Californie à Berkeley et qui est la sœur de Natasha. "Peut-être faudrait-il mettre au point un outil qui le soit ?"

Avec Samantha Robertson, elle aussi étudiante, et Niloufar Salehi, chercheuse

sur les interactions homme-machine, Nikita Mehandru vient de réaliser une étude sur les ressources en interprétation et en traduction de 20 structures et professionnels de la santé. Le but : comprendre les difficultés de communication dans la perspective de concevoir un outil de traduction automatique destiné aux soignants. Cet outil, pour commencer, pourrait traduire les instructions écrites que les médecins urgentistes remettent à leurs patients qui quittent l'hôpital.

Les trois chercheuses comptent entraîner leur outil avec les textes mêmes qu'il doit traduire : plus de 1 500 fiches de sortie des urgences de l'UCSF, en collaboration avec Elaine Khoong. "Un des problèmes majeurs, c'est que l'entraînement de ces boîtes noires de modèles d'apprentissage profond [des systèmes dont le fonctionnement est inaccessible] ne se fait quasiment jamais à partir de données médicales, explique Niloufar Salehi. Il se fait généralement avec des données de formulaires en ligne ; ces modèles ne sont donc pas très adaptés aux informations médicales."

**Boîte noire.** Mais les chercheuses ne se contentent pas de créer des réseaux neuronaux à partir d'un nouveau corpus médical. Les fiches de sortie sont souvent très structurées, façonnées suivant un modèle précis. "Il n'est donc pas très pertinent d'utiliser un système de boîte noire [qu'on ne maîtrise pas] comme modèle d'apprentissage profond", souligne Niloufar Salehi. À la place, elles essaient de combiner l'apprentissage profond avec des dictionnaires bilingues d'expressions





se passe au grand jour, là où les patients peuvent le voir, les questions légales, de responsabilité, sont beaucoup plus lourdes.”

C'est une des raisons pour lesquelles Elaine Khoong veut faire avancer les recherches sur la traduction automatique médicale. Dans un article qu'elle a récemment cosigné avec Jorge Rodriguez, médecin hospitalier et chercheur spécialisé dans les inégalités face aux technologies à l'hôpital de Brigham et des femmes [à Boston], elle présente un cadre d'ana-

### “Pour demander à un patient s'il a froid, s'il peut ouvrir les yeux, cela prend un temps fou.”

Won Lee,  
ANESTHÉSISTE

lyse qui permet d'étudier la fiabilité des traductions, mais aussi les résultats pour les patients.

Selon eux, l'intérêt de la traduction automatique doit être évalué non seulement en la comparant avec l'interprétation, qui est la référence, mais aussi avec les services réellement proposés – lesquels sont parfois nuls. “Souvent, aujourd'hui, quand des patients ne comprennent pas l'anglais, l'équipe médicale ne leur parle pas, ou elle utilise une langue des signes ou un langage mimé”, déplore Elaine Khoong.

Les interprètes se font particulièrement rares dans les structures qui accueillent des populations en difficulté et qui finissent souvent par payer plus cher des services d'interprétation téléphonique. Les médecins sont parfois réticents à appeler un interprète en dehors des moments critiques, par exemple lorsqu'un patient doit donner son consentement à une intervention chirurgicale, car cela peut prendre de précieuses minutes sur leur temps d'interaction avec eux.

Une multitude de petits moments qui font partie des soins se passent donc sans interprète. “Pour dire deux petites phrases – demander à un patient s'il a froid, s'il peut ouvrir les yeux ou inspirer profondément –, cela prend un temps fou”, témoigne Won Lee, un anesthésiste de l'UCSF qui étudie la fiabilité de Google Traduction dans ces moments entre les soins. Et les recherches montrent systématiquement que les patients qui n'ont pas de langue commune avec le personnel médical sont moins bien soignés.

Il est primordial d'éviter que la traduction automatique n'aggrave les inégalités face aux soins. Pour cela, il faut comprendre ce qui se passe pour les patients. Si on valide l'utilisation d'un outil de traduction automatique et que cet outil permet de se passer plus facilement

d'interprètes, mais qu'il est imparfait, les patients non anglophones pourraient se retrouver encore plus pénalisés sur le plan des soins et de la communication. Jorge Rodriguez s'inquiète : “Si le recours à Google Traduction est validé, les interprètes risquent de disparaître des hôpitaux.”

Il est indispensable de lancer des travaux pour comprendre comment utiliser ces outils sans nuire aux soins, et quand le recours à des interprètes humains est nécessaire. C'est pourquoi, quand Niloufar Salehi et son équipe auront mis au point leur outil de traduction de fiches de sortie, elles espèrent conduire un essai contrôlé randomisé des résultats pour les patients afin de déterminer “s'il est plus efficace de donner aux gens des informations dans leur langue”.

Voilà le genre de recherche onéreuse que les géants des technologies, avec leurs bourses bien garnies et les moyens qu'ils sont capables de déployer, pourraient aider à réaliser. Jorge Rodriguez fait remarquer : “La technologie pour développer ces algorithmes existe déjà.” Pour Nuance Communications, la société de reconnaissance vocale que Microsoft a

acquise début mars pour 16 milliards de dollars [15,2 milliards d'euros], les conditions sont peut-être déjà réunies. Elle dispose d'un outil, DAX, qui transcrit automatiquement les consultations des médecins en anglais pour alimenter les dossiers des patients. Et les utilisateurs de cet outil sont très demandeurs d'une solution de traduction automatique de ces transcriptions dans d'autres langues, rapporte Peter Durlach, directeur de la stratégie de l'entreprise.

Pour les patients et les soignants qui peinent à se comprendre, le développement d'un outil de traduction automatique adapté et sa validation par les autorités seraient une aubaine. “Nous réclamons depuis si longtemps un tel outil”, s'impatiente Sanjana Rao, médecin de famille à Tacoma, dans l'État de Washington. “En dernier recours, nous utilisons des choses comme Google Traduction, regrette-t-elle, consciente de moins bien s'occuper des nombreux patients qui parlent des langues rares. Nous avons absolument besoin de cette technologie. Le plus vite possible.”

—Katie Palmer  
Publié le 16 mars

courantes. Certains résultats sont très fiables; quant à ceux qui ne le sont pas, les soignants peuvent les signaler. Niloufar Salehi détaille : “Quatre-vingts pour cent des informations des fiches de sortie ainsi obtenues sont sûres; et nous avons pu mettre en évidence les éléments qui ne le sont pas.”

**Simplification.** Comme d'autres outils d'aide à la prise de décision médicale, un tel système pourrait inciter les médecins à adapter plus finement leurs traitements plutôt que de proposer des solutions standards. Un outil pourrait inviter les médecins à rédiger leurs instructions de manière plus simple, ce qui permettrait d'améliorer la fiabilité des traductions, estime Elaine Khoong.

Même si les outils de traduction automatique finissent par être suffisamment fiables pour être utilisés dans les soins, des obstacles réglementaires et légaux interdisent pour l'instant aux entreprises et au système de santé de les adopter. Déjà, ces outils devraient être conformes à la Health Insurance Portability and Accountability Act (Hipa), la loi sur la portabilité et la responsabilité des assurances-maladie. En outre, les développeurs et les soignants devraient déterminer qui est responsable en cas de dommage causé par une erreur de traduction.

“Nous utilisons déjà l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé, mais cela se passe généralement là où ça ne se voit pas – pour l'interprétation d'images, la stratification des risques, confie Elaine Khoong. Si cela

ÉCONOMIE



# Le krach a balayé les petits porteurs

**Cryptomonnaies.** Le terraUSD, réputé stable, a dévissé en mai. De l'Argentine au Nigeria, ceux qui y voyaient un refuge contre les fluctuations de leur monnaie nationale ou l'inflation ont tout perdu.



IKON IMAGES

—Rest of World (extraits)  
New York

Valeria gagne environ 300 dollars par mois en vendant des plats qu'elle cuisine chez elle, à Buenos Aires. Cette femme de 47 ans craignait de conserver son épargne en pesos argentins à cause de l'inflation, qui a passé le seuil de 50 % au printemps, sur l'année glissante. Elle a fini par investir un millier de dollars en terraUSD, une stablecoin, ou cryptomonnaie stable, supposément adossée au dollar américain. Valeria, comme d'autres personnes interrogées pour cet article, n'est identifiée que par son prénom pour préserver sa vie privée.

Alors que les cryptomonnaies telles que le bitcoin ont la réputation d'être instables, les stablecoins offrent une promesse de

sécurité. Leur cours est adossé à une devise forte du type dollar ou à une matière première comme le pétrole.

Valeria a passé des mois à se renseigner sur le terraUSD avant de commencer à investir, au début de 2022. À la mi-mai, la stablecoin a perdu son ancrage [1 terraUSD valait 1 dollar] et a plongé pour atteindre quelques cents. Valeria a vu ses économies fondre intégralement. "J'ai investi dans une stablecoin qui vaut aujourd'hui 0,08 dollar. Ça me rend malade et je me sens impuissante."

Croyant que les stablecoins ne présentaient pas de risque, certains ont été séduits au vu de la forte inflation ou de la dépréciation de leur monnaie, en particulier en Argentine, en Iran et au Nigeria. Le krach du terraUSD, qui a aussi frappé d'autres cryptoactifs, a brisé cette illusion. Valeria

et la dizaine de personnes que Rest of World a interviewées en Argentine, au Venezuela, en Iran, en Irak et au Nigeria ont investi en terraUSD (la troisième stablecoin en importance) et perdu des dizaines de milliers de dollars d'économies. "J'ai été arnaqué, dit Mudasar, détenteur de terraUSD au Pakistan. Je suis dépouillé, il ne me reste pas même un centime."

Si les premières monnaies numériques comme le bitcoin étaient souvent l'apanage de personnes issues de la tech et de la finance, les stablecoins ont constitué une voie d'entrée pour ceux qui cherchaient à épargner, selon Pablo Sabbatella, directeur de Defy Education, une entreprise argentine qui donne des cours sur les cryptomonnaies. "Beaucoup de gens qui n'y connaissent pas grand-chose en cryptos ont commencé avec les stablecoins pour épargner, car on ne peut pas acheter de dollars [des États-Unis] sur le marché légal [en Argentine]."

**Retraits massifs.** La banque centrale du pays a interdit à la population d'acheter des dollars à des fins d'épargne en 2012 afin de protéger ses réserves de devises. En 2021, l'Argentine était dixième au classement mondial d'adoption des cryptomonnaies, un indicateur conçu par la société d'analyse Chainalysis, qui a identifié un basculement fort vers les cryptomonnaies dans toute l'Amérique du Sud depuis la fin 2020.

Selon Pablo Sabbatella, rares sont les utilisateurs qui avaient compris que le terraUSD comportait malgré tout des risques. Il n'était pas réellement adossé au dollar américain, mais plutôt à un complexe système algorithmique qui maintenait son cours au moyen d'un réseau de courtiers en luna, sa cryptomonnaie sous-jacente. Une vaste campagne pour encourager l'achat de terraUSD a fini par lui faire perdre son ancrage, ce qui a déclenché une vague de retraits massifs.

Un Argentin raconte avoir investi dans le terraUSD pour contrecarrer l'inflation et la dévaluation du peso. Il a perdu 17 000 dollars. "Je me suis senti trahi par [la plateforme de crypto-échanges] Binance, qui nous a fait croire que c'était un placement sans risque." Binance et Terra se sont refusés à tout commentaire.

Amin Eftegarie est un ancien chef d'entreprise de 33 ans, versé

dans les cryptomonnaies depuis 2012. Originaire d'Iran, il vit actuellement aux Pays-Bas. "Le terraUSD était considéré comme un protocole d'épargne tellement sûr et fiable que même les plus grands initiés dans le monde des cryptomonnaies lui faisaient confiance." Lui-même détenait environ 8 000 dollars en terraUSD.

Après le krach, Amin Eftegarie a commencé à tweeter pour réclamer des comptes aux créateurs de la stablecoin et leur donner des conseils sur la façon dont ils pourraient compenser les pertes des investisseurs. Il a alors reçu des messages directs de centaines de personnes qui avaient perdu de l'argent. "Elles n'avaient personne vers qui se tourner. Elles voulaient à tout prix des réponses." Les messages venaient en grande majorité de pays aux monnaies très fluctuantes. Beaucoup venaient d'Iran, son pays d'origine. "Quand les gens touchent leur salaire, ils veulent souvent le placer dans des actifs qui absorbent l'inflation", explique Amin Eftegarie.

Six personnes qui l'avaient contacté font le même témoignage : elles ont cru en un placement sans risque et ont tout perdu. Muhammad, un Égyptien de 30 ans, avait entendu parler de la luna par des youtubeurs qui affirmaient que la cryptomonnaie atteindrait les 1 000 dollars. Il a acheté 1 000 jetons à 88 dollars pièce. Un jeton vaut actuellement moins de 0,0002 dollar

**"J'ai été arnaqué. Je suis dépouillé, il ne me reste pas même un centime."**

Mudasir, DÉTENTEUR  
DE TERRAUSD AU PAKISTAN

[0,01 dollar au 2 juin]. "Je n'ai plus rien", se désespère-t-il.

Au Nigeria, le bitcoin et certaines stablecoins sont encore très prisés malgré la mise en place de réglementations par la banque centrale qui compliquent les échanges. Le tether est ainsi utilisé pour transférer des fonds à l'international et sert de bouclier contre les fluctuations de la monnaie locale, qui a perdu plus de 70 % de sa valeur depuis 2014.

"Au Nigeria comme sur tous les autres marchés, [le krach de la mi-mai] a été un coup de théâtre qui a suscité la consternation, assure

un employé d'une plateforme d'échange de cryptomonnaies très connue dans la région, qui a tenu à rester anonyme. Je connais personnellement une personne qui a perdu près de 1 million de dollars."

**Marché en berne.** Un conseiller en placements nigérian qui investit depuis longtemps dans les cryptomonnaies dit qu'il nourrissait quelques doutes sur la fiabilité de l'algorithme du terraUSD, "mais je ne m'attendais pas à ce que ça explose à ce moment-là". Il ajoute qu'il investit sur le long terme et achète souvent d'autres cryptoactifs quand les cours chutent. Il a "acheté à la baisse" quand la luna est tombée à 20 dollars, mais sa valeur n'a fait que baisser. "Je pensais qu'il y avait encore des réserves pour éviter l'effondrement du terraUSD mais mon portefeuille a été balayé", explique-t-il.

Il reste cependant optimiste sur les cryptomonnaies en général, et il n'est pas le seul. "Les gens comme moi se sont lancés dans les cryptos très tôt, donc même si le marché est en berne, nous avons connu le bitcoin à 3 000 dollars et l'ethereum à 500 dollars, donc on ne s'en sort pas si mal malgré le krach", se rassure-t-il. Le bitcoin s'échange à [un peu plus] de 30 000 dollars et l'ethereum à presque 2 000 dollars [1 695 dollars le 2 juin].

Les nouveaux venus qui ont beaucoup perdu dans le krach sont eux un peu échaudés. Pablo Sabbatella l'assure : "Ce qui s'est passé fera date sur le marché des cryptomonnaies en Amérique latine." Il n'en est pas moins très optimiste : le 13 mai, quand le terraUSD a chuté de plus de 85 %, il a offert 20 formations gratuites sur Twitter, avec ce post : "Si vous avez un ami qui a perdu beaucoup d'argent sans comprendre pourquoi, cette formation est pour vous." Il a reçu 800 candidatures.

Il reconnaît cependant qu'il sera difficile pour le secteur de se refaire une réputation. "Beaucoup de gens ont perdu des sommes qu'ils n'avaient pas les moyens de perdre, dit-il. Ils se fichent que ce soit une stablecoin algorithmique, adossée à une devise, décentralisée ou autre, le seul truc qu'ils pensent c'est : 'Les cryptos, c'est de la m..., j'ai perdu tout mon argent. C'est fini pour moi.'"

—Leo Schwartz  
et Abubakar Idris  
Publié le 26 mai

↳ Dessin d'Andrew Baker,  
Royaume-Uni.



Film Francophone  
D'ANGOULEME  
SÉLECTION  
OFFICIELLE 2021



SIMON ABKARIAN

PASCALE ARBILLOT

# LE CHEMIN DU BONHEUR

UN FILM DE NICOLAS STEIL

AU CINÉMA LE 15 JUIN

LiRE  
magazine

# Le Paraguay tente de rivaliser avec le canal de Panama

**Infrastructures.** Un premier tronçon de la route interocéanique, prévue pour désenclaver la région du Gran Chaco, a été inauguré. Les échanges avec l'Asie devraient y gagner, pas l'environnement.



—The Economist Londres

Le Gran Chaco, vaste étendue de marécages, de broussailles et de savane qui s'étire du Brésil à l'Argentine en passant par la Bolivie et le Paraguay, a longtemps été quasi infranchissable. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, ses chasseurs nomades tentaient des embuscades aux aspirants conquistadors espagnols. Quand la Bolivie et le Paraguay se sont affrontés pour l'"enfer vert" dans les années 1930 [lors de la guerre du Chaco], on rapporte que la soif aurait tué plus de soldats que les balles. Jusqu'en 2019, la partie paraguayenne de la région, grande comme l'Autriche, était dépourvue de routes goudronnées.

Mais au début de cette année, le gouvernement du Paraguay a inauguré la première moitié d'une voie express qui traversera la région sur 544 kilomètres d'est en ouest. Elle constitue le principal tronçon du corridor routier interocéanique, un projet d'infrastructure dont les pays qui bordent le Chaco parlent depuis

des décennies et qui semble enfin sur le point de démarrer.

La route devrait relier les cultivateurs de soja brésiliens et les éleveurs du Paraguay aux marchés asiatiques, en passant par le nord de l'Argentine, pour atteindre les ports chiliens. Comparé au transit de fret par le canal de Panama, le couloir permettra aux producteurs agricoles du Cône Sud [la zone la plus australe d'Amérique du Sud] d'économiser quatorze jours et

**“Le Chaco paraguayen, c'est un monde à part. Personne ne viendra t'aider si tu t'enlises.”**

**Julio Portillo**  
CHAUFFEUR ROUTIER

1 000 dollars par conteneur, soit un tiers de leurs frais logistiques, affirme Arnoldo Wiens, ministre des Travaux publics paraguayen.

Le premier tronçon de 276 kilomètres entre le village de Carmelo Peralta et la ville de Loma Plata a été construit par CCVB, un

consortium formé par le conglomérat brésilien Queiroz Galvão et Ocho A, une entreprise locale. Le projet a été mené à bien dans les temps, et sans dépasser le budget prévu, de 443 millions de dollars [414 millions d'euros], une rareté dans un pays grevé par la corruption. Au début de 2024, un pont de 103 millions de dollars [96 millions d'euros] devrait connecter Carmelo Peralta au Brésil, tandis que le corridor atteindra la frontière argentine. La route Transchaco, une voie crevassée d'ornières qui remonte tout au nord jusqu'en Bolivie, fait également l'objet de travaux d'élargissement et de rénovation.

**Bœuf et soja.** Le président paraguayen, Mario Abdo Benítez, du parti conservateur Colorado, a vite fait de s'en attribuer le mérite. Selon les autorités, près de 3 000 kilomètres de routes goudronnées ont été construites depuis sa prise de fonctions, en 2018. C'est nettement plus que ce qu'aucun de ses prédécesseurs a jamais accompli, y compris Alfredo Stroessner, le dictateur resté au pouvoir durant trente-cinq ans. Reste qu'un grand nombre de ces projets ont été rendus possibles par une loi votée du temps du prédécesseur immédiat de Mario Abdo Benítez, Horacio Cartes [président de 2013 à 2018], rappelle-t-on dans l'entourage de ce dernier.

L'asphalte ne fait pas que des heureux. Cette frénésie d'infrastructures routières “consolide le modèle extractiviste non diversifié”, met en garde l'économiste Verónica Serafini. Le bœuf et les germes de soja représentent près de 70 % de la valeur des exportations de marchandises du Paraguay, et contribuent à un tiers de son PIB. Au lieu de développer de nouveaux mégaprojets, juge-t-elle, le pays devrait aider les petits exploitants et investir dans l'amélioration des transports publics et du système d'évacuation des eaux à Asunción, la capitale, souvent frappée par des inondations. Le Brésil et l'Argentine aussi devront investir dans des travaux routiers si l'on veut que le corridor garantisse une connexion continue, reconnaît Juan Rivarola, responsable environnemental et social du projet.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle route facilite déjà la vie de Julio Portillo, chauffeur routier. Pour rallier Carmelo Peralta depuis

☞ Mise en service en février, la première moitié de la voie express qui traversera le Paraguay a coûté 414 millions d'euros. Photo MOPC



Loma Plata, il lui fallait auparavant une douzaine d'heures sur une piste cahoteuse et poussiéreuse. Quand il pleuvait, il pouvait rester immobilisé dans la boue pendant des jours. Il ne lui faut plus que quatre heures. Il continue d'emporter avec lui un fusil pour chasser les caïmans et les pécaris, une sorte de sanglier local, afin d'avoir de quoi se nourrir s'il se retrouve bloqué. Il explique : “Le Chaco paraguayen,

**Jaguars, tapirs et tatous géants risquent d'être tués par le trafic routier.**

*c'est un monde à part. Personne ne viendra t'aider si tu t'enlises.”*

Les effets qu'aura la nouvelle route sur les populations indigènes locales sont plus incertains, surtout pour celles qui vivent encore dans les forêts. “De mon point de vue, elle a des conséquences à la fois positives et négatives”, explique Demetrio Picanerei, du peuple autochtone ayoreo, enseignant au village de Chaidi. Avant sa naissance, ses parents avaient fui les zones urbaines ayoreo ravagées par l'alcool et la drogue en Bolivie. Il redoute que le nouvel axe, avec les inévitables relais routiers, motels et restaurants qui naîtront sur son parcours, ne répande les mêmes “vices”.

Autre problème, la déforestation. Entre 1985 et 2013, le Chaco a perdu un cinquième de sa superficie. Les arbres ont été abattus et brûlés, principalement pour céder la place à des champs et à des pâtures. Il

diminue proportionnellement plus vite que la forêt pluviale amazonienne. Beaucoup d'espèces menacées, comme le jaguar, le tapir et le tatou géant, risquent d'être chassés ou tués par le trafic routier, s'inquiète l'écologiste Luis Recalde. Pour tenter d'y parer, le consortium a mis en place quinze passages souterrains destinés à la faune. De plus, le tracé du corridor a été légèrement dévié en deux endroits pour éviter de traverser directement les terres ayoreo.

Les autorités affirment qu'il était grand temps que le Chaco soit intégré au reste du pays. La région s'étend sur près des deux tiers du territoire du Paraguay mais n'abrite que 3 % de sa population. Des centaines d'emplois seront créés quand les camions brésiliens commenceront à passer en trombe, prédit Arnoldo Wiens. Même Demetrio Picanerei admet qu'il sera plus facile d'aller à l'hôpital. “Avant, les routes étaient vraiment affreuses”, dit-il.—

Publié le 30 avril

**SOURCE**



**THE ECONOMIST**

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

1 583 955 exemplaires (2020)

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend en général le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Bataille pour le Nil

L'Égypte et l'Éthiopie ont toutes les deux besoin des eaux de ce fleuve. Aujourd'hui, un barrage menace la paix.

## Les enjeux

La première des treize turbines du grand barrage de la Renaissance (Gerd), en Éthiopie, est entrée en activité en février. Plus le remplissage du réservoir sera rapide (plusieurs années, tout de même), plus le débit du fleuve en aval risque d'être réduit. Ce qui inquiète l'Égypte.

L'histoire : l'Égypte s'appuie sur des traités remontant à l'époque coloniale qui lui garantissent un droit de veto contre toute construction de barrage en amont de son territoire, ainsi que la fourniture minimale de 55,5 milliards de mètres cubes d'eau par an. Problème : ces traités ont été négociés sans l'Éthiopie.

## Les acteurs

### L'Éthiopie

A déboursé plus de 4,2 milliards de dollars pour construire son barrage. Et 60 % de sa population n'a toujours pas accès à l'électricité. Le grand barrage résout ce problème.

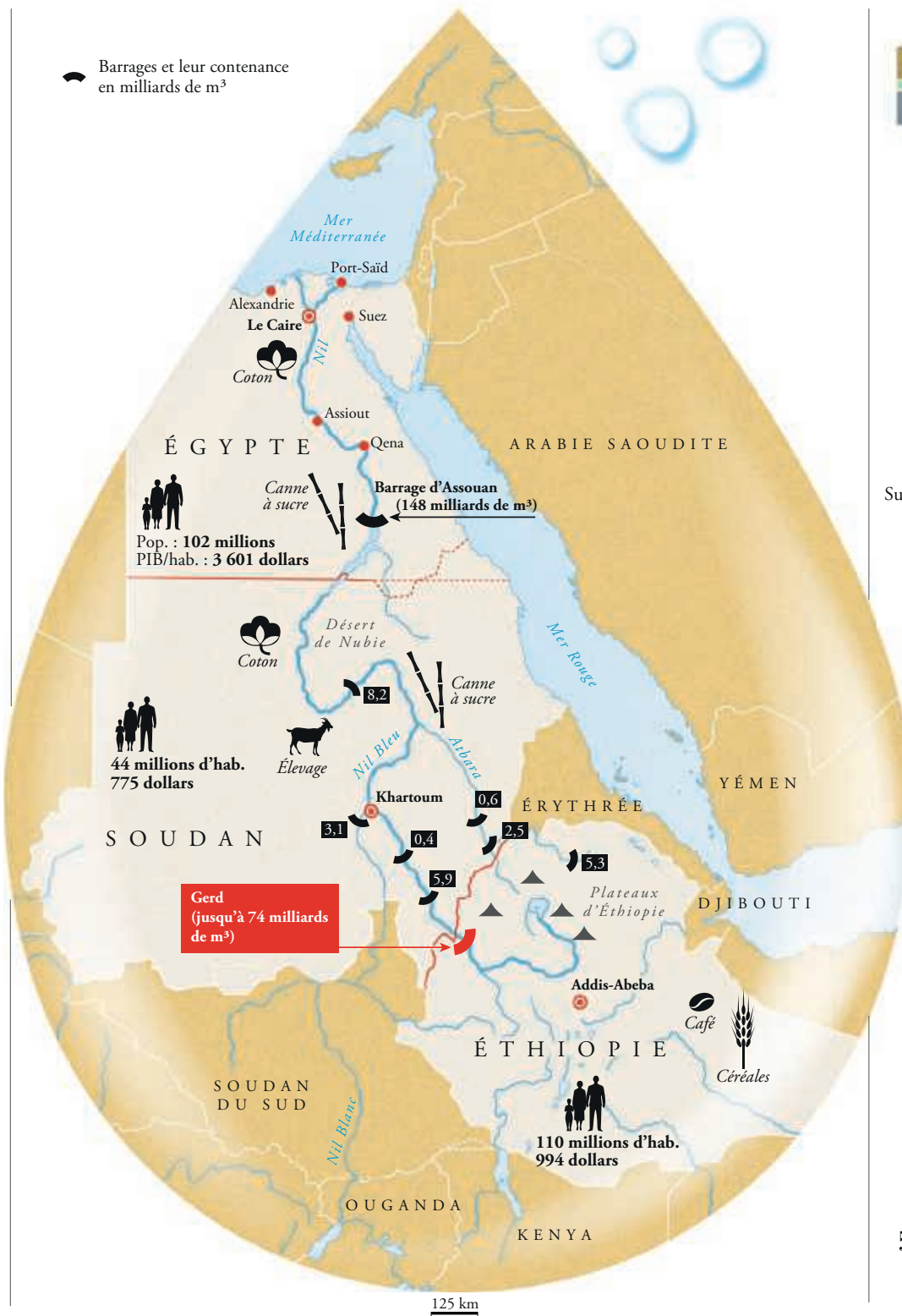
### Le Soudan

Pourrait bénéficier du barrage. L'ouvrage pourrait réduire les risques d'inondation pendant la saison des pluies et assurer l'irrigation pendant la saison sèche. Le pays pourrait également augmenter sa production d'électricité. Le Soudan s'est pourtant rangé du côté de l'Égypte.

### L'Égypte

Dépend entièrement des eaux du Nil : le fleuve couvre plus de 90 % de ses besoins en eau, dont 80 % sont utilisés pour l'agriculture. Le pays souffre déjà d'un déficit en eau. Le gouvernement craint que l'Éthiopie n'utilise le barrage pour exercer des pressions politiques sur lui. Le Caire a déjà brandi la menace d'une offensive militaire.

Barrages et leur contenance en milliards de m<sup>3</sup>



## Chiffres et faits



### Nom

Grand barrage de la Renaissance



### Période de construction

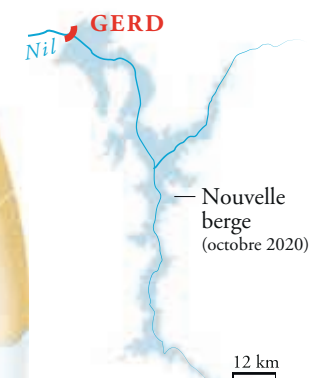
2011-2022

Entièrement opérationnel d'ici à 2024



### Localisation

Sur le Nil Bleu, en Éthiopie, à 20 km de la frontière avec le Soudan



### Barrage

145 m de hauteur | 1,8 km de longueur



### Contenance

jusqu'à 74 milliards de mètres cubes



### Énergie

5 200 mégawatts par an

C'est la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique.

Infographie Anne Gerdes - Recherche - Sources : Institut allemand des affaires internationales et de sécurité ; Commission économique du Bundestag ; Institut allemand d'études globales et régionales (Giga) ; "Nature"



## La source

**DIE ZEIT.** L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci est un extrait de celle publiée dans l'édition du 28 avril, deux mois après le lancement officiel de la production d'électricité du grand barrage de la Renaissance,

en Éthiopie. La vitesse de remplissage du bassin est un enjeu majeur : l'Éthiopie souhaite le remplir en sept ans. Craignant que cela ne réduise le débit du fleuve de 25 %, l'Égypte voudrait que l'opération s'étale au moins sur douze ans.

## 360



## MAGAZINE

- Au Brésil, des artistes en vert et or • Musique... 50  
 Les manuscrits sauvés de Tombouctou • Culture... 52  
 L'éternelle quête de l'élixir de jeunesse • Histoire... 54



**Ces derniers mois, des dizaines de milliers de Hongkongais ont choisi la voie de l'exil. Ils fuient la répression orchestrée par Pékin, mais aussi la sévérité des mesures anti-Covid. Et, comme la journaliste Louisa Lim, qui a grandi dans l'ancienne colonie britannique, ils doivent composer avec la nostalgie d'un territoire où rien ne sera plus jamais comme avant. —Financial Times Londres**

**A** Melbourne, pendant le long confinement, je suis devenue accro à une application qui diffuse en direct la vue que l'on a depuis la fenêtre d'une autre personne, en divers endroits du monde. J'adorais me retrouver face à l'azur lumineux de la mer Égée ou aux feuilles brun roux d'un flanc de montagne arboré en Corée du Sud.

Un jour, alors que je naviguais sur l'application, je suis tombée sur un coucher de soleil filmé depuis la fenêtre d'un lotissement situé en bord de mer, sur l'île hongkongaise d'Ap Lei Chau. Je pouvais entendre la mélodie réconfortante du cantonais, le bruit de la

cuisinière à gaz et le grésillement des aliments que l'on fait sauter dans l'huile. Je n'ai pas eu le cœur de fermer la fenêtre. J'ai continué à regarder. J'ai vu des oiseaux traverser le ciel, qui est passé de rose à gris, puis l'obscurité est arrivée. J'avais découvert un portail vers le passé, vers un chez-moi où je ne pouvais plus retourner.

À la fin du confinement, un cinéma de Melbourne a présenté une série de films du réalisateur hongkongais d'art et d'essai Wong Kar-wai. J'ai assisté à chacune des projections. Un soir, Kristy Matheson, l'organisatrice de l'événement, a brièvement présenté le long-métrage *Happy Together*. Tourné à Buenos Aires et



TÉMOIGNAGE

SOURCE



**FINANCIAL TIMES**

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 111 000 ex.

ft.com

Fondé en 1888, ce journal à l'origine destiné "aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables"

est aujourd'hui le quotidien

financier et économique

de référence en Europe.

Immédiatement reconnaissable

à son papier rose saumon, il a été

racheté par le groupe japonais

Nikkei en 2015.

✓ Dessin de Cat O'Neil, Écossaise.



# HONG KONG, MA VILLE DISPARUE

sorti en 1997, l'année de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, le film décrit la relation heurtée de deux homosexuels, que plusieurs ont interprétée comme une allégorie des rapports qu'entretiennent Hong Kong et Pékin. On a l'impression que le couple, qui vit en exil, flotte en quelque sorte dans les limbes : aucun rituel familial ou moment important ne marque le passage du temps. Kristy Matheson a conclu sa présentation avec une citation du cinéaste décrivant l'ambiance qui régnait en 1997 avant que l'ex-colonie britannique soit rétrocédée à la Chine : "Nous voulions nous enfuir, mais, plus nous voulions fuir Hong Kong, plus nous en devenions inséparables. Où que nous allions, Hong Kong était en nous."

C'est un sentiment que connaissent bien les nouveaux exilés de Hong Kong. La population de cette ville de 7,4 millions d'habitants se réduit comme peau de chagrin. Certains résidents partent si soudainement qu'ils abandonnent leur voiture de luxe dans un parking. La ville a perdu près de 150 000 habitants depuis la fin 2021, dont plus de 50 000 dans la première moitié du mois de mars seulement. Selon l'Institut de recherche sur l'opinion publique de Hong Kong, près d'un quart des habitants de la ville ont prévu de s'exiler. Cet exode s'explique en partie par les mesures draconiennes adoptées par Hong Kong pour lutter contre

la pandémie de Covid-19. Jusqu'à récemment, les personnes qui obtenaient un résultat positif au test de dépistage étaient envoyées dans des camps d'isolement. Une association caritative hongkongaise estime en outre que jusqu'à 2 000 enfants contaminés auraient été séparés de leurs parents à l'hôpital.

**L**e principal facteur reste cependant le climat politique qui règne depuis les manifestations monstres de 2019 [contre un amendement qui devait permettre les extraditions vers la Chine continentale, et pour la défense de la démocratie locale]. En juin 2020, Pékin a adopté la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong. Celle-ci interdit le séparatisme, la subversion, le terrorisme et la collusion avec des forces étrangères. Ces infractions sont si mal définies qu'il semble désormais que le fait d'applaudir pendant une audience constitue une activité séditeuse, tout comme celui de critiquer la réponse du gouvernement à la pandémie sur les médias sociaux ou de porter un tee-shirt ou posséder des autocollants arborant le populaire slogan de protestation "Libérez Hong Kong, révolution de notre temps".

Selon une base de données, 183 personnes ont été arrêtées en application de la loi sur la sécurité nationale depuis son adoption, dont un tiers pour avoir

tenu des discours ou scandé des slogans qui contreviennent à ce texte. De dynamiques organisations de la société civile ont été forcées de se dissoudre et l'arrestation pour subversion de 47 activistes politiques à qui l'on reproche d'avoir organisé des primaires "illégales" [dans le camp démocrate, en vue des législatives] a complètement transformé le visage du Conseil législatif du territoire autonome. Alors qu'il devait auparavant composer avec une opposition combative, l'organe ne compte plus aujourd'hui que des patriotes pro-Pékin. La loi sur la sécurité nationale étant de nature extraterritoriale, la menace potentielle qu'elle pose va bien au-delà des frontières de Hong Kong [les autorités hongkongaises peuvent notamment demander les données de n'importe quel compte de réseau social dans le monde, dont les activités violeraient la loi de sécurité nationale].

Quand l'adoption de la loi a été annoncée, j'étais en train de discuter avec les membres de mon groupe d'étude sur Zoom. Je fais partie d'un petit groupe de doctorants hongkongais qui vivent à Melbourne. Nous sommes rattachés à différentes universités australiennes et nos recherches portent sur l'identité de Hong Kong. Pendant toute la durée du confinement, nous nous sommes réunis en visioconférence une fois par semaine pour lire des travaux universitaires et → 48

47 ← en discuter. Mais après l'annonce de la nouvelle loi, nous avons tout arrêté : les appels sur Zoom, les lectures et les discussions sur l'identité de Hong Kong.

Nos recherches nous semblaient soudain ne plus avoir d'importance. Après tout, comment peut-on étudier quelque chose dont l'expression même pourrait être illégale ? J'avais travaillé comme journaliste en Chine pour la BBC et [la radio publique américaine] NPR – pendant une décennie, j'avais dû tenir compte chaque jour des sensibilités politiques fluctuantes de Pékin –, mais je n'avais malgré tout aucun conseil utile à donner à mes camarades. Je ne suis pas née à Hong Kong, mais j'ai grandi là-bas dans les années 1970 et 1980 avec un père chinois et une mère britannique. Je partageais leurs préoccupations, les craintes diffuses comme celles liées à des enjeux plus spécifiques.

**N**on seulement nous craignons que nos recherches puissent tomber sous le coup de la loi de sécurité nationale, mais nous redoutions aussi de mettre en danger ceux qui y avaient participé, en révélant leur implication aux autorités. Il n'y avait cependant aucun moyen d'obtenir des réponses. Une semaine après la promulgation de la loi sur la sécurité nationale, l'organisme orwellien chargé de son application, le Bureau de défense de la sécurité nationale, prenait ses quartiers au beau milieu de la nuit dans un hôtel réquisitionné pour l'occasion dans l'ex-colonie britannique [sous son couvert, pour la première fois, des agents chinois du renseignement peuvent opérer ouvertement à Hong Kong, pour faire appliquer la loi imposée par Pékin].

Nous avons eu tôt fait de comprendre que les contours de la loi sur la sécurité nationale ne se dessineraient qu'une fois qu'elle aurait été transgressée et que garder le silence était le seul moyen de nous protéger.

Désireuse d'en savoir plus sur les risques encourus par ceux et celles qui parlent de Hong Kong à l'étranger, j'ai contacté Eric Yan-ho Lai, spécialiste du droit hongkongais à l'université de Georgetown [à Washington, aux États-Unis], qui tient une base de données sur les affaires relatives à la sécurité nationale. J'ai été frappée par le soin qu'il a mis à choisir ses mots pour me répondre. “Si vous n'avez pas l'intention de retourner à Hong Kong et que vous vivez dans un pays qui n'a pas de traité d'extradition avec Hong Kong ou avec la Chine, vous pouvez parler relativement librement de la situation à Hong Kong”, a-t-il dit. Mais il a ensuite précisé : “En fait, le danger, ou le risque, c'est d'être surveillé par les ambassades chinoises ou leurs agents.”

La crainte d'être surveillé par des agents chinois est bien réelle pour les étudiants hongkongais, dont le nombre bat des records en Australie [le gouvernement leur a facilité l'obtention du statut de résident permanent après le passage de la loi de sécurité nationale]. En 2019, alors que l'archipel était agité par les manifestations, des affrontements opposant des étudiants de Hong Kong et de la Chine continentale ont eu lieu à plusieurs reprises sur les campus australiens. Un étudiant m'a confié qu'il ne parlait jamais de la situation politique de Hong Kong avant de connaître la position de chaque personne se trouvant dans la pièce. “Nous avons peur que nos parents, nos amis et nos proches [qui sont restés à Hong Kong] fassent l'objet de menaces si nous disons quelque chose qui déplaît au gouvernement chinois.”

Pendant des mois, mes camarades et moi n'avons presque pas échangé. Mais quand Melbourne a finalement émergé du confinement, nous nous sommes



↑ Août 2021, à Londres. Des exilés commémorent la violente attaque par la police, un an plus tôt, à Hong Kong, d'une station de métro empruntée par des manifestants prodémocratiques. Sur la pancarte : “Libérez Hong Kong, révolution de notre temps”, un slogan banni par Pékin.

Photo Belinda Jiao/SOPA Images/LightRocket/Getty Images

### L'autrice

#### LOUISA LIM

Cette journaliste, qui a été la correspondante en Chine durant dix ans de la radio britannique BBC et de son équivalent américain NPR, est l'autrice d'essais remarquables sur le pays de Xi Jinping. Le dernier en date, *Indelible City : Dispossession and Defiance in Hong Kong* [“La ville indélébile : dépossession et défi à Hong Kong”, inédit en français] est paru en avril aux éditions Penguin Random House. Elle enseigne le journalisme radio à l'université de Melbourne et anime un podcast consacré à la Chine, *The Little Red Podcast*.



↑ Sur le mur d'un marché hongkongais à Melbourne, un message plein de nostalgie entremêle le nom de Hong Kong et le mot home (“maison”). Photo Louisa Lim

### Chronologie

#### HONG KONG EN CINQ DATES

**1842** — L'île de Hong Kong devient une colonie britannique. En 1898, la dynastie Qing concède à Londres les territoires alentour, dont la presqu'île de Kowloon. Le bail est de 99 ans.

**1982** — Pour parler pour organiser la rétrocession à la Chine des territoires sous administration britannique. En 1984, selon le principe “un pays, deux systèmes”, Pékin s'engage à maintenir pendant “au moins cinquante ans” le mode de vie capitaliste et la législation en vigueur.

**1997** — Rétrocession à la Chine.

**2014** — Le “mouvement des parapluies”, premier gros revers du camp prodémocratique. Mobilisés durant deux mois, les manifestants échouent à bloquer une réforme du mode d'élection du chef de l'exécutif. Désormais, les candidats devront être approuvés par Pékin.

**2019** — Un projet d'amendement, qui rendrait possibles les extraditions vers la Chine, lance une vague de manifestations. Elles se poursuivent après le retrait du texte et servent de prétexte à Pékin pour assurer sa mainmise sur le territoire. Adoptée en juin 2020, la loi de sécurité nationale muselle la ville et pulvérise le principe “un pays, deux systèmes”.

réunis dans un parc. Éblouis par la lumière du soleil, dont nous avons perdu l'habitude, nous avons dégusté des tranches de mangue au goût sucré dont le jus poisseux collait les doigts. Quand les restaurants ont rouvert leurs portes, nous avons partagé des assiettes de *dumplings* dodus et fumants. Nous ne parlions pas de nos recherches. Lentement, douloureusement, nous avons commencé à créer notre propre Hong Kong à l'étranger.

**D'**autres exilés ont fait comme nous. Juste avant la nouvelle année lunaire, je suis allée dans un marché hongkongais éphémère à Melbourne. J'ai vu des gens faire la file pour acheter des boulettes de poisson au cari et, dans un kiosque de livres, j'ai remarqué l'essai politique de Václav Havel intitulé *Le Pouvoir des sans-pouvoir* [publié en 1978 et traduit en français aux éditions Première Partie] aux côtés de la biographie de Li Ka-shing, le magnat des affaires qui, pendant les manifestations, a fait imprimer à la une de journaux des publicités cryptiques que plusieurs ont vues comme des critiques codées de la stratégie adoptée par Pékin pour administrer l'ancien territoire autonome.

Un "mur de Lennon" avait été installé au fond du marché, comme ceux qui sont apparus à Hong Kong pendant les manifestations de 2019 [ce nom renvoie au "mur de Lennon" de Prague, premier du genre, couvert de graffitis en hommage au Beatle assassiné]. À l'instar des originaux, le mur était recouvert de rangées de Post-it sur lesquels on pouvait lire des phrases interdites comme "*Libérez Hong Kong, révolution de notre temps*". Mais mon attention a surtout été attirée par un feuillet autocollant orange sur lequel on avait écrit en anglais "*I miss Home Kong*" [un jeu de mots qui mêle le terme "maison" et l'expression "Hong Kong me manque"] et dessiné grossièrement le paysage de gratte-ciel de la ville.

Un kiosque vendait des couplets de printemps à caractère politique pour accrocher aux portes des maisons [selon la tradition du nouvel an chinois] – arborant des formules comme "*Embrace freedom*" ["Fais tienne la liberté"] et "*Persist in your beliefs*" ["N'abandonne pas tes croyances"]. J'ai rencontré là une femme qui m'a dit sentir qu'il était de son devoir de parler, qu'elle

se devait de le faire pour ses semblables qui vivent à Hong Kong et qui sont muselés par la nouvelle législation. Mais la liberté d'expression a un prix, a-t-elle ajouté. "*Je m'attends à ne pas pouvoir retourner voir les membres de ma famille qui sont toujours à Hong Kong.*"

De nombreux Hongkongais ont ainsi été contraints de faire des choix impossibles. Ted Hui Chi-fung est l'un d'eux. Aujourd'hui exilé, il a été député du Parti démocratique, une formation appartenant au camp prodémocratique, dont la victoire au scrutin de 2019, le dernier avant que le système ne soit réformé par la loi sur la sécurité nationale, a été écrasante.

Ted Hui était à Melbourne pour l'ouverture du marché éphémère. "*Je suis l'une des rares personnes qui peuvent dire ce qu'elles pensent*", m'a-t-il dit, faisant référence à ses dizaines de collègues qui sont incarcérés en attendant leur procès pour subversion. "*C'est pour ça que, parfois, je me force [à le faire].*"

Quand l'ancien élu a fui Hong Kong en 2020, au moins neuf poursuites pénales avaient été engagées contre lui. Les autorités du territoire ont en outre gelé ses avoirs, ainsi que ceux de sa conjointe et de ses parents. Ted Hui raconte qu'il n'était pas familier avec le terme "*Hongkongais*" quand il était enfant et que c'est une identité qui s'est consolidée avec le mouvement de contestation. "*Tous les slogans commençaient par 'Hong Kong', m'a-t-il confié. Nous savons que nous sommes censés être libres, parce que nous l'étions. Nous savons que nous devons employer le peu de liberté qui nous reste pour nous défendre.*" Il craint aujourd'hui que le mot "*Hongkongais*" ne soit banni dans l'ex-colonie britannique, mais il est persuadé que la diaspora hongkongaise ne se laissera pas intimider.

**J'**e n'étais pas convaincue que la communauté hongkongaise qui commençait à voir le jour en Australie soit aussi déterminée qu'il le croyait, elle qui me semblait être toujours en proie à l'insécurité. J'ai compris qu'elle l'était le jour où des groupes de la communauté ont pris la décision de présenter *Revolution of Our Times*, un documentaire primé du réalisateur hongkongais Kiwi Chow sur le mouvement de contestation. Il a été interdit de diffusion à Hong Kong, ce qui fait que le simple fait de le regarder constitue un acte de résistance.

Mon petit groupe et moi avons réussi à acheter des billets pour la première représentation. Espérant trouver un certain réconfort dans les morceaux bien gras de poitrine de porc rôtie, nous nous étions retrouvés avant l'événement dans un restaurant cantonais situé à proximité. Attablés devant des plats de nouilles aux œufs parsemés de lamelles de truffes noires et une marmite d'argile remplie de poisson salé, de tofu et de poulet, nous avons comparé l'état d'avancement de nos recherches. Nous étions tous sur le point de remettre notre thèse. Or nos projets, considérés au départ par nos établissements respectifs comme présentant un risque faible, étaient maintenant jugés très risqués. Les recherches auxquelles on avait consacré toutes ces années ne seraient donc pas librement accessibles.

Plusieurs d'entre nous venaient tout juste d'assister sur Zoom à une discussion portant sur le développement de l'identité de Hong Kong. La discussion était animée par un anthropologue réputé qui travaille dans l'ancienne colonie britannique. À un moment, il a commencé à laisser entendre, sans grande subtilité, que la loi sur la sécurité nationale était inévitable. "*Hong Kong est à mi-parcours de son existence de région*

**"NOUS SAVONS QUE NOUS DEVONS EMPLOYER LE PEU DE LIBERTÉ QUI NOUS RESTE POUR NOUS DÉFENDRE."**

**Ted Hui Chi-fung,**

ANCIEN DÉPUTÉ DU PARTI DÉMOCRATIQUE EN EXIL

*administrative spéciale. Il est donc tout naturel que les choses se passent comme elles se passent*", a-t-il dit d'un ton léger, faisant référence à l'engagement qu'avait pris Pékin [lors de la rétrocession] de respecter le système politique hongkongais jusqu'en 2047.

Je ne voyais pas les choses du même œil, mais, au lieu d'exprimer spontanément mon désaccord, je suis d'abord allée voir les noms des participants. Et comme un certain nombre de noms ne m'étaient pas familiers, j'ai simplement quitté la visioconférence. J'ai agi par instinct, mais, plus tard, je me suis sentie lâche et j'ai eu honte d'être ainsi complice des efforts déployés pour empêcher toute réelle discussion au sujet de Hong Kong. Pendant le repas, j'ai découvert que deux de mes amis avaient fait exactement la même chose. Si l'intention du législateur était de créer le silence, il semblait avoir réussi son pari avec nous.

Nous nous sommes dirigés vers le cinéma, l'air abattu. En arrivant à proximité de l'établissement, toutefois, nous avons vu qu'un flot de Hongkongais se dirigeait dans la même direction, et le moral est remonté d'un coup. Le foyer était rempli de jeunes bénévoles enthousiastes. Ils avaient monté une exposition de photos des manifestations à l'extérieur du cinéma. Des tas de gens prenaient des photos et les publiaient sur les médias sociaux. Pendant les deux heures et demie qui ont suivi, nous avons visionné des scènes d'une violence troublante, des policiers frappant des manifestants ou lançant des gaz lacrymogènes dans leur direction, d'autres traînant des jeunes sur le sol. Ces scènes m'ont bouleversée, certes, mais elles ne m'ont pas fait pleurer. Ce sont plutôt les moments de solidarité qui m'ont émue aux larmes : un vieil homme affligé de ne plus pouvoir protéger les jeunes manifestants ; un infirmier suppliant la police de le laisser soigner les blessés.

Ce sont ces images qui m'ont rappelé tout ce qu'on avait perdu. La loi adoptée après les manifestations a été conçue pour anéantir tout sentiment d'appartenance. Elle devait pulvériser les liens qui faisaient en sorte que les Hongkongais étaient prêts à mettre en péril leur vie pour des inconnus.

À la fin du film, le public est resté silencieux, sous le choc. Puis un homme assis devant moi a brisé le silence : "*Heung gong yan!*" ["Hongkongais!"] D'autres ont repris le slogan que scandaient à l'époque les manifestants : "*Gaa yau!*" ["Ajoutez de l'huile!"] Quand je me suis levée pour partir, j'ai senti un serrement dans ma poitrine, comme si j'étais sur le point de faire une crise d'asthme. J'ai dit à mes camarades que j'avais du mal à respirer. "*Je le sens dans mon ventre, a répondu un ami. C'est oppressant.*" Une autre a pointé sa gorge en disant : "*Moi je le sens ici. Tout le temps.*" Désormais, Hong Kong était véritablement en nous. Nous en étions enfin devenus inséparables.

—**Louisa Lim**

Publié le 29 avril

**LENTEMENT,  
DOULOUREUSEMENT,  
NOUS AVONS COMMENCÉ  
À CRÉER NOTRE  
PROPRE HONG KONG  
À L'ÉTRANGER.**

culture. 

# Au Brésil, des musiciens en vert et or

Le drapeau national est, depuis la dictature, l'apanage de la droite. Mais en pleine campagne présidentielle, des artistes opposés au chef de l'État sortant, Jair Bolsonaro, veulent se le réapproprier.

—**Folha de São Paulo** *São Paulo*

Il y a longtemps déjà que le maillot de la *seleção* brésilienne est sorti des stades de football pour paraître aussi dans les événements politiques. Mais à mesure que le vert et le jaune du drapeau national se sont imposés dans le vestiaire des partisans de Jair Bolsonaro [l'actuel président d'extrême droite, en lice pour sa réélection en octobre], c'est toute une autre frange de la population brésilienne qui s'est comme détachée de ce symbole national – une image parmi d'autres de la fracture qui s'est creusée dans le pays.

Dernièrement pourtant, des Brésiliens qui rejetaient ces emblèmes les revendiquent de nouveau. Il y a eu Daniela Mercury, drapée dans le drapeau brésilien [lors d'un concert à São Paulo, le 1<sup>er</sup> mai dernier], Anitta et sa tenue vert, jaune et bleu au festival [américain] de Coachella, ou encore le maillot de la Confédération

brésilienne de football endossé par le rappeur Djonga au festival Breve, organisé en avril à Belo Horizonte: des artistes ouvertement anti-Bolsonaro se réapproprient des symboles qu'avait accaparés le camp du président.

À l'approche de la présidentielle, un vaste mouvement de réappropriation prend même corps [sur les réseaux sociaux], derrière des hashtags comme #ABandeiraÉNossa, #DevolvamANossaBandeira ou #RetomadaDaBandeira [#leDrapeau NousAppartient, #Rendez-nous NotreDrapeau, #RepriseDuDrapeau], et jusque dans les performances des artistes militants.

**Hésitations.** Il n'y a pas si longtemps pourtant, les mêmes se montraient plus timides, voire hésitants. Ainsi Daniela Mercury, il y a deux ans, avait hésité à porter le drapeau lors d'un concert: certains de ses amis disaient à l'époque ne



pas vouloir se draper des couleurs d'un pays qui les décevait trop, des couleurs qui risquaient de surcroît de les faire passer pour des bolsonaristes, raconte-t-elle.

La chanteuse originaire de l'État de Bahia a depuis surmonté cette incertitude pour monter au créneau. "Nous devons montrer que ces symboles sont ceux d'un peuple dans sa diversité, et en aucun cas ceux d'une minorité extrémiste", insiste Daniela Mercury, qui, pour la fête des travailleurs [le 1<sup>er</sup> mai], participait à São Paulo à un événement organisé par sept centrales syndicales, où elle a brandi successivement le drapeau national, la bannière rouge frappée de l'étoile du Parti des travailleurs [PT, gauche] et un portrait de Lula jeune [l'ancien chef de l'État (2003-2011), membre du PT, sera le principal rival de Bolsonaro à la présidentielle]. "Ces drapeaux sont distincts, ils portent des sens différents – il y a celui d'un nouveau gouvernement [potentiel] et celui d'une nation, explique-t-elle. Nous

devons faire l'union du vert, du jaune, du blanc, du bleu et du rouge."

Cette manifestation a valu à la chanteuse d'être accusée de s'être livrée à un "showmício" pro-Lula [meeting à grand spectacle, mot-valise formé de l'anglais *show* et du portugais *comício*, "élection"]; au contraire d'un concert, un meeting politique ne peut légalement profiter de fonds publics]. Sur Internet a largement circulé un document présenté comme un contrat la liant à la mairie de São Paulo. Cette dernière finançait l'événement et a ensuite décidé de suspendre sa participation au cachet de l'artiste face à la polémique. Quoi qu'il en soit, Daniela

**"Le drapeau du Brésil appartient aux Brésiliens. Nul ne peut s'en approprier la signification."**

Anitta, CHANTEUSE

☞ La chanteuse Daniela Mercury lors d'un événement organisé à São Paulo par sept centrales syndicales, le 1<sup>er</sup> mai.

Photo Vanessa Carvalho/Brasil Photo Press/Sipa



Mercury a interprété des extraits de l'hymne national ainsi que son duo avec Milton Nascimento, *Sol da liberdade* ["Soleil de la liberté"], dont les paroles sont une célébration du Brésil. Le service de relations publiques de la chanteuse, sollicité par nos soins, n'a pas souhaité répondre à nos questions sur les accusations portées contre elle.

**Legs empoisonné.** "Pendant vingt ans, j'ai banni de mon existence les couleurs du Brésil. Personne ne m'en privera plus", assure Daniela Mercury, qui a grandi sous la dictature militaire [1964-1985], dont l'empreinte pèse encore lourdement sur l'imagerie brésilienne des symboles nationaux.

Pour Wilson Gomes, professeur à l'Université fédérale de Bahia (UFBA) et auteur de *Transformações da política na era da comunicação de massa* ["Transformations de la politique au temps de la communication de masse", non traduit], la culture

brésilienne en la matière se distingue de celle d'autres pays comme les États-Unis ou la Suisse (où la population brandit un peu partout les emblèmes nationaux, devant les maisons, dans les rues), précisément en raison de cet héritage laissé par les militaires.

Pour le chercheur, des campagnes de propagande, à l'image de celle connue sous le nom de "Brasil, ame-o ou deixe-o" ["Le Brésil, vous l'aimez ou vous le quittez"], lancée sous la présidence [extrêmement répressive] d'Emílio Garrastazu Médici au début des années 1970, ont inscrit les institutions militaires dans le droit fil d'un mouvement ultranationaliste d'inspiration fasciste. Elles ont du même coup éloigné bon nombre de Brésiliens de "la possibilité d'un patriotisme", sinon lors d'un Mondial de football ou des Jeux olympiques.

Plus tard, poursuit Wilson Gomes, les tensions inhérentes à ces symboles ont joué dans d'autres contextes. Ainsi lors de

la campagne présidentielle [victorieuse] menée par le conservateur Fernando Collor de Mello, en 1989, sous le slogan "Notre drapeau ne sera jamais rouge". Soit dit en passant, la formule a ensuite été largement reprise par Bolsonaro et ses partisans, qui revendiquent le vert et or pour mieux s'opposer aux gouvernements précédents du PT.

"De nombreux partis de gauche se sont toujours associés à la couleur rouge, tout en adoptant par ailleurs des discours qui considèrent l'Amérique latine comme une seule nation", remarque Giuliano Miotto, avocat, président de l'Instituto Liberdade e Justiça et créateur de *Turminha da Liberdade* ["La petite bande de la liberté"], une série de livres pour enfants qui promeut des valeurs de droite [responsabilité, libre entreprise, respect de la famille et de l'autorité]. "Le Brésilien a beaucoup de mal à définir son identité, en tant que peuple. Et Bolsonaro a compris que les symboles nationaux parleraient aux gens."

Pour Giuliano Miotto, la gauche brésilienne, si elle cherche aujourd'hui à se réapproprier ces symboles, a sa part de responsabilité dans la désaffection des Brésiliens à leur égard. "Pour un peuple, protéger son identité est un réflexe naturel. Les bolsonaristes ont vu dans ces symboles un moyen d'autoprotection de la nation." Giuliano Miotto rappelle l'affaire autour d'une vidéo récente où l'on voyait Lula et [son ancien adversaire rallié à la gauche] Geraldo Alckmin écouter *L'Internationale*.

**D'autres artistes, à gauche, voient dans cet emblème un héritage du colonialisme.**

Elle a déclenché un torrent de critiques dans le camp adverse. "Ils ont donné l'impression de ne pas apprécier leur propre pays. C'est gênant."

"Le drapeau du Brésil et ses couleurs appartiennent aux Brésiliens. Ils représentent le Brésil dans son intégralité. Personne ne peut s'en approprier la signification", twittait la chanteuse Anitta peu après son passage au festival de Coachella. Un message que le président s'est empressé de retwitter, pour affirmer avec sarcasme qu'il était bien d'accord avec elle.

Contrairement à Daniela Mercury, Anitta ne s'est pas engagée en faveur de Lula, ni d'ailleurs d'aucun autre candidat présumé à la prochaine présidentielle. Comme elle, cependant, elle milite ardemment contre Bolsonaro et marque sa volonté de se réapproprier les symboles officiels du Brésil.

Les deux chanteuses ne sont pas les seules à se rallier derrière la bannière

brésilienne. Dans une affirmation plus discrète, l'artiste pop Iza ondule dans le clip de son morceau *Gueto* ["Ghetto"] sur une vaste fresque aux couleurs du drapeau, peinte au sol à la façon des grands dessins réalisés sur l'asphalte lors des Coupes du monde de football. Si ses paroles n'ont rien de politique, la chanteuse a revendiqué cette réappropriation des emblèmes nationaux lors de plusieurs entretiens.

Le mouvement s'étend au-delà de la scène musicale. On peut voir à São Paulo, dans le quartier de Consolação ou sur le Largo da Batata, des graffitis du drapeau brésilien sur lesquels la devise issue du positivisme "Ordem e progresso" ["Ordre et progrès"] est remplacée par le slogan "Fora Bolsonaro" ["Dehors, Bolsonaro"].

**Produits dérivés.** Un sauvetage iconographique dont certains font même leur beurre. Le distributeur de tee-shirts à message Peita vend ainsi des modèles vert et jaune frappés du slogan "Ele não" ["pas lui"], en référence au mouvement du même nom, né en 2018 en opposition au candidat Bolsonaro. La créatrice de la marque, Karina Gallon, raconte avoir douté au moment du lancement de ce tee-shirt : elle a eu peur que la clientèle de Peita, très largement de gauche, boude le produit du fait [de ses couleurs] associées au bolsonarisme.

Le mouvement de récupération du drapeau se limite néanmoins à gauche à un noyau militant, constate Maria Victoria Benevides, experte en sciences politiques et fondatrice de la Comissão Arns [une organisation de défense des droits de l'homme]. Noyau qui, à ce jour, n'est pas parvenu à reprendre véritablement le vert et or au camp Bolsonaro.

D'ailleurs, si certains artistes anti-Bolsonaro voient tout cela d'un bon œil à la veille de la présidentielle, le mouvement ne fait pas l'unanimité. Pour Juliana Gomes, artiste plasticienne et militante des droits des peuples autochtones, il n'est pas pertinent de s'accrocher à une imagerie qui, selon elle, en dit plus sur le passé colonial du Brésil que sur la "brasilianité" réelle.

"Le drapeau est un symbole de plus de cette nation inventée de toutes pièces", estime-t-elle.

"Je ne vois aucune raison de revendiquer comme identité des frontières imaginaires, imposées, et des symboles qui sont des instruments de légitimation du pouvoir de nos bourreaux."

Tout cela fait "partie de notre histoire", juge à l'inverse Daniela Mercury, pour qui il est nécessaire de militer pour des politiques de réparation sans pour autant "renoncer à ces symboles".

— Marina Lourenço  
Publié le 8 mai

—CNN Atlanta

**D**e nos jours, on croit que les savoirs de toute l'humanité sont à portée de clic sur Internet, mais encore récemment on ne trouvait pas en ligne l'un des témoignages essentiels d'une des cités médiévales africaines les plus dynamiques. Situé au Mali, en Afrique de l'Ouest, Tombouctou évoque aujourd'hui un lieu lointain, mais cette ville était jadis un centre intellectuel, spirituel et commercial au rayonnement immense. Elle reste célèbre pour ses imposantes mosquées en terre et les centaines de milliers de manuscrits qui sont conservés dans des collections publiques et privées.

Ces manuscrits ont un passé tumultueux, et la menace islamiste leur a notamment fait risquer la destruction. Aujourd'hui, grâce à des habitants locaux et à des universitaires du monde entier, plus de 40 000 pages datant du XI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle sont préservées pour de bon sur le portail appelé "Mali Magic" de Google Arts & Culture, qui donne accès à la version numérisée de nombreux objets qui n'ont jamais été révélés au grand public jusqu'ici.

**Âge d'or.** Au XIV<sup>e</sup> siècle, Tombouctou était connue pour la mosquée de Djingareyber [l'une des trois grandes mosquées de la ville, avec celles de Sankoré et de Sidi Yahia] et l'université de Sankoré, deux grands centres intellectuels. Le XVI<sup>e</sup> siècle a ensuite été un âge d'or pour la ville sur les plans de la richesse et du négoce, et des intellectuels de tous les milieux y venaient du monde entier pour mettre en commun leurs connaissances et leurs croyances.

Cette effervescence a donné lieu à un corpus immense de manuscrits sur des sujets aussi variés que la philosophie, l'économie, la médecine, l'agriculture, l'astronomie, les mathématiques et la religion. Ces documents, s'ils révèlent l'interprétation politique et sociale de ces penseurs, décrivent aussi la vie quotidienne : on y découvre la façon dont les maladies étaient soignées et l'organisation du commerce, mais aussi des conseils sur la vie intime et de la magie noire.

Les manuscrits sont "d'autant plus merveilleux qu'ils sont une révélation", souligne Mohamed Shahid Mathee, maître de conférences à la faculté de théologie de l'université de Johannesburg, en Afrique du Sud, où il étudie les documents depuis plus de vingt ans. "Y avoir accès tort le cou à l'idée selon laquelle l'histoire africaine était uniquement orale et religieuse, et montre que l'Afrique a une tradition intellectuelle écrite."

C'est un épisode de l'histoire récente qui a fait naître le projet de numérisation. En 2012 et 2013, un conflit au Mali a mis en danger les manuscrits de Tombouctou [plusieurs groupes armés islamistes ont profité de la confusion provoquée à Bamako par un



À Tombouctou, en février 2013. Un manuscrit rescapé du péril islamiste. Photo Tyler Hicks/ The New York Times

## La nouvelle vie des manuscrits de Tombouctou

**En 2012, on avait craint qu'ils ne soient détruits par les islamistes qui venaient de prendre la ville malienne. Mis à l'abri à la hâte, ils ont depuis été numérisés et sont désormais accessibles à tous.**

coup d'État militaire et ont proliféré dans le nord du pays ; à Tombouctou, au nom d'une interprétation rigoriste de l'islam, ils ont détruit plusieurs mausolées classés au Patrimoine mondial de l'humanité]. À l'époque, on a cru que des centaines de milliers de documents avaient été détruits par les fondamentalistes islamistes, mais une action concertée a permis de mettre à l'abri l'immense majorité du corpus ; tout porte à croire que seuls quelques milliers ont été brûlés.

Abdel Kader Haïdara, qui est cité dans *Les Résistants de Tombouctou* [un ouvrage à succès de l'Américain Joshua Hammer, traduit aux éditions Arthaud], a joué un rôle clé dans cette mission. Son père, dont la bibliothèque privée est devenue l'une des premières bibliothèques publiques de Tombouctou, lui a légué des manuscrits. Haïdara et d'autres bibliothécaires ont exfiltré environ 350 000 manuscrits à plus de 1 000 kilomètres de Tombouctou, dans la capitale Bamako, où il les a mis à l'abri chez 27 personnes. Quelque temps plus tard, la plupart de ces documents ont été

rapportés à Tombouctou et, depuis, plus de 30 000 manuscrits ont été photocopiés et mis en sécurité dans une trentaine de bibliothèques locales.

**Fragiles.** Haïdara poursuit encore aujourd'hui sa mission de protection. Il passe ses journées à faire de l'indexation, c'est-à-dire à lire les documents pour en résumer le contenu. Déterminé à ne jamais vivre la perte irréversible de son patrimoine national, il a contacté Google en 2014. "Je me suis tourné vers Google pour la numérisation, car je souhaite archiver cet héritage qui est le nôtre en Afrique de l'Ouest. La sauvegarde de ce patrimoine, légué par des scientifiques, des empereurs et des philosophes est de la plus haute importance", explique Haïdara.

Les manuscrits révèlent le passé cosmopolite de Tombouctou. Les supports eux-mêmes sont variés – des parchemins comme du papier italien – et les textes sont rédigés dans une magnifique calligraphie arabe. Leur grand âge les rend délicats. "Par définition, les manuscrits ne sortent jamais du Mali", précise Mohamed

Shahid Mathee. C'est pourquoi Haïdara et une équipe d'archivistes maliens ont été chargés de les numériser sur place. Google a envoyé le matériel nécessaire, notamment un scanner haute résolution avec une caméra embarquée. La numérisation et l'indexation des dizaines de milliers de pages a duré huit ans.

"C'est la première fois que Google Arts & Culture met en œuvre un projet de cette ampleur pour des manuscrits anciens, qui sont mis en accès libre sur Google", affirme Amit Sood, directeur de Google Arts & Culture. Les universitaires, les artistes et tous les curieux peuvent maintenant explorer ce trésor et lire le contenu des manuscrits qui a été traduit vers l'anglais, l'arabe, l'espagnol et le français (on y trouve par exemple, dans un traité du XIX<sup>e</sup> siècle, l'idée déterminante selon laquelle l'enfant a un droit à l'éducation, qu'il soit fille ou garçon). Il existe aussi des documents complémentaires, notamment des modélisations en 3D de sites patrimoniaux maliens, comme la grande mosquée de Djenné, classée à l'Unesco, des illustrations et de la musique d'accompagnement de Fatoumata Diawara [une star de la chanson malienne, née en 1982].

Haïdara espère qu'outre la préservation des manuscrits leur libre accès permettra de faire vivre leur histoire. "Quand les manuscrits ne sont pas lus, ils perdent leur raison d'être. Nous voulons saisir cette chance et sélectionner certains de ces manuscrits afin de les traduire et de les rendre accessibles à tous", précise-t-il. En diffusant la riche histoire culturelle de Tombouctou, le Mali pourra en tirer d'autres avantages, explique Amit Sood. "Le Mali n'est pas forcément sur l'itinéraire de beaucoup de gens, mais après avoir exploré ces pages ils changeront peut-être d'avis."

—Gertrude Kitongo  
Publié le 11 mai

# Télérama'

**UNE  
PLACE  
ACHETÉE**

**UNE  
PLACE  
OFFERTE**

# Festivals d'été

**PLUS DE  
80  
FESTIVALS**

**DANS  
TOUTE  
LA FRANCE**

**LE 8 JUIN  
DANS  
TÉLÉRAMA**

**ET AUSSI  
SUR  
TELERAMA.FR**





✦ *Heng O s'envole vers la lune.* Illustration extraite de *Mythes et légendes de la Chine*, d'E. T. C. Werner (George G. Harrap & Co, 1922). Photo Heritage Images/The Print Collector/AGK



## L'inlassable quête de l'élixir de jeunesse

**Du III<sup>e</sup> siècle avant J.-C.  
à nos jours — Chine**

La composition de l'élixir de vie, issu de la mythologie chinoise, a été constamment renouvelée au cours des siècles. Avec des formules plus ou moins réussies.

— **History Today** Londres

**E**n Chine, le marché des compléments alimentaires est colossal. En 2020, près de 890 000 nouvelles entreprises ont été créées [dans ce domaine], soit le plus fort taux de croissance annuel jamais enregistré. La Chine est devenue le deuxième plus gros consommateur mondial de compléments alimentaires après les États-Unis, et elle en importe de grandes quantités. Les compléments alimentaires modernes s'inscrivent dans une tradition plus que millénaire, celles des élixirs de vie, qui, contrairement aux médicaments servant à guérir des maladies, sont censés renforcer la santé, ou même conférer l'immortalité.

En janvier 2004, les autorités chinoises ont annoncé une mission d'exploration de la Lune, le projet Chang'e. Le nom Chang'e fait référence à l'élixir de vie. Le *Huainanzi*, rédigé dans les premières années de la dynastie des Han (206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.), relate le mythe de Chang'e [anciennement Heng O], qui s'envole vers la Lune.

D'après ce récit, il y avait jadis dix soleils dans le ciel, et la Terre était accablée de chaleur. Un archer nommé Hou Yi décocha ses flèches sur neuf de ces astres, sauvant ainsi la population. En guise de récompense, il demanda à la déesse mère de lui donner l'élixir de vie, qui rendait immortel quiconque en buvait. L'ayant reçu de la déesse, il l'offrit à sa femme, Chang'e. Cependant, un homme du nom de Pang Meng profita de l'absence de Hou Yi pour tenter de dérober l'élixir. Incapable d'arrêter son voleur, Chang'e avala le breuvage. Son corps devint de plus en plus léger et elle s'éleva si haut dans les airs qu'elle finit par arriver sur la Lune, où elle a toujours vécu depuis lors. Ce mythe est la plus ancienne mention d'un complément alimentaire dans un texte chinois.

Les empereurs de Chine exerçaient un pouvoir absolu et menaient un train de vie fastueux. Certains, cherchant à prolonger ce bienheureux état, se mirent en quête d'immortalité.

Qin (III<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) est le premier empereur à régner sur une Chine unifiée. Selon le *Shiji*, ou *Mémoires d'un grand historien*, écrit au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C., le souverain avait entendu dire qu'il existait trois montagnes sacrées dans la mer, nommées Penglai, Fangzhang et Yingzhou, qui étaient habitées par des dieux. Il y envoya l'alchimiste et explorateur Xu Fu, à la tête d'une bande de milliers d'enfants, pour qu'il en ramène l'élixir de vie. Xu Fu ne revint jamais de son expédition. Certains spécialistes estiment qu'il conduisit les enfants au Japon et s'y installa, car le Japon possède sa propre légende sur Xu Fu : le *Jinno Shotoki* (1339) rapporte qu'un homme nommé Xu Fu est venu de la Chine des Qin. Sa tombe se trouve à Shingu, une ville de la côte est du Japon.

Empereur Wu de la dynastie des Han, Liu Che n'aura guère plus de succès dans sa quête de l'élixir de vie. En 115 avant J.-C., d'après la chronique *Zi Zhi Tong Jian*, Liu Che se fit fabriquer un plat en bronze de 6 mètres [de diamètre] pour recueillir la rosée. Il en buvait chaque matin après l'avoir mélangée à de la poudre de jade, afin de devenir aussi inaltérable que cette pierre. Sa mort, en

87 avant J.-C., révéla l'insuccès de l'opération.

La recherche de l'immortalité ne se limitait pas aux empereurs. Bientôt, la noblesse se mit de la partie. Dans les [royaumes des] dynasties Wei Jin du sud et du nord de la Chine, des alchimistes taoïstes élaborèrent un élixir de vie pour les nobles, composé de huit minéraux qu'ils assemblaient, distillaient et refroidissaient pour en tirer une poudre granuleuse. Ce prétendu élixir de vie contenait du sulfure de mercure, du sulfure d'arsenic et autres substances toxiques qui causaient souvent la mort. On finit par mettre au point le bon dosage, mais même si ceux qui en prenaient ne mouraient pas immédiatement, ils étaient tous empoisonnés, présentant des symptômes comme la fièvre ou des démangeaisons.

Toutes ces réactions étaient signe que le sujet devenait plus fort et qu'il allait bientôt devenir immortel, si bien qu'il prenait l'élixir avec un enthousiasme redoublé. Comme les déman-

**Un prétendu élixir de vie taoïste contenait du sulfure de mercure, du sulfure d'arsenic et d'autres substances toxiques.**

geaisons étaient souvent insupportables, les nobles se mettaient à porter des vêtements amples, sans sous-vêtements, et évitaient les bains pendant des mois ; certains préféraient vivre nus. Malgré cela, l'usage persista : en 1620, l'empereur Zhu Changluo, de la dynastie des Ming, mourut après avoir pris de l'élixir de vie.

Puis les roturiers entrent à leur tour dans la danse. Malgré tout, la fabrication de la pilule étant un lent processus, elle n'était produite qu'en faibles quantités et se vendait très cher. Faisant appel à des solutions empiriques et à la médecine traditionnelle, des Chinois de condition modeste inventèrent donc toutes sortes de succédanés, tels des vins médicinaux et des régimes.

Sa toxicité ayant été démontrée, l'élixir de vie élaboré pour les familles royales finira par disparaître. Mais les vins médicinaux, les régimes et la cuisine à base d'herbes lui survivront. Suivant les préceptes de la médecine chinoise, les ingrédients de ces préparations ont été constamment revus au fil du temps. Après la révolution industrielle, la production de remèdes relevant des médecines parallèles a considérablement augmenté, jusqu'à faire partie du régime quotidien des Chinois.

Avec la diffusion des connaissances scientifiques, la consommation de compléments alimentaires a encore évolué. Le but recherché n'est plus l'immortalité, mais l'amélioration des maux du quotidien. Les compléments alimentaires ont cessé d'être des recours optionnels pour devenir des produits essentiels, consommés quotidiennement. Chang'e n'a pas été oubliée. Son nom a été donné à une marque populaire de compléments alimentaires.

— **Kong Linggang**  
Publié le 4 avril

# NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**

# DESPERADOS FLORIDA SUNRISE\*



SERVICEPLAN H Entreprisse RCS Nanterre 414842062

 **BOUTEILLES  
& CAPSULES  
RECYCLABLES  
TRIEZ-LES !**

\*Desperados Florida Sunrise est une bière aromatisée Tequila, orange et grenadine.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.